



DEPARTEMENT FINANCES

La réforme de la taxe professionnelle

volet 9 : les dispositions transitoires ou diverses : compensations, répartition volontaire des impôts, impôts des EPF et des syndicats à contributions fiscalisées

volet 10: la légistique

juin 2012

La réforme de la taxe professionnelle et ses conséquences sur la fiscalité des communes et des communautés :

l'ensemble des dispositions issues de la LF 2010,
de la LF 2011, de la LFR 2010, des LFR 2011,
de la LF 2012 et de la LFR 2012

- synthèse
- volets 1 et 2 : la contribution économique territoriale (CET) et la cotisation foncière des entreprises (CFE)
- volet 3 : la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE)
- volet 4 : les impositions forfaitaires sur les entreprises de réseaux (IFER)
- volets 5 et 6 : les règles d'affectation des ressources fiscales, les règles de fixation des taux, les délibérations fiscales
- volets 7 et 8 : le transfert d'impôts d'Etat (TaSCom, frais de gestion), la compensation-relais et les taux de référence 2010, les garanties de ressources et la péréquation horizontale
- **volets 9 et 10 : les dispositions transitoires ou diverses (compensations, répartition volontaire des impôts, impôts des établissements publics fonciers et des syndicats à contributions fiscalisées) et la légistique**

VOLET 9

LES DISPOSITIONS TRANSITOIRES OU DIVERSES : DÉLIBÉRATIONS FISCALES, ALLOCATIONS COMPENSATRICES, SUPPRESSION DU PRÉLÈVEMENT FRANCE TÉLÉCOM, IMPOTS LEVÉS PAR LES EPF ET LES SYNDICATS A CONTRIBUTIONS FISCALISÉES

Introduction	9
Le prélèvement au profit de l'État sur le produit de taxe foncière des usines nucléaires [5.3.1. art. 2 LF 2010]	10
LE PRELEVEMENT EXCEPTIONNEL AU PROFIT DE L'ÉTAT SUR LE PRODUIT DES USINES NUCLEAIRES [instr. 6 A-2-11]	10
Le régime des délibérations relatives aux exonérations ou réductions de TP [5.3.2. art. 2 LF 2010]	10
- l'application à la CFE et à la CVAE des délibérations applicables en 2009 à la TP prises par les communes et EPCI	10
- l'application à la CVAE, des délibérations applicables en 2009 à la TP, prises par les conseils généraux et régionaux	10
- le maintien du bénéfice des exonérations ou abattements de TP pour la CFE et la CVAE	11
- le maintien du bénéfice des exonérations ou abattements de TP aux parts départementale et régionale de CVAE	11
- le respect du règlement communautaire appliqué aux exonérations de TP	11
- le maintien, le cas échéant, du caractère partiel d'une exonération ou d'un abattement	11
- la compensation par l'État des exonérations de CVAE au titre des exonérations ou abattements de TP	11
L'abattement de 70 % sur la base VA de la cotisation complémentaire de La Poste [art. 1635 sexies du CGI]	11
La diminution du seuil de variation annuelle de l'emploi pris en compte dans les ZRD [art. 42 loi 95-115]	12
La neutralisation des effets de la réforme sur le plafonnement de la TH à 3,44 % des revenus [art. 1414 A]	13
- la réduction du montant du dégrèvement en cas d'augmentation du taux global de la TH	13
- la réduction du montant du dégrèvement en cas de diminution des abattements facultatifs	13
La suppression, à compter de 2011, du prélèvement au titre de la TP France Télécom [art. 29 LF 2003]	14
- la suppression du prélèvement sur la compensation de la part salaires (DGF)	14
- la suppression du prélèvement sur la fiscalité	14
- le remboursement, en cas de baisse des bases de France Télécom, des montants prélevés sur la DGF [art. L.1613-1]	14
La suppression de la taxe additionnelle à la TP prélevée sur France Télécom par les CCI [art. 29 LF 2003]	15
Le prélèvement, au titre de France Télécom sur le produit de la taxe additionnelle des CCI [5.3.5. art. 2 LF 2010]	15
La répartition du produit fiscal à recouvrer par un établissement public foncier [art. 1636 B octies I et II]	15
- les modalités de calcul de la taxe spéciale d'équipement	16
- le calcul de la répartition de la taxe spéciale d'équipement à compter de 2012	16
- les modalités de calcul de la taxe spéciale d'équipement en 2010 [6.2.1. I. art. 2 LF 2010]	16
- les modalités de calcul de la taxe spéciale d'équipement en 2011 [6.2.1. III. art. 2 LF 2010]	16
Les modalités de calcul des contributions fiscalisées des syndicats [art. 1636 B octies III et IV]	17
- la majoration des recettes de CFE et de TFPB prises en compte pour le calcul des contributions fiscalisées	17
- la minoration des recettes de TH prises en compte pour le calcul des contributions fiscalisées	17
- la minoration du produit fiscal à recouvrer	17
- les modalités de calcul des contributions fiscalisées en 2010 [6.2.1. II. art. 2 LF 2010]	17
- la prise en compte en 2011 du taux de référence 2010 de CFE [6.2.1. IV. art. 2 LF 2010]	17
La création, pour les années 2012 à 2014, d'une dotation de compensation de la réforme de la taxe professionnelle résultant des contributions fiscalisées aux syndicats de communes [article 21-I. de la 1 ^{ère} LFR 2011]	18
- la création d'une dotation de compensation pour les communes membres d'un syndicat à contributions fiscalisées	18
- les règles de fixation des taux d'imposition syndicaux	18
- la non-prise en compte de la dotation dans l'enveloppe normée	18
- la date d'entrée en vigueur	18

LES CONSEQUENCES DE LA REFORME DE LA TP SUR LE PRODUIT DES CONTRIBUTIONS FISCALISEES	19
LES MODALITES DE CALCUL DES CONTRIBUTIONS FISCALISEES DES SYNDICATS DE COMMUNES [instr. n° 6 F-2-11]	21
Le champ d'application	21
La détermination et la répartition du produit syndical	21
Les impositions établies au titre de 2010	22
- les impositions établies au titre de 2011	22
- la situation à compter des impositions établies au titre de 2012	24
La détermination des taux	24
Les dispositions relatives à l'établissement, au recouvrement et au contentieux	24
LES MODALITES DE CALCUL DE LA TAXE SPECIALE D'EQUIPEMENT LEVEE PAR LES E.P. FONCIERS [instr. n° 6 F-2-11]	25
Le champ d'application	25
- les établissements concernés	25
- la zone de perception de la taxe spéciale d'équipement	26
- les personnes imposables	26
- les bases imposables	27
Les modalités de détermination du taux de la taxe spéciale d'équipement	27
- le vote du produit de la taxe spéciale d'équipement	28
- la répartition du produit de la taxe spéciale d'équipement sur le produit des 4 taxes	29
- la détermination des taux des taxes spéciales d'équipement	31
Les dispositions relatives à l'établissement, au recouvrement et au contentieux	32
Les règles applicables à la fixation des taux des établissements publics fonciers [art. 1636 C]	32
La taxe spéciale d'équipement levée par les EPF réalisant des logements locatifs sociaux [art. 1607 ter]	33
La répartition volontaire du produit des impositions économiques locales [art. 11 loi n° 80-10]	33
- la possibilité, pour un EPCI à FA issu d'un SIVOM, d'instituer un mécanisme conventionnel de péréquation	33
- le reversement des recettes fiscales perçues par une commune sur une ZAE créée ou gérée par un groupement	34
- le reversement des recettes fiscales perçues sur une zone d'activités à un EPCI à fiscalité propre « extérieur »	34
- le reversement entre départements limitrophes des recettes fiscales perçues sur une ZAE d'intérêt commun	34
- le reversement entre régions limitrophes des recettes fiscales perçues sur une ZAE d'intérêt commun	34
- la correction symétrique du potentiel fiscal des communes et groupements concernés	35
- la possibilité, pour une communauté à fiscalité additionnelle, d'instituer une dotation de solidarité	35
La répartition volontaire du produit de la taxe foncière sur les propriétés bâties [art. 29 loi n° 80-10]	35
- la possibilité, pour un EPCI à FA issu d'un SIVOM, d'instituer un mécanisme conventionnel de péréquation	35
- le reversement de la TFPB perçue par une commune sur une ZAE créée ou gérée par un groupement	36
- le reversement de la TFPB perçue sur une ZAE à un EPCI à fiscalité propre « extérieur »	36
- la correction symétrique du potentiel fiscal des communes et groupements concernés	36
- la possibilité, pour une communauté à fiscalité additionnelle, d'instituer une dotation de solidarité	36
Les taxes additionnelles à la CFE et à la CVAE pour frais de chambres de commerce et d'industrie [art. 1600]	37
- la création de la taxe pour frais de CCI, constituée de deux taxes additionnelles à la CFE et à la CVAE [I.]	37
- les exonérations de la taxe pour frais de CCI	37
- les modalités de calcul de la taxe additionnelle à la CFE [II.]	37
- les modalités de calcul de la taxe additionnelle à la CVAE [III.]	38
- l'affectation du produit de la taxe additionnelle à la CVAE au fonds de financement des CCI de région	38
- les modalités d'application des [II.] et [III.] de l'article 1600 [IV.]	39
- les conditions de calcul du taux de la taxe additionnelle à la CFE en 2011 [III. de l'art. 41 LFR 2010]	39
- les modalités de reversement de la majoration du produit de la taxe additionnelle à la CVAE [IV. de l'art. 41 LFR 2010]	39
- l'alimentation du fonds de financement des CCI de région en 2011, 2012 et 2013 [II.2° de l'art.44 LFR 2011]	40
L'évolution des périmètres des compensations d'exonérations [art. 51 LF 2011]	41
LES COMPENSATIONS FAISANT OU NON L'OBJET D'UN AJUSTEMENT	41
- le calcul des compensations d'exonération suit les transferts des impositions	42
- la reconstruction d'une dotation globale de compensation par échelon de collectivités	43
- l'application de la minoration aux variables d'ajustement – 7,43 %	43

Les dispositions relatives aux compensations des mesures d'allègement de la fiscalité [8. art. 77 LF 2010]	44
- la prise en compte pour les compensations des exonérations de TH des taux départementaux [2. art. 21 LF 1992]	44
- la prise en compte pour les compensations des exo ou abattements de TP des taux des départements et régions	44
- la prise en compte des taux départementaux et régionaux pour le calcul des allocations compensatrices	44
- le plafonnement, au montant 2010, de la dotation de compensation de la taxe professionnelle (DCTP)	45
- la compensation des exonérations obligatoires des taxes foncières au bénéfice des EPCI levant la fiscalité mixte	45
LE VERSEMENT DES ALLOCATIONS COMPENSATRICES AUX CT ET AUX EPCI AU TITRE DE 2011 [instruction n° 6 A-2-11]	45
Les modalités de calcul des allocations compensatrices versées en 2010 en contrepartie des allègements de TP	46
- le versement des compensations antérieures jusqu'au 31 décembre 2010	47
- le calcul des compensations des exonérations ou abattements de TP pour les EPCI à CFE unique ou de zone	47
- les prélèvements sur les recettes de l'État destinés à compenser les abattements et exonérations de fiscalité	47
- les bases de calcul des compensations versées en 2010 au titre de la taxe professionnelle	48
- la suppression, à compter de 2010, de la compensation des pertes importantes de bases de TP [art. 53-I ter LF 2004]	48
- la suppression de la compensation exceptionnelle des pertes de bases TP France Télécom [art. 53-I quater LF 2004]	49
L'insertion dans le compte de concours financiers du produit de CVAE [art. 46-II LF 2006]	49

VOLET 10	
LA LÉGISTIQUE	
Introduction	51
L'abrogation de divers articles du CGI [6.1.34. art. 2 LF 2010]	51
L'adaptation des articles du CGI relatifs aux dégrèvements et exonérations de la CFE [articles divers]	51
L'abrogation ou la modification de dispositions du CGI	53
- l'abrogation d'articles du CGI [art.108-XIX LF 2011]	53
- les modifications des articles 1379-0 bis, 1394 B, 1520, 1636 B <i>sexies</i> et 1638 <i>bis</i> du CGI [art. 108-XIX LF 2011]	53
L'adaptation de divers articles du CGCT	54
- les bases de CFE pour le calcul du PF des communes membres d'un EPCI à FPU ou FPZ [art. L. 2334-4 CGCT]	54
- l'adaptation des dispositions relatives aux ressources fiscales des CA [art. L. 5216-8 CGCT]	54
- l'adaptation des dispositions relatives aux ressources fiscales des CC [art. L. 5216-23 CGCT]	54
- l'adaptation des dispositions relatives aux ressources fiscales des CU [art. L. 5215-32 CGCT]	55
Les modifications de divers articles du CGCT [art. 108-XXI LF 2011]	55
Les dates d'application de certaines dispositions de la LF 2011 [art. 108-XXII LF 2011]	56
L'ACTUALISATION DES MODALITES DE DETERMINATION DE LA CET DANS L'ANNEXE III AU CGI	57

Les codes couleurs	
Les dispositions législatives issues des lois de finances 2010 et 2011 (ou de textes antérieurs) figurent en noir dans le document	
Les dispositions législatives nouvelles , introduites par les 1^{ère} et 4^{ème} lois de finances rectificatives pour 2011 , la loi de finances initiale pour 2012 et la 1^{ère} loi de finances rectificative pour 2012 figurent en rouge	
Les dispositions réglementaires sont présentées dans des cadres bleus	
Les principales informations figurant dans les différentes instructions de la DGFIP sont présentées dans des cadres verts	
Les éléments d'informations transmis par la DGFIP sur les différents impôts figurent en marron dans des cadres jaunes	

INDEX NUMÉRIQUE

n° article du CGI	volet	page
article 1379	5	12
article 1379 0-bis	5	16
article 1411	5	13
article 1414 A	9	13
article 1447	2	52
article 1447-0	1	15
article 1452	2	60
article 1458	2	61
article 1464 A	2	105
article 1464 K	2	61
article 1466 A	2	65
article 1467	2	41
article 1467 A	2	47
article 1468	2	62
article 1473	2	47
article 1475	2	52
article 1476	2	52
article 1477	2	65
article 1478	2	53
article 1498	2	43
article 1499	2	43
article 1500	2	44
article 1518 bis	2	106
article 1518 A	2	82
article 1518 B	2	46
article 1519 D	4	11
article 1519 E	4	16
article 1519 F	4	19
article 1519 G	4	21
article 1519 H	4	24
article 1519 HA	4	31
article 1519 I	5	19
article 1586	5	38
article 1586 ter	3	13
article 1586 quater	3	15
article 1586 quinquies	3	19
article 1586 sexies	3	26
article 1586 septies	3	63
article 1586 octies	3	63
article 1586 nonies	3	90
article 1599 bis	5	38
article 1599 quater A	4	39
article 1599 quater A bis	4	46
article 1599 quater B	4	35
article 1600	9	37
article 1607 ter	9	33
article 1609 quater	5	23
article 1609 quinquies BA	5	24
article 1609 quinquies C	5	26
article 1609 nonies C	5	28
article 1635 sexies	9	11
article 1635-0 quinquies	4	10
article 1636 B sexies	6	40
article 1636 B octies [I et II]	9	15
article 1636 B octies [III et IV]	9	17
article 1636 B decies	6	46

n° article du CGI	volet	page
article 1636 B undecies	6	48
article 1636 C	9	32
article 1638 quater	6	54
article 1638 quinquies	6	56
article 1638-0 bis	6	50
article 1639 A bis	6	56
article 1639 A ter	6	58
article 1639 A quater	6	60
article 1640 B	8	36
article 1640 C	8	40
article 1641	7	14
article 1644	7	16
article 1647	3	102
article 1647 bis	2	97
article 1647 B sexies	1	15
article 1647 C quinquies B	1	27
article 1647 C quinquies C	2	83
article 1647 C septies	2	97
article 1647 D	2	92
article 1647-0-B septies	1	23
article 1648 A	8	61
article 1648 AC	8	65
article 1649 A ter	4	45
article 1649 A quater	4	21
article 1649 quater B quater	3	100
article 1679 quinquies	2	101
article 1679 septies	3	101
article 1681 septies	3	102
article 1727	2	101
article 1736	4	21
article 1770 decies	3	102

n° article du CGCT	volet	page
article L. 1613-1	9	14
article L. 2333-2	3	109
article L. 2334-4	10	54
article L. 2334-7	7	19
article L. 2336-1	8	69
article L. 2336-2	8	69
article L. 2336-3	8	73
article L. 2336-4	8	86
article L. 2336-5	8	86
article L. 2336-6	8	90
article L. 2336-7	8	90
article L. 5211-28-1	7	19
article L. 5215-32	10	55
article L. 5216-8	10	54
article L. 5216-23	10	53
article R. 2336-1	8	91
article R. 2336-2	8	91
article R. 2336-3	8	92
article R. 2336-4	8	92
article R. 2336-5	8	92
article R. 2336-6	8	92

article 2 de la LF 2010	volet	page
[2.1.2.]	3	99
[2.1.8.]	3	101
[5.3.1.]	9	10
[5.3.2.]	9	10
[5.3.5.]	9	15
[6.1.30.]	2	97
[6.1.33.]	2	47
[6.1.34.]	10	51
[6.2.1.I.]	9	16
[6.2.1.II.]	9	17
[6.2.1.III.]	9	16
[6.2.1.IV.]	9	17
[7.]	10	51

article 77 de la LF 2010	volet	page
[1.1.]	0	38
[1.2.4.1.]	7	16
[1.2.4.2.]	7	19
[1.2.5.]	7	14
[8.]	9	44

article 78 de la LF 2010	volet	page
[1.1.]	8	49
[1.4.]	8	58
[2.1.]	8	54
[2 bis.]	8	58
[3.]	1	34
[4.1.I.]	8	64
[4.1.II.]	8	65
[4.1.III.]	8	65
[4.2.]	8	65

LFR 2010	volet	page
article 41	9	39

LF 2011	volet	page
article 51	9	41
article 108-II-G	2	69
article 108-VII	2	105
article 108-XVI-A	8	51
article 108-XIX	10	53
article 108-XXI	10	55
article 108-XXII	10	56
article 112-III	4	36
article 122	8	64

1 ^{ère} LFR 2011	volet	page
article 21-I	9	18

4 ^{ème} LFR 2011	volet	page
article 44	9	40

LF 2012	volet	page
article 40	8	59
article 144	8	91

textes réglementaires	volet	page
arrêté du 14 avril 2008	4	41
arrêté du 28 juin 2010	4	44
décret n°95-85 du 26 janvier 1995	7	20
décret n°2012-712 du 7 mai 2012	8	91
décret perte CET ou RDM	1	37
décret actualis. modal. dét. CET	10	57

articles non codifiés	volet	page
article 3 loi n°72-657	7	17
article 4 loi n°72-657	7	18
article 6 loi n°72-657	7	18
article 7 loi n°72-657	7	19
article 11 loi n°80-10	9	33
article 29 loi n°80-10	9	35
article 21 LF 1992	9	44
article 42 loi n°95-115	9	12
article 43 LF 2000	4	50
article 29 LF 2003	9	14
article 53-I LF 2004	9	48
article 46 LF 2006	9	49
article 85 LF 2006	1	27

articles annexe 3 au CGI	volet	page
article 328- bis	3	66
article 328 G ter	3	66
article 328 G quater	3	67
article 328 G quinquies	3	67
article 328 P	4	21
article 328 Q	4	36
article 344 duodecies	3	71
article 344 terdecies	3	71
article 344 quaterdecies	3	72

n°article du LFP	volet	page
article L. 135 B	3	102
article L. 235 ter XA	4	30
article L. 235 ter Z	4	30

instructions DGFIIP	volet	page
instruction n°4 A-7-12	3	70
instruction n°6 A-2-11	1	25
instruction n°6 C-4-12	2	44
instruction n°6 E-1-10	3	32
instruction n°6 E-1-12	2	84
instruction n°6 E-2-11	4	14
instruction n°6 E-2-12	4	36
instruction n°6 E-3-11	3	65
instruction n°6 E-4-11	1	28
instruction n°6 E-4-12	3	21
instruction n°6 E-5-11	3	41
instruction n°6 E-6-11	1	17
instruction n°6 E-7-11	2	48
instruction n°6 E-8-11	2	66
instruction n°6 F-1-11	5	20
instruction n°6 F-2-11	9	21
instruction n°6 F-2-12	7	23

circulaire DGCL	volet	page
FPIC n°COT/B/12/20938/C	8	95

VOLET 9

LES DISPOSITIONS TRANSITOIRES OU DIVERSES : DELIBERATIONS FISCALES, ALLOCATIONS COMPENSATRICES, SUPPRESSION DU PRÉLÈVEMENT FRANCE TÉLÉCOM, IMPOTS LEVÉS PAR LES ETABLISSEMENTS PUBLICS FONCIERS ET LES SYNDICATS A CONTRIBUTIONS FISCALISÉES

- Le volet 9 présente tout d'abord les dispositions transitoires mises en place, afin de permettre le passage de la taxe professionnelle à la contribution économique territoriale. Toutefois, certaines des dispositions ont été intégrées dans les volets précédents (ex : dégrèvement temporaire de CET - volet 1 -).
- Les dispositions les plus importantes, présentées ici, sont :
 - le prélèvement, en 2010, au profit de l'Etat, sur le produit de la taxe foncière sur le bâti des usines nucléaires,
 - le régime des délibérations relatives aux exonérations ou réductions de l'ancienne taxe professionnelle à compter de 2010,
- Parmi les dispositions diverses, les modalités de neutralisation des effets de la réforme sur le plafonnement de la taxe d'habitation en fonction des revenus sont explicitées.
Notamment, l'article 108-IX-B de la LF 2011 a pris en compte les conséquences de la neutralisation des effets du transfert de la taxe d'habitation départementale sur les contribuables, en modifiant les modalités de calcul du plafonnement de cette taxe à 3,44 % des revenus.
- En ce qui concerne le « prélèvement France Télécom », effectué sur les recettes des collectivités d'implantation d'établissements de cette entreprise, le texte initial du PLF 2010 limitait sa suppression à la seule part prélevée sur le produit des 4 taxes (et non pas sur la dotation de compensation de l'ex-part salaires). L'Assemblée nationale a décidé :
 - de supprimer totalement le prélèvement France Télécom,
 - de recalculer, pour 2011, la DGF des collectivités concernées, afin de neutraliser l'effet du prélèvement lorsque les bases de France Télécom ont diminué (coût total : 551 millions d'euros).
- Quant à la taxe spéciale d'équipement, perçue par les établissements publics fonciers, les effets de la réduction des bases liées au passage à la CFE sont neutralisés, afin d'éviter un report de la charge fiscale vers les ménages.
- La neutralisation s'applique également aux syndicats levant des contributions fiscalisées. Des dispositions particulières ont été introduites en 2011 : la création, pour les années 2012 à 2014, d'une « dotation de compensation de la réforme de la taxe professionnelle résultant des contributions fiscalisées aux syndicats de communes ». Cette dotation est versée aux communes qui sont membres de tels syndicats. Les entreprises qui ont subi des hausses importantes du fait de ces contributions fiscalisées peuvent bénéficier d'un dégrèvement (voir les dispositions présentées dans le volet 2 du présent dossier).
- L'article 108-XIII-D et E de la LF 2011, a adapté les dispositions des articles 11 et 29 de la loi du 10 janvier 1980, relative au partage volontaire du produit des impositions locales, afin de tenir compte des nouvelles recettes fiscales (CFE, CVAE, IFR, taxe additionnelle à la TFNB, TaSCom).
- Les modalités de calcul des taxes additionnelles à la CFE et à la CVAE perçues par les chambres de commerce et d'industrie ont été adaptées par l'article 41 de la LFR 2010, afin de compenser les pertes de recettes subies à ce titre en 2010.
En raison de la crise économique, le montant de la taxe additionnelle à la CFE a été inférieur au montant qui était attendu par les chambres. C'est pourquoi a été institué, dans les 1^{ère} et 4^{ème} LFR 2011, un mécanisme transitoire d'alimentation du fonds de financement percevant le produit de la taxe additionnelle à la CVAE, pour les exercices 2011 et 2012.
- Les dispositions relatives aux compensations des mesures d'allègement de la fiscalité directe (TH, TF et ex-TP) en 2010 et à compter de 2011, sont précisées (taux retenus pour le calcul des diverses allocations compensatrices).

LE PRELEVEMENT EN 2010, AU PROFIT DE L'ÉTAT, SUR LE PRODUIT DE TAXE FONCIERE DES USINES NUCLEAIRES

[5.3.1 de l'article 2 de la LF 2010]

- Pour les **impositions** établies au titre de **2010**, lorsqu'une **usine nucléaire** est implantée sur le territoire d'une **collectivité territoriale** (ou d'un **EPCI à fiscalité propre**), il est opéré directement au **profit de l'Etat** un **prélèvement égal**, pour **chaque collectivité ou EPCI** concerné, au **produit** :
 - du tiers des bases de **TFB** afférentes à l'**usine nucléaire** déterminées au titre de **2010**,
 - et du **taux** de cette taxe, **applicable** pour les **impositions perçues** au titre de **2010** au profit de cette **collectivité** ou de cet **EPCI**.

LE PRELEVEMENT EXCEPTIONNEL AU PROFIT DE L'ÉTAT SUR LE PRODUIT DES USINES NUCLEAIRES

[extrait de l'instruction DGFIP n° 6 A-2-11 du 19 avril 2011]

- Sont ainsi **concernés** les **collectivités territoriales** et les **EPCI à fiscalité propre** sur le **territoire** desquels est située une **usine nucléaire imposée à leur profit à la taxe foncière sur les propriétés bâties** : **communes, EPCI à fiscalité propre** (faisant application du régime de la **fiscalité additionnelle**, du régime de la **fiscalité additionnelle** et de la **CFE de zone** ou faisant application du régime de la **fiscalité professionnelle unique** mais percevant également les taxes foncières et la taxe d'habitation), **départements, régions**.
☞ Ce prélèvement exceptionnel applicable au seul millésime 2010 de taxe foncière sur les propriétés bâties, est effectué directement au profit du budget de l'État.
- Les **rehaussements éventuels** de **taxe foncière sur les propriétés bâties** prononcés au **titre de 2010** pour ces **installations nucléaires** dans le **délai de reprise** de l'administration doivent **prévoir** une **ventilation de perception des droits** redressés :
 - à hauteur des **deux tiers** au bénéfice des **collectivités territoriales** et **EPCI à fiscalité propre concernés**,
 - et à hauteur d'**un tiers** au bénéfice de l'**État**.
- Ce **prélèvement** ne s'applique **pas** aux **bases de CFE**, également concernées **dès 2010** par la **suppression de l'abattement d'un tiers du montant de la valeur locative des immobilisations** des usines nucléaires, dans la mesure où la **totalité de la CFE** établie au **titre de 2010** est perçue au profit du **budget général de l'État** (**2^{ème} alinéa** du [I.] de l'**article 1640 B** du CGI).

LE REGIME DES DELIBERATIONS RELATIVES AUX EXONERATIONS OU REDUCTIONS DE TP A COMPTER DE 2010

[5.3.2. de l'article 2 de la LF 2010]

L'APPLICATION A COMPTER DE 2010, A LA CFE ET A LA CVAE, DES DELIBERATIONS APPLICABLES EN 2009 RELATIVES A LA TP, PRISES PAR LES COMMUNES ET LES EPCI, ET LA POSSIBILITE DE LES RAPPORTER (EXONERATION DE TP DES ETABLISSEMENTS CREEES OU REPRIS A UNE ENTREPRISE EN DIFFICULTE)

- [I.] Les **délibérations** prises, conformément aux dispositions des **articles 1464 C** (*exonération de TP des établissements créés ou repris*), **1466** (*exonérations de TP dans les zones d'aide à finalité régionale*) et **1639 A bis** (*ensemble des autres exonérations ou réductions facultatives relatives à ces taxes*), par les **conseils municipaux** et les **organes délibérants des EPCI à fiscalité propre**, **applicables** pour les **impositions à la TP** établies au titre de **2009**, **s'appliquent** à compter de **2010** :
 - aux **impositions** de **CFE**,
 - et, dans les **conditions** prévues à l'**article 1586 nonies**, aux **impositions** de **CVAE**.

Ces **délibérations** peuvent être **rapportées**, pour les **impositions** établies au titre de l'année **2011**, dans les **conditions** prévues au [I.] de l'**article 1639 A bis** (*délibération à prendre avant le 1^{er} octobre 2010*).

L'APPLICATION A COMPTER DE 2010, A LA CVAE, DES DELIBERATIONS APPLICABLES EN 2009 RELATIVES A LA TP, PRISES PAR LES CONSEILS GENERAUX ET REGIONAUX, ET LA POSSIBILITE DE LES RAPPORTER

- Les **délibérations** prises, conformément aux **articles 1464 C**, **1466** et **1639 A bis**, par les **conseils généraux** et les **conseils régionaux**, applicables pour les **impositions à la TP** établies au titre de **2009**, **s'appliquent**, à compter de **2010**, aux **impositions de CVAE** dans les **conditions** prévues à l'**article 1586 nonies**.

Ces **délibérations** peuvent être **rapportées**, pour les **impositions** établies au titre de **2011**, dans les **conditions** prévues :

- au [I.] de l'**article 1639 A bis** (*délibération à prendre avant le 1^{er} octobre 2010*),
- ou à l'**article 1466** (*délibération relative à l'exonération prévue à l'article 1465, à prendre avant le 31 décembre 2010*).

**LE MAINTIEN DU BENEFICE DES EXONERATIONS OU ABATTEMENTS DE TP (1464 B A D ET 1465 A 1466 F)
POUR LA CFE ET LES PARTS COMMUNALE ET INTERCOMMUNALE ET DE CVAE**

- **[II.] Les établissements** ayant bénéficié d'une **exonération** ou d'un **abattement** de **TP** au titre de la **part** perçue par une **commune** ou un **EPCI à fiscalité propre** en application des **articles 1464 B à D et 1465 à 1466 F** (en vigueur au 31 décembre 2009) et dont le **terme n'est pas atteint** à cette date **bénéficient**, pour la durée de la **période restant à courir** (et sous réserve que les **conditions** fixées par le CGI **demeurent satisfaites**) :
 - d'une **exonération** ou d'un **abattement** de la part de **CFE** perçue par cette **commune** ou cet **EPCI**,
 - et pour l'imposition de la **CVAE**, d'une **exonération** ou d'un **abattement** de leur **valeur ajoutée**, pour sa **fraction** taxée au profit de cette **commune** ou de cet **EPCI**.

**LE MAINTIEN DU BENEFICE DES EXONERATIONS OU ABATTEMENTS DE TP (1464 B A D ET 1465 A 1466 F)
POUR LES PARTS DEPARTEMENTALE ET REGIONALE DE CVAE**

- Les **établissements** ayant bénéficié d'une **exonération** ou d'un **abattement** de **TP** au titre de la **part** perçue par un **département** ou par une **région** en application des **articles 1464 B à D et 1465 à 1466 F** (en vigueur au 31 décembre 2009) et dont le **terme n'est pas atteint** à cette date **bénéficient**, pour la durée de la **période restant à courir** (et sous réserve que les **conditions** fixées par le CGI **demeurent satisfaites**) d'une **exonération** ou d'un **abattement** de leur **valeur ajoutée**, pour l'imposition à la **CVAE**, pour sa **fraction** taxée au profit de ce **département** ou de cette **région**.

LE RESPECT DU REGLEMENT COMMUNAUTAIRE APPLIQUE AUX EXONERATIONS DE TP

- Le **bénéfice** des **exonérations** et des **abattements** de **CFE** et de **CVAE** prévues au présent **[II.]** est, le cas échéant, subordonné au **respect** du **même règlement communautaire** que celui appliqué pour l'**exonération** de **TP** dont l'établissement bénéficie au **31 décembre 2009**.

LE MAINTIEN, LE CAS ECHEANT, DU CARACTERE PARTIEL D'UNE EXONERATION OU D'UN ABATTEMENT

- Pour les **établissements** mentionnés au présent **[II.]** dont l'**exonération** ou l'**abattement** de **TP** au 1^{er} janvier 2009 est **partiel**, l'**exonération** de **CVAE** s'applique dans la **même proportion**.

**LA COMPENSATION PAR L'ÉTAT DES EXONERATIONS DE CVAE
AU TITRE DES EXONERATIONS OU ABATTEMENTS DE TP APPLICABLES DE DROIT**

- **[III.] L'État** compense, chaque année, les **pertes de recettes** résultant pour les **collectivités territoriales** et les **EPCI à fiscalité propre** des **exonérations** de **CVAE** prévues au **[II.]** et afférentes aux **établissements** bénéficiant, au **31 décembre 2009**, d'une **exonération** ou d'un **abattement** de **TP** en application des **articles** :
 - **1465 A.** (*zones de revitalisation rurale*),
 - **1466 A. I ter.** (*zones de redynamisation urbaine*),
 - **1466 A. I quater.** (*zones franches urbaines*),
 - **1466 A. I quinquies.** (*zones franches urbaines*),
 - **1466 A. I sexies.** (*zones franches urbaines*),
 - **1466 B.** (*Corse*),
 - **1466 C.** (*Corse*),
 - **1466 F.** (*départements d'outre-mer*).

L'APPLICATION D'UN ABATTEMENT DE 70 % SUR LA BASE VALEUR AJOUTEE DE LA COTISATION COMPLEMENTAIRE DE LA POSTE

[article 1635 sexies du CGI]

- **[I.] La Poste** est **assujettie**, à partir du 1er janvier 1994 et au **lieu** de son **principal établissement**, aux **impositions directes locales** perçues au profit des **collectivités territoriales** et des **établissements** et organismes divers.
- **[II.] Les impositions** visées au **[I.]** sont **établies** et **perçues** dans les **conditions** suivantes :
 - **[1°]** en ce qui concerne les **taxes foncières sur les propriétés bâties et non bâties** et les **taxes additionnelles** à ces impôts, les **bases d'imposition** sont **établies** conformément aux **dispositions** des **articles 1380 à 1383, 1388, 1393, 1396, 1402 à 1406, 1415 et 1520 à 1528** ;
 - **[2°]** en ce qui concerne la **cotisation foncière des entreprises**, l'**imposition** est **établie** conformément au **[I.]** de l'**article 1447**, aux **articles 1467 et 1467 A**, au **[I.]** de l'**article 1478** et à l'**article 1647 B sexies** ;

- [3°] les bases d'imposition de La Poste font l'objet d'un abatement égal à 85 % de leur montant, en raison des contraintes de desserte de l'ensemble du territoire national et de participation à l'aménagement du territoire qui s'imposent à cet exploitant.

L'abattement ne donne pas lieu à compensation par l'Etat. En ce qui concerne la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises, la valeur ajoutée retenue pour l'application de l'article 1586 ter fait l'objet d'un abatement de 70 % de son montant ;

Chaque année, à partir de l'exercice 2011, le taux des abattements mentionnés au 1^{er} alinéa du présent [II. 3°] est fixé, par décret, dans la limite de 95 %, de manière à ce que le produit de ces abattements contribue au financement du coût du maillage territorial complémentaire de La Poste tel qu'il est évalué par l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes, conformément au [IV.] de l'article 6 de la loi n° 90-568 du 2 juillet 1990 relative à l'organisation du service public de la Poste et à France Télécom.

- [4°] le taux applicable aux bases des taxes foncières et de la cotisation foncière des entreprises est le taux moyen pondéré national qui résulte des taux appliqués l'année précédente par l'ensemble des collectivités territoriales, des groupements et des établissements et organismes divers habilités à percevoir le produit des impositions directes locales et de leurs taxes additionnelles ;
- [5°] les règles relatives au contrôle, au recouvrement et au contentieux des impositions directes locales ainsi que les dispositions de l'article 1641 sont applicables. Toutefois, pour les impositions acquittées par La Poste, le taux mentionné au [I.] de cet article est fixé à 1,40 % et les taux mentionnés au [II.] du même article sont fixés à 0,50 % ;
- [6°] le produit des cotisations afférentes aux impositions visées au [I.], diminué de la fraction des cotisations afférentes aux taxes mentionnées aux articles 1520 et 1528, est perçu, en 1994, par l'Etat qui l'utilise afin de contribuer au financement des pertes de recettes résultant de l'application de l'article 6 modifié de la loi de finances pour 1987 (n° 86-1317 du 30 décembre 1986).

- A compter de 2004, ce produit est affecté au budget général de l'Etat.

- La fraction du produit des impositions visées au [I.] afférente aux taxes mentionnées aux articles 1520 et 1528 est répartie, selon des critères fixés par le comité des finances locales, entre les communes ou leurs établissements publics de coopération intercommunale qui ont institué ces taxes et sur le territoire desquels sont implantés des établissements de La Poste.

- Un décret en Conseil d'Etat fixe, en tant que de besoin, les conditions d'application du présent article, après consultation du comité des finances locales.

☞ La Poste est soumise à un régime particulier. Si elle est assujettie aux impositions locales, c'est sur la base de taux moyens nationaux et au profit du budget de l'État (sauf pour la TEOM et la taxe de balayage). Pour la TP, La Poste bénéficiait :

- d'un abatement de 85 % sur les bases d'imposition,
- d'une réduction de 70 % de la valeur ajoutée, pour le calcul de la cotisation minimum.

Les nouvelles dispositions figurant dans la LF 2010 maintiennent ces règles (applicables désormais à la CFE et à la CVAE).

Par ailleurs, la loi relative à l'entreprise publique La Poste et aux activités postales prévoit que, « chaque année, à partir de 2011, le taux des deux abattements (70 % et 85 %) est fixé, dans la limite de 95 %, de manière à ce que le produit de ces abattements contribue au financement du coût du maillage territorial complémentaire de La Poste ».

LA DIMINUTION DU SEUIL DE VARIATION ANNUELLE DE L'EMPLOI PRIS EN COMPTE POUR LE CLASSEMENT D'UN TERRITOIRE DANS LA 1^{ERE} CATEGORIE DES ZONES DE RESTRUCTURATION DE LA DEFENSE (ZRD)

[article 42 (3 ter. 1° c.) de la loi n° 95-115]

- Le [3 ter. 1° c.] de l'article 42 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 (loi d'orientation pour l'aménagement) est ainsi rédigé :

« Une variation annuelle moyenne négative de l'emploi total sur une période de 4 ans (au lieu de 3) supérieure en valeur absolue à 0,65 % (au lieu de 0,75 %) ».

☞ Cette variation annuelle moyenne négative de la population est l'un des quatre critères à remplir pour qu'un territoire soit classé dans la 1^{ère} catégorie des zones de restructuration de la défense « territoire dans lequel la majorité des actifs résident et travaillent, incluant une ou plusieurs communes :

- d'une part, caractérisées par une perte d'au moins 50 emplois directs du fait de la réorganisation des unités militaires et établissements du ministère de la défense sur le territoire national,
- et d'autre part, dont le territoire est couvert par un contrat de redynamisation de site de défense.

Les trois autres critères concernent le taux de chômage, la variation de population, et le rapport entre la perte locale d'emplois directs du fait de la réorganisation des unités militaires et la population salariée.

**LA NEUTRALISATION DES EFFETS DE LA REFORME SUR LES DISPOSITIONS
RELATIVES AU PLAFONNEMENT DE LA TAXE D'HABITATION A 3,44 % DES REVENUS**

[article 1414 A [III.] du CGI]

LA REDUCTION DU MONTANT DU DEGREVEMENT EN CAS D'AUGMENTATION DU TAUX GLOBAL DE LA TH

- **[III.1.]** A compter de 2011, le montant du **dégrèvement** (prévu au [I.]) est **réduit** d'un montant égal au produit :

base nette imposable au profit des communes et de leurs EPCI à fiscalité propre	x	taux global de TH constaté dans la commune au titre de l'année d'imposition - taux global de TH 2000, multiplié par 1,034 ⁽¹⁾
--	----------	--

⁽¹⁾ ce coefficient correspond au transfert d'une partie des frais de gestion de la taxe d'habitation au bloc communal.

- Pour l'**application** du **1^{er} alinéa** ci-dessus :
- **[a.]** lorsque les **bases nettes imposables** au profit de la **commune** et de l'**EPCI à fiscalité propre** sont **différentes**, la **base la moins élevée** est retenue,
Toutefois, lorsque les **abattements départementaux en vigueur en 2010** étaient **plus favorables** que les **abattements** de la **commune** ou de l'**EPCI** bénéficiaire du **transfert de la part départementale** de la TH, la **base retenue** est celle **déterminée** en fonction des **abattements du département en 2010**.
- **[b.]** le **taux global de TH** comprend le **taux des taxes spéciales d'équipement additionnelles** à la TH,
- **[c.]** la **réduction** n'est **pas applicable** si elle est **inférieure à 15 euros**.

LA REDUCTION DU MONTANT DU DEGREVEMENT EN CAS DE DIMINUTION DES ABATTEMENTS FACULTATIFS

- **[III.2]** Lorsqu'une **commune** ou un **EPCI** au profit desquels l'imposition est établie ont **supprimé** un ou plusieurs **abattements** prévus au [II.] de l'article 1411 et en vigueur en 2003 ou en ont **réduit** un ou plusieurs **taux** par rapport à ceux en vigueur en 2003, le **montant du dégrèvement** (calculé dans les **conditions** prévues au [II.] et au [1.] du présent [III.]) est **réduit** d'un montant égal à la **différence positive** entre :

- le **montant du dégrèvement** ainsi déterminé,
- et le **montant du dégrèvement** calculé dans les **mêmes conditions**, en tenant compte de la cotisation déterminée en faisant **application des taux d'abattement**, prévues au [II.1.,2. et 3.] de l'article 1411 et en vigueur en 2003, pour le calcul de la **part** revenant à la **commune** ou à l'**EPCI**.

☞ Ces deux dispositions neutralisent, à compter de 2011, les effets de la suppression de la part départementale de TH et de son transfert aux communes et aux EPCI.

- Cette **disposition** est également **applicable** lorsque les **abattements** sont fixés en **valeur absolue** (conformément au [II. 5.] de l'article 1411).

Dans ce cas, les **abattements** afférents à l'année 2003 sont **majorés** dans les **conditions** prévues au **2^{ème} alinéa** du [IV.] de l'article 1411.

- Pour le **calcul** de la **réduction** prévue au **2 premiers alinéas**, le **montant de l'abattement de 2003** tient compte de la **correction** opérée en 2011 en application du [II *quater*. de l'article 1411].

- **[III.3.]** Lorsque la **cotisation de TH** du contribuable résulte exclusivement de l'**application** des **dispositions** prévues au [III.1.] et [III. 2.], le **dégrèvement** prévu au [I.] (*dégrèvement de la TH en fonction des revenus*) est, après application de ces dispositions, **majoré** d'un **montant égal** à la **fraction** de cette **cotisation excédant le rapport** entre :

- le **montant des revenus** déterminé conformément au [II.] (*revenu du foyer fiscal*),
- et le **montant de l'abattement** mentionné au [I.] (*dégrèvement en fonction des revenus*).

▪ En vertu des [III. 1. et 2.] de l'article 29 de la loi n° 2002-1575 du 30 décembre 2002 (LF 2003), les collectivités locales qui ont sur leur territoire des établissements de France Télécom subissaient depuis 2003 un prélèvement sur la partie compensation « part salaires » de leur dotation forfaitaire (et, si celle-ci était insuffisante, sur le produit de leur fiscalité locale).

Ce prélèvement était égal au produit des bases 2003 de taxe professionnelle de France Télécom (sur le territoire de la collectivité concernée) par le taux applicable en 2003.

Le montant prélevé est resté identique, même si les bases de France Télécom avait diminué dans la collectivité concernée.

▪ Le texte initial du PLF 2010 limitait la suppression du prélèvement France Télécom à la seule part prélevée sur le produit des 4 taxes directes locales (et non pas sur la dotation de compensation de l'ex-part salaires).

Ainsi, n'auraient été concernés par cette disposition que les communes et EPCI dont les ressources liées à la compensation de l'ex-part salaires étaient insuffisantes pour couvrir le prélèvement.

Toutefois, cela n'aurait pas eu pour effet d'augmenter d'autant les recettes des communes et des EPCI concernés, dans la mesure où leur « panier de recettes » (servant au calcul de la dotation de compensation de la réforme de la TP et du FNGIR) aurait été diminué du montant du prélèvement ainsi supprimé.

La commission des finances de l'Assemblée nationale a estimé que « cette suppression partielle du prélèvement s'avère contestable sur le plan juridique comme sur le plan politique :

- sur le plan juridique, la suppression de la TP rend caduc le maintien du prélèvement,
- sur le plan politique, la réforme apparaît également contestable, puisque certaines collectivités disposant de bases importantes de France Télécom en 2003 ont pu connaître de fortes pertes de bases relatives à cette entreprise et qu'elles continuent à subir un prélèvement (indexé) sur leurs dotations ».

▪ L'Assemblée nationale a donc voté:

- la suppression totale du prélèvement France Télécom,
- le recalcul, pour 2011, de la DGF des collectivités concernées afin de neutraliser, pour les collectivités concernées, l'effet du prélèvement lorsque les bases de France Télécom ont diminué.

LA SUPPRESSION DU PRELEVEMENT SUR LA COMPENSATION DE LA PART SALAIRES (DGF)

▪ Après le dernier alinéa du [III.1.] de l'article 29-III de la LF 2003 relatif à la diminution de la compensation de la part salaires des collectivités sièges d'un établissement de France Télécom, est ajouté l'alinéa suivant :

« La diminution prévue au 1^{er} alinéa est supprimée à compter de l'année 2011 ».

LA SUPPRESSION DU PRELEVEMENT SUR LA FISCALITE

▪ Après le dernier alinéa du [III.2.] relatif au prélèvement effectué sur la fiscalité directe levée par les collectivités sièges d'un établissement de France Télécom, est ajouté l'alinéa suivant :

« Ce solde est supprimé à compter de l'année 2011 ».

☞ Ce solde correspond au prélèvement sur la fiscalité directe, dans le cas où la dotation de compensation de la part salaires est insuffisante pour couvrir le prélèvement « France Télécom ».

LE REMBOURSEMENT AUX COLLECTIVITES CONCERNEES, EN CAS DE BAISSSE DES BASES DE FRANCE TELECOM, DES MONTANTS PRELEVES SUR LEUR DGF

[article L.1613-1 du CGCT]

▪ Le [I.] de l'article L.1613-1 du CGCT est complété par l'alinéa suivant :

« En 2011, un prélèvement sur les recettes de l'Etat de 551 millions d'euros majore le montant de la DGF, calculé dans les conditions ci-dessus.

En 2011, cet abondement n'est pas pris en compte pour l'application de l'article 7 de la loi n° 2009-135 du 9 février 2009 » (loi de programmation des finances publiques pour les années 2009 à 2012) ».

☞ Ainsi, l'abondement ne sera pas pris en compte dans l'évolution de l'ensemble des crédits des concours financiers de l'Etat aux collectivités locales (« enveloppe normée »).

« A compter de **2012**, pour le **calcul** de la **DGF**, le **montant** de la **DGF** pour **2011** est **définitivement considéré** comme **majoré** de **551 millions d'euros** ».

☞ Ce montant, qui correspond aux pertes de produits de TP subies par les collectivités d'implantation de France Télécom, n'aura pas d'incidence sur le montant des différentes parts de DGF, ni sur l'évolution de l'enveloppe normée.

**LA SUPPRESSION DE LA TAXE ADDITIONNELLE A LA TP PRELEVEE SUR FRANCE TELECOM
PAR LES CHAMBRES DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE (AU PROFIT DE L'ÉTAT)**

[article 29 [IV.] de la LF 2003]

- Le **prélèvement** prévu au [IV.] de l'**article 29** de la **loi de finance pour 2003** est **supprimé** à compter du **1^{er} janvier 2010**.
- ☞ Ce **prélèvement**, au profit de l'**État**, effectué depuis 2003 sur le produit de la **taxe additionnelle** à la **taxe professionnelle** (prévues à l'article 1600 du CGI), était :
 - égal, pour chaque chambre de commerce et d'industrie, au produit de la base imposable 2003 de France Télécom (dans le ressort de la CCI concernée) par le taux 2002 de cette taxe,
 - actualisation en fonction de l'évolution du produit arrêté par la CCI (en 2004) puis en fonction de l'évolution estimée du PIB.
 Cette disposition s'apparentait à celle existant pour les collectivités territoriales et les EPCI.
 Par parallélisme avec la nouvelle disposition concernant ceux-ci, le prélèvement effectué par l'État sur les CCI est supprimé (mais remplacé par un autre prélèvement).

**LE NOUVEAU PRELEVEMENT, AU TITRE DE FRANCE TELECOM, A COMPTER DE 2010,
SUR LE PRODUIT DE LA TAXE ADDITIONNELLE A LA TP DES CCI**

[5.3.5. de l'article 2 de la LF 2010]

- Il est effectué en **2010**, un **prélèvement**, au profit de l'**État**, sur le produit de la **taxe** prévue par l'**article 1600** du CGI (**taxe additionnelle à la taxe professionnelle**, perçue au profit des **chambres de commerce et d'industrie**). Ce prélèvement est **égal**, pour **chaque CCI**, au produit :
 - de la **base imposable TP** de **France Télécom** qui résulterait de l'**application** au titre de **2010** des **dispositions** relatives à cette dans leur version en **vigueur** au **31 décembre 2009**) dans le ressort de chaque CCI,
 - et du **taux** applicable en **2002** de la **taxe additionnelle** à la **taxe professionnelle** prévue par l'**article 1600** (dans sa **rédaction** en vigueur au **31 décembre 2009**).

A compter de **2011**, le prélèvement mentionné au **second alinéa** du [5.3.4.] (*supprimé ?*) est **égal** à celui opéré en **2010**.

**LES MODALITES DE CALCUL DE LA REPARTITION DU PRODUIT FISCAL A RECOUVRER PAR UN ETABLISSEMENT PUBLIC FONCIER
OU D'AMENAGEMENT OU UNE AGENCE POUR LA MISE EN VALEUR DES ESPACES URBAINS DE LA ZONE DES 50 PAS GEOMETRIQUES**

[article 1636 B octies (I. et II.) du CGI]

☞ Antérieurement, les produits des taxes spéciales perçus par les établissements publics et agences étaient répartis entre les 4 taxes, proportionnellement aux recettes que chacune des taxes a procurées l'année précédente aux communes et groupements situés dans le ressort des établissements.

taxes spéciales d'équipement 2008	taux	produits	nombre d'articles
taxe d'habitation	0,15 %	52,283 M€	12,337 M€
taxe foncière sur les propriétés bâties	0,21 %	62,285 M€	10,666 M€
taxe foncière sur les propriétés non bâties	0,17 %	0,449 M€	0,857 M€
taxe professionnelle	0,21 %	123,590 M€	1,687 M€
total des taxes	-	238,607 M€	25,548 M€

LES MODALITES DE CALCUL DE LA TAXE SPECIALE D'EQUIPEMENT

- [I.] Sont **répartis** entre les **taxes foncières**, la **taxe d'habitation** et la **cotisation foncière des entreprises**, proportionnellement aux **recettes** que **chacune** de ces **taxes** a procurées à l'ensemble des **communes** et des **EPCI** situés dans le ressort de ces **établissements**, les produits des **taxes spéciales d'équipement** perçues au profit :
 - des **établissements publics fonciers** (visés à l'article L.324-1 et au [b.] de l'article L.321-1 du Code de l'urbanisme),
 - de l'**établissement public foncier de Normandie**,
 - de l'**établissement public foncier de Lorraine**,
 - de l'**établissement public d'aménagement de la Guyane**,
 - des **agences** pour la mise en valeur des espaces urbains de la **zone des 50 pas géométriques** en **Guadeloupe** et en **Martinique**,
 - et de l'**établissement public foncier de Provence-Alpes-Côte d'Azur**.

- **[II.]** Pour l'application du **[I.]**, les **recettes** s'entendent de celles figurant dans des **rôles généraux**. Elles sont **majorées** :
 - du **montant perçu l'année précédente** au titre de la part de **dotations forfaitaire** (prévue à l'article L. 2334-7 du **CGCT**) ou, le cas échéant, au titre de la part de **dotations de compensation** (prévue à l'article L. 5211-28-1 du **CGCT**), correspondant au **montant antérieurement versé** en application du **[D.I.]** de l'article 44 de la **LF 1999** (**compensation de la suppression de la part salaires de la TP intégrée dans la dotation forfaitaire**),
 - de la **compensation** prévue au **[B]** de l'article 26 de la **LF 2003**, versée au titre de l'**année précédente** en contrepartie de la **réduction de la fraction imposable des recettes** (visée au **[2°]** de l'article 1467),
 - et, **à compter** des **impositions** établies au titre de **2011**, de la **différence** entre :
 - la **somme des compensations relais communale et intercommunale** versées en application du **[II.]** de l'article 1640 B afférent aux **établissements** situés dans le **territoire** de chaque **EPF**,
 - et le **produit** de la **CFE** au titre de **2010** afférents à ces **mêmes établissements**.

☞ *Le mode de répartition entre les 4 taxes est corrigé, afin d'éviter un transfert de la charge des entreprises vers les particuliers. Ainsi, le produit de la TP est majoré du montant de la compensation relais représentative de la perte de produit liée à la réforme de la TP.*

LE CALCUL DE LA REPARTITION DE LA TAXE SPECIALE D'EQUIPEMENT A COMPTER DE 2012

- A compter des **impositions** établies au titre de **2012**, les **recettes** de la **TFPB** sont, pour l'application du **[I.]** ci-dessus, **minorées** de la **différence** entre :
 - le **produit** que la taxe aurait **procuré**, en **2011**, à l'ensemble des **communes** et de leurs **EPCI** situés dans le ressort de l'**EPF**, si les **taux de référence** (définis au **[II.B]** de l'article 1640 C) avaient été **appliqués**,
 - et le **produit** que cette taxe a **procuré**, en **2010**, à ces **mêmes communes** et **EPCI**.
- A compter des **impositions** établies au titre de **2012**, les **recettes** de **TH** sont, pour l'application du **[I.]** ci-dessus, **minorées** pour chacune de ces taxes de la **différence** entre :
 - le **produit** que la taxe a **procuré**, en **2011**, à l'ensemble des **communes** et de leurs **EPCI** situés dans le ressort de l'**EPF**,
 - et le **produit** que cette taxe aurait **procuré**, au titre de **2011**, à ces **mêmes communes** et **EPCI**, si les **taux 2010** avaient été **appliqués**.

LES MODALITES DE CALCUL DE LA TAXE SPECIALE D'EQUIPEMENT EN 2010

[6.2.1.I. de l'article 2 de la LF 2010]

- Pour l'application des **[I.]** et **[II.]** de l'article 1636 B *octies* du **CGI** (*ci-après*) aux **impositions** établies au titre de **2010** :
 - **[a.]** les **produits de taxes spéciales d'équipement** sont **répartis** entre les **TF**, la **TH** et la **CFE** **proportionnellement** aux **recettes** que les **TF**, la **TH** et la **TP** ont procurées l'**année précédente** à l'**ensemble des communes** et de leurs **groupements** situés dans le ressort de **chaque établissement public foncier**,
 - **[b.]** le **taux** de la **taxe additionnelle** de **CFE** est obtenu en **divisant** le produit de la **taxe additionnelle** déterminé au **[a.]** concernant la **TP** par les **bases** afférentes à la **CFE**.
Les **bases** de **CFE** s'entendent des **bases** de l'**année 2010** calculées en faisant **application** des **délibérations** relatives aux **exonérations** et **abattements** prévues au **[I.]** du 5. 3. 2. du **présent article 2**.

LES MODALITES DE CALCUL DE LA TAXE SPECIALE D'EQUIPEMENT EN 2011

[6.2.1.III. de l'article 2 de la LF 2010]

- Pour l'application aux **impositions** établies au titre de l'année **2011** des **[I.]** et **[II.]** de l'article 1636 B *octies* (*ci-dessous*), les **recettes** de **CFE** afférentes à chaque **commune** ou **EPCI** s'entendent des **recettes de cette taxe** perçues au profit du budget général de l'**État** afférentes aux **établissements** situés sur le territoire de cette **commune** ou de cet **EPCI**.

LES MODALITES DE CALCUL DES CONTRIBUTIONS FISCALISEES DES SYNDICATS

[article 1636 B *octies* (III. et IV.) du CGI]

- **[III.]** Le **produit fiscal** à recouvrer dans **chacune** des **communes membres** au profit d'un **syndicat de communes** (à *contributions fiscalisées*) est **réparti** entre les **TF**, la **TH** et la **CFE**, **proportionnellement** aux recettes que **chacune** de ces **taxes** procurerait à la **commune**, si l'on appliquait les **taux** de l'**année précédente** aux **bases** de l'**année d'imposition**.

LA MAJORATION DES RECETTES DE CFE ET DE TFPB PRISES EN COMPTE POUR LE CALCUL DES CONTRIBUTIONS FISCALISEES

- **[IV.]** Pour l'application du **[III.]**, les **recettes afférentes** à la **CFE** sont **majorées** :
 - de la **part** (calculée à partir du seul **taux communal**) du **montant** perçu en **2003** (en application du **[D]** de l'**article 44** de la **LF 1999 - compensation de la suppression de la part salaires** - et du **[III.1]** de l'**article 29** de la **LF 2003 - prélèvement au titre de la fiscalité de France Télécom -**) **indexé** chaque année comme la **dotation forfaitaire** des communes,
 - du montant de la **compensation** prévue pour l'**année d'imposition** (au **[B]** de l'**article 26** de la **LF 2003**, en contrepartie de la **réduction** de la **fraction imposable des recettes** (visée au **[2°]** de l'**article 1467**),
 - et, à compter des **impositions** établies au titre de l'**année 2011**, de la **différence** entre :
 - la **compensation relais communale** versée au titre de **2010** en contrepartie de la **suppression** de la **TP** (en application du **[II.]** de l'**article 1640 B**) afférentes aux **établissements** situés dans le territoire de la **commune**,
 - et le **produit** de la **CFE** au titre de **2010** afférents à ces **mêmes établissements**.
- A compter des **impositions** établies au titre de **2011**, les **recettes** de **TFPB** sont **majorées** de la **différence** entre :
 - le **produit** qu'a **procuré** cette taxe, en **2010**, à la **commune**, la taxation de l'**ensemble des locaux** situés sur son **territoire**,
 - et le **produit** qu'**aurait procuré**, en **2011**, à cette même **commune**, la taxation de ces mêmes **locaux** si les **taux 2010** avaient été **appliqués**.

LA MINORATION DES RECETTES DE TH PRISES EN COMPTE POUR LE CALCUL DES CONTRIBUTIONS FISCALISEES

- A compter des **impositions** établies au titre de **2012**, les **recettes** de **TH** sont, pour l'**application** du **[III.]** ci-dessus, **minorées**, de la **différence** entre :
 - le **produit** qu'a **procuré**, au titre de l'**année 2011**, à la **commune** la taxation de l'**ensemble des locaux** situés dans son ressort,
 - et le **produit** qu'**aurait procuré**, au titre de l'**année 2011**, à cette **même commune**, la taxation de ces mêmes locaux, si le **taux 2010** avait été **appliqué**.

LA MINORATION DU PRODUIT FISCAL A RECOUVRER

- Pour l'application du **[III]**, le **produit fiscal** à recouvrer est **minoré** :
 - de la **part, reversée** par la **commune** au **syndicat**, du **montant** perçu en **2003** (en application du **[D.]** de l'**article 44** de la **LF 1999 - suppression de la part salaires** - et du **[III.1.]** de l'**article 29** de la **LF 2003 – assujettissement de France Télécom aux impôts directs locaux et taxes additionnelles** -), **indexé** chaque année comme la **dotation forfaitaire**,
 - et du montant de la **compensation** mentionnée au **1^{er} alinéa** du présent **[IV.]**.

LES MODALITES DE CALCUL DES CONTRIBUTIONS FISCALISEES EN 2010

[6.2.1.II. de l'article 2 de la LF 2010]

- Pour l'**application** des **[III.]** et **[IV.]** de l'**article 1636 B octies** aux **impositions** établies au titre de **2010**, le **produit fiscal** à **recouvrer** dans chacune des **communes membres** est **réparti** entre les **TF**, la **TH** et la **CFE** au **prorata** :
 - pour les **TF** et la **TH**, des **produits** prévus pour le **[III.]**,
 - pour la **CFE**, de la **somme** des montants de la **compensation relais** prévue par le **[II.1.]** de l'**article 1640 B** et afférents aux **établissements** situés sur le territoire de la **commune**.

LA PRISE EN COMPTE EN 2011 DU TAUX DE REFERENCE 2010 DE CFE

[6.2.1.IV. de l'article 2 de LF 2010]

- Pour **application** aux **impositions** établies au titre de l'**année 2011** du **[IV.]** de l'**article 1636 B octies**, les **taux** de **CFE** de l'**année précédente (2010)** s'entendent des **taux de référence** définis au **[I.]** de l'**article 1640 C**.

**LA CREATION, POUR LES ANNEES 2012 A 2014,
D'UNE DOTATION DE COMPENSATION DE LA REFORME DE LA TAXE PROFESSIONNELLE
RESULTANT DES CONTRIBUTIONS FISCALISEES AUX SYNDICATS DE COMMUNES**

[article 21-I. de la 1^{ère} LFR 2011]

**LA CREATION D'UNE DOTATION DE COMPENSATION SPECIFIQUE
POUR LES COMMUNES MEMBRES D'UN SYNDICAT A CONTRIBUTIONS FISCALISEES**

- **[1.] Il est créé un prélèvement sur les recettes de l'État, intitulé dotation de compensation de la réforme de la taxe professionnelle résultant des contributions fiscalisées aux syndicats de communes.**
- Cette **dotation** est **égale, pour chaque commune** dont tout ou partie de la **contribution versée**, au titre de l'année **2009**, à un **syndicat de communes** dont elle était membre **était fiscalisée**, en application du **2^{ème} alinéa** de l'**article L. 5212-20** du **CGCT**, au **produit** :
 - des **bases communales de taxe professionnelle** figurant sur le **rôle général** de l'année **2009**, à l'**exception** de celles afférentes aux **biens passibles de taxes foncières** et qui n'en sont **pas exonérées** en application des **[11°]** ou **[12°]** de l'**article 1382** du **CGI**,
 - par le **taux syndical additionnel** au **taux de taxe professionnelle** applicable en **2009**.
- Cette **dotation** est **versée** les **années** au cours desquelles la **commune verse** l'**intégralité** de sa **contribution au syndicat**, dont elle est associée depuis le **1^{er} janvier 2009** :
 - soit sous la forme de la **contribution** prévue au **[1°]** de l'**article L. 5212-19** du **CGCT** (*contribution des communes associées*),
 - soit sous celle d'**autres ressources**, dans les **conditions** prévues au **dernier alinéa** de l'**article L. 5212-20** du même code (*contribution fiscalisée, si le conseil municipal ne s'y est pas opposé en affectant d'autres ressources*).
- En **2012**, chaque **commune perçoit**, au titre de la **dotation de compensation de la réforme de la taxe professionnelle résultant des contributions fiscalisées aux syndicats de communes**, un **montant égal** à la **somme des produits** calculés conformément aux deux alinéas précédents pour chaque **syndicat de communes** à contribution fiscalisée dont elle était membre.
- Les **dotations versées** en **2013** et **2014** sont **égales** respectivement à **67 %** et **33 %** du **montant** versé en **2012**.

LES REGLES DE FIXATION DES TAUX D'IMPOSITION SYNDICAUX

- Les **taux des taxes foncières** et de la **taxe d'habitation** applicables l'**année** au cours de laquelle la **commune bénéficie** de la **dotation**, définie ci-dessus, **peuvent être augmentés** des **taux des taxes additionnelles** aux **taxes foncières** et à la **taxe d'habitation perçues** au titre de l'**année précédente** au profit du **syndicat**.

Le **taux** de la **cotisation foncière des entreprises** applicable cette même année peut être **augmenté** du **taux** de la **taxe additionnelle** à la **taxe professionnelle** perçue au titre de **2009** au profit du **syndicat**.

- Les **dispositions** du **code général des impôts** relatives à la **fixation des taux d'imposition** s'**appliquent** aux **taux des taxes foncières**, de la **taxe d'habitation** et de la **cotisation foncière des entreprises** ainsi **augmentés**.

LA NON-PRISE EN COMPTE DE LA DOTATION DANS L'ENVELOPPE NORMEE

- **[2.]** La **dotation de compensation de la réforme de la taxe professionnelle résultant des contributions fiscalisées aux syndicats de communes** est **exclue** du **périmètre des concours financiers** de l'**État** aux **collectivités territoriales stabilisés en valeur** en application de l'**article 7** de la **loi n° 2010-1645** du **28 décembre 2010** de programmation des finances publiques pour les années **2011** à **2014**.

LA DATE D'ENTREE EN VIGUEUR

- **[3.]** Les **[1.]** et **[2.]** ci-dessus **entrent en vigueur** le **1^{er} janvier 2012**.

LES CONSEQUENCES DE LA REFORME DE LA TP SUR LE PRODUIT DES CONTRIBUTIONS FISCALISEES

- Afin de bien **appréhender le problème**, il convient de l'illustrer par l'exemple suivant.

Une **commune** fait valoir que, lorsqu'une entreprise verse **10.000 euros** de TP au titre du **budget communal**, elle verse également **8.400 euros** pour le **syndicat** de communes, soit une **charge fiscale** totale de **18.400 euros**.

L'**ensemble des bases** représente **100.000 euros** en 2009 avant réforme.

Dans le **cas 1**, le **syndicat** est financé par « **contribution budgétaire** » et, dans le **cas 2**, par une « **contribution fiscalisée** ».

Base TP 2009 = 100.000 euros	
cas 1 : contribution budgétaire	cas 2 : contribution fiscalisée
<ul style="list-style-type: none"> - la commune vote un taux de 18,40 % - elle perçoit 18.400 euros de recettes fiscales, dont 8.400 euros sont rétrocédés au syndicat 	<ul style="list-style-type: none"> - la commune vote un taux de 10 % et collecte 10.000 euros - le syndicat fixe la contribution à 8.400 euros - il convient d'ajouter 8,40 % au taux décidé par la commune

☞ Les deux situations sont rigoureusement équivalentes, tant pour la commune et le syndicat, en termes de ressources collectées, que pour les entreprises, en termes de charge fiscale.

- Avec la **réforme de la TP**, les « **équipements et biens mobiliers** » (EBM) sortent de l'assiette. Ils représentaient **80 %** de la **base totale**. La **base de CFE** est donc égale à **20.000 euros**.

Base CFE 2010 = 20.000 euros	
cas 1 : contribution budgétaire	cas 2 : contribution fiscalisée
<ul style="list-style-type: none"> - la commune n'augmente pas son taux (18,40 %) - elle perçoit 3.680 euros de recettes fiscales et 14.720 euros de compensation par l'État (ou par le biais des nouveaux impôts transférés) - elle reverse 8.400 euros au syndicat 	<ul style="list-style-type: none"> - la commune n'augmente pas son taux (10 %) - elle perçoit 2.000 euros de recettes fiscales et 8.000 euros de compensation par l'État - le syndicat ne modifie pas la contribution qu'il demande, soit 8.400 euros - compte tenu de la diminution importante des bases, le taux syndical s'établit désormais à 42 %, ce qui correspond à une cotisation syndicale de 8.400 euros

- La **diminution** de la **charge fiscale** pour les **entreprises** n'est pas la même dans le **cas 1** et dans le **cas 2** :
 - dans le **cas 1**, la **recette** de l'impôt diminue de **18.400 à 3.680 euros**, soit une **baisse de 80 %**.
 - dans le **cas 2**, la **recette** de l'impôt diminue de **18.400 à 10.400 euros** (2.000 + 8.400), soit une **baisse de 43,48 %**.
- Il ne s'agit là que d'une **approche** au niveau **macro-économique**. En effet, les **entreprises** dont la **base fiscale** ne comprenait que **peu d'EBM** connaissent une **augmentation encore plus importante** de leur fiscalité.

Leur **base** n'a donc **pas** ou **peu diminué** entre 2009 et 2010. L'**augmentation** du **taux** de la « **contribution fiscalisée** » n'est **pas compensée** par la **diminution** de la **base**.

Ainsi, toutes les **entreprises** disposant de **peu d'EBM** et localisées sur le territoire d'un **syndicat de communes** à « **contributions fiscalisées** » ont vu leur **charge fiscale** augmenter.

Cette **situation** apparaît **inéquitable**. En effet, si le **syndicat** se finançait par le biais d'une **contribution budgétaire**, la **charge fiscale** de la même entreprise serait restée **neutre** ou aurait **légèrement diminué**, l'État (ou le **FNGIR**) prenant de facto en **charge** une partie de la **contribution communale** au **syndicat**.

Le **mode de financement** du **syndicat** a donc une **influence** sur le montant de l'impôt acquitté.

- En conséquence, la commission des finances du Sénat a proposé dans la **1^{ère} LFR 2011** un **amendement**, légèrement modifié en commission mixte paritaire, dont l'**objet** était **double** :
 - traiter le problème par le biais d'une **compensation intégrale** en 2012, et **dégressive** en 2013 et 2014,
 - instituer un **dégrèvement de CFE** au titre des **années 2010 et 2011**, faute de pouvoir établir la compensation rétroactivement au 1^{er} janvier 2010 [voir *article 1647 C quinquies C* dans le **volet 2**].
- Dans le **texte initial**, il était prévu que le **dispositif** soit **permanent**. Il devait coûter à l'État **environ 15 millions d'euros par an**. Ce sera donc le cas pour l'**année 2012**.

Dans la **version définitive** du texte, la **compensation** est **dégressive** : son montant devrait ainsi s'élever à **environ 10 millions d'euros** en 2013 et **5 millions** en 2014.

- Comme pour la **dotation de compensation de la réforme de la taxe professionnelle (DCRTP)**, le **montant de la présente nouvelle compensation** ne sera **pas intégré** dans le périmètre de l'**enveloppe normée des concours financiers de l'État aux collectivités territoriales**.

Il n'est **pas paru opportun** de prévoir que la **compensation** soit **versée directement aux syndicats de communes**, dans la mesure où ceux-ci :

- ne sont **pas** des **EPCI à fiscalité propre**,
- et qu'ils n'ont donc **pas à recevoir directement des compensations fiscales**.

Ce sont donc les **communes membres**, dont la **contribution 2009** au syndicat a été **en tout ou partie fiscalisée**, qui bénéficieront de cette **compensation**.

- En **2012**, celle-ci sera égale, pour chaque **commune** concernée, au **produit** suivant :

bases communales 2009 de taxe professionnelle (à l'exception de celles afférentes aux biens passibles de taxes foncières - non exonérées en application des 11° et 12° de l'article 1382 du CGI -) ⁽¹⁾	x	taux additionnel au taux de taxe professionnelle 2009
--	---	---

⁽¹⁾ il s'agit donc des bases 2009 correspondant aux « EBM ».

Par exemple, la **commune** perçoit, en **2012**, la **compensation** suivante :

$$\boxed{100.000 \text{ euros} - 20.000 \text{ euros}} \times \boxed{8,40 \%} = \boxed{6.720 \text{ euros}}$$

Cette **compensation** est à **reverser** par la commune au **syndicat**.

En contrepartie, le **taux additionnel de CFE applicable**, l'année au cours de laquelle la commune perçoit la dotation sera **plafonné au taux pratiqué en 2009** soit, dans le même exemple, à **8,40 %** (au lieu de 42 % en 2010 et 2011).

La **part** de la **CFE** dans la **contribution fiscalisée** est égale à :

$$\boxed{20.000 \text{ euros}} \times \boxed{8,40 \%} = \boxed{1.680 \text{ euros}}$$

L'**addition** du produit de la **cotisation additionnelle (1.680 euros)** et de la **compensation (6.720 euros en 2012)** correspond au montant de la **cotisation** levée en **2010 (soit 8.400 euros)**.

- En **2013**, la **compensation** sera égale à :

$$\boxed{6.720 \text{ euros}} \times \boxed{67 \%} = \boxed{4.502 \text{ euros}}$$

Le **taux additionnel** appliqué sera celui de l'**année 2009 (8,40 %)**. Ainsi, le **total** du produit de la **taxe additionnelle** et de la **compensation** ne s'élèvera qu'à **6.182 euros** (1.680 euros + 4.502 euros).

La **commune** devra **verser** en **2013** au **syndicat** (en plus des contributions fiscalisées perçues directement par celui-ci) :

4.502 euros (compensation de l'État)	+	2.218 euros (budget communal)	=	6.720 euros
--	---	---	---	--------------------

- En **2014**, la **compensation** sera égale à :

$$\boxed{6.720 \text{ euros}} \times \boxed{33 \%} = \boxed{2.218 \text{ euros}}$$

Le **taux additionnel** appliqué sera celui de l'**année 2009 (8,40 %)**. Ainsi, le **total** du produit de la **taxe additionnelle** et de la **compensation** ne s'élèvera qu'à **3.898 euros** (1.680 euros + 2.218 euros).

La **commune** devra **verser** en **2014** au **syndicat** (en plus des contributions fiscalisées perçues directement par celui-ci) :

2.218 euros (compensation de l'État)	+	4.502 euros (budget communal)	=	6.720 euros
--	---	---	---	--------------------

- À compter de **2015**, en l'état actuel du texte, **plus aucune compensation** ne sera **versée par l'État**.

Dans la mesure où il est précisé au **dernier alinéa** du [1.] que « les dispositions du CGI relatives à la fixation des taux d'imposition s'appliquent aux taux de TF, de TF et de CFE ainsi augmentés », on peut en déduire - même si cela n'est pas explicite - que le **taux global de CFE** (taux communal + taux additionnel syndical) ne pourra **pas augmenter plus** que le **taux global moyen de TH et de TF**.

La **commune** devrait donc **assumer**, sur son **propre budget**, l'**intégralité du coût** des **conséquences** de la **réforme de la TP** (6.720 euros dans l'exemple).

LES MODALITES DE CALCUL DES CONTRIBUTIONS FISCALISEES DES SYNDICATS DE COMMUNES

[extraits de l'instruction de la DGFIP n° 6 F-2-11 du 29 mars 2011]

- Le **comité d'un syndicat** peut décider, dans les conditions prévues à l'article L 5212-20 du CGCT, de lever les **4 taxes directes locales en remplacement des contributions budgétaires** des communes associées (**article 1609 quater**) : ces contributions des communes sont alors appelées « **contributions fiscalisées** » et s'apparentent à une **fiscalité additionnelle** à celle des **communes**.
- Le **syndicat** ne dispose d'**aucun pouvoir fiscal propre (pas de vote des taux, pas de pouvoir d'exonération)**. La **répartition** entre les **4 taxes du produit voté** par le **syndicat** et le **taux applicable** aux bases taxables sur le territoire de chaque commune membre sont effectués par les services de la DGFIP.

Les mécanismes de compensation institués à l'occasion de la réforme de la taxe professionnelle (DCRTP et FNGIR) n'ont pas pris en compte le cas particulier des contributions fiscalisées levées par certains syndicats.

La loi de finances rectificative pour 2011 a prévu deux dispositifs qui permettent de régler (temporairement) le problème :

- mise en œuvre, pour les communes membres de tels syndicats, d'une compensation dégressive, pour les années 2012, 2013 et 2014,
- création d'un dégrèvement, pour les entreprises ayant subi une hausse de leur cotisation en 2010 et 2011, du fait du paiement d'une contribution fiscalisée à un syndicat.

LE CHAMP D'APPLICATION

- Les **impositions perçues au profit des syndicats** sont dues par toutes les personnes physiques ou morales assujetties aux taxes foncières sur les propriétés bâties et non bâties, à la **taxe d'habitation** ou à la **CFE** dans les communes membres du syndicat concerné.
- La **base de l'imposition perçue au profit des syndicats** est déterminée dans les mêmes conditions que pour la **part communale de la taxe principale** à laquelle elle s'ajoute.
- De même, les **abattements et réductions de bases** prévus pour la **taxe principale s'appliquent à l'imposition perçue** au profit des **syndicats** suivant des **règles analogues** à celles fixées pour les impositions communales.

LA DETERMINATION ET LA REPARTITION DU PRODUIT SYNDICAL

- Les **syndicats de communes arrêtent un produit fiscal global**. La **répartition** de ce produit entre les communes membres du syndicat est **fixée par les conventions qui le régissent**.
- **Jusqu'aux impositions établies au titre de 2009**, le **produit syndical** à recouvrer dans chaque commune membre était réparti entre les **taxes foncières**, la **taxe d'habitation** et la **taxe professionnelle**, **proportionnellement** aux recettes que chacune de ces taxes procurerait à la commune si l'on appliquait les **taux de l'année précédente** aux **bases de l'année d'imposition**.
Pour les communes membres d'un EPCI à **taxe professionnelle unique**, les **produits syndicaux** étaient répartis **uniquement** entre les taxes foncières et la **taxe d'habitation** : il n'y avait pas de **taxe additionnelle** à la **taxe professionnelle**.
- La **répartition entre les 4 taxes directes locales** du **produit fiscal** à recouvrer était **obtenue en multipliant le produit total attendu** par le rapport existant entre :
 - d'une part, le **produit théorique** que chacune des **4 taxes** aurait procuré à chacune des communes membres si l'on avait appliqué les **taux de l'année précédente** aux **bases de l'année d'imposition**,
 - et d'autre part, le **produit total** que l'ensemble des quatre taxes aurait procuré à ces mêmes collectivités si l'on avait appliqué les **taux de l'année précédente** aux **bases de l'année d'imposition**.
- Il est rappelé que le **produit fiscal à recouvrer** dans chaque commune était **minoré** :
 - de la part, **reversée par la commune au syndicat**, du **montant perçu en 2003**, en application du [D.] de l'article 44 de la **loi de finances pour 1999** précitée et du [III. 1.] de l'article 29 de la **LF 2003** (n° 2002-1575 du 30 décembre 2002), **indexé** chaque année **comme la dotation forfaitaire** prévue par l'article L. 2334-7 du CGCT,
 - ainsi que du **montant de la compensation** prévue pour l'année d'imposition au [B.] de l'article 26 de la **LF 2003** précitée en contrepartie de la **réduction de la fraction imposable des recettes** visée au [2°] de l'article 1467.

- Désormais, le **produit fiscal à recouvrer** dans chacune des communes membres d'un syndicat est **réparti** entre les **taxes foncières**, la **taxe d'habitation** et la **CFE proportionnellement aux recettes** que chacune de ces taxes procurerait à la commune si l'on appliquait les **taux de l'année précédente aux bases de l'année d'imposition**.
- Du fait de la **suppression de la taxe professionnelle**, qui s'est traduit en 2010 par le versement d'une **compensation relais** et à compter de 2011 par la mise en place d'un **nouveau schéma de financement** des collectivités territoriales et des EPCI, les **modalités de répartition** sont **aménagées à compter des impositions établies au titre de 2010**.
- Comme pour la TSE, les **adaptations évoluent entre 2010 et 2012**.

LES IMPOSITIONS ETABLIES AU TITRE DE 2010

▪ Les **principes de détermination des produits de taxe d'habitation** et des **taxes foncières** ne sont **pas modifiés**. Sont donc **retenus** :

- les **bases de taxe d'habitation** et des **taxes foncières de 2010**,
- ainsi que les **taux de ces taxes au titre de l'année 2009**.

▪ Il est précisé que, pour les **communes** ayant sur leur territoire une **usine nucléaire**, la **base d'imposition à la taxe foncière sur les propriétés bâties** ne doit **pas inclure l'abattement d'un tiers** appliqué jusqu'alors sur la **base** de ces établissements conformément à l'**article 1518 A** et qui est **supprimé à compter des impositions de 2010**.

En effet, le **produit** en résultant est, en **2010**, **imposé au profit de l'État** (cf. point [5.3.1.] de l'**article 2** de la **loi de finances pour 2010**).

▪ En revanche, le **produit de CFE à retenir** est **aménagé**. Il s'entend du **montant de la compensation relais** communale prévue au [II. 1.] de l'**article 1640 B** afférente aux **établissements situés sur le territoire de la commune**.

☞ *Seule la première composante de la compensation relais est prise en compte.*

▪ Ce **produit de CFE** est **majoré** :

- de la **part**, calculée à partir du **seul taux communal**, du **montant perçu en 2003**, en application du [D.] de l'**article 44** de la **loi de finances pour 1999** et du [III. 1.] de l'**article 29** de la **loi de finances pour 2003** (n° 2002-1575 du 30 décembre 2002), **indexé chaque année** comme la dotation forfaitaire prévue par l'article L. 2334-7 du code général des collectivités territoriales conformément au [III.] de l'**article 1636 B octies**,
- ainsi que du **montant de la compensation** prévue pour l'année d'imposition au [B] de l'**article 26** de la **loi de finances pour 2003** précitée en contrepartie de la **réduction de la fraction imposable des recettes** visée au [2°] de l'**article 1467** dans sa **rédaction en vigueur au 31 décembre 2009**.

Produits théoriques (bases 2010 x taux 2009)		Quotient de répartition	Répartition du produit
Taxe foncière sur les propriétés bâties	45 500 €	45 500 / 224 000 = 0,203	(0,203 x 50 000) = 10 150 €
Taxe foncière sur les propriétés non bâties	8 500 €	8 500 / 224 000 = 0,038	(0,038 x 50 000) = 1 900 €
Taxe d'habitation	80 000 €	80 000 / 224 000 = 0,357	(0,357 x 50 000) = 17 850 €
CFE (compensation relais de la commune membre)	60 000 €	90 000 / 224 000 = 0,402	(0,402 x 50 000) = 20 100 €
Majoration du [IV.] de l'article 1636 B octies	30 000 €		
Total	224 000 €		50 000 €

LES IMPOSITIONS ETABLIES AU TITRE DE 2011

▪ Pour les **impositions établies au titre de 2011**, le **produit syndical** est **réparti** entre les **taxes foncières sur les propriétés bâties et non bâties**, la **taxe d'habitation** et la **CFE proportionnellement aux recettes** que chacune de ces taxes procurerait à chacune des communes membres si l'on appliquait les **taux de 2010** aux **bases de l'année 2011**, conformément aux dispositions des [III.] et [IV.] de l'**article 1636 B octies**.

Les produits théoriques de CFE

- Les **bases de CFE** s'entendent de celles **résultant des rôles généraux de 2011**. Il est précisé que pour les **communes** ayant sur leur territoire une **usine nucléaire**, la **base d'imposition inclut l'abattement d'un tiers** appliqué, conformément à l'**article 1518 A**, sur la **base** de ces établissements **jusqu'en 2009**, puis **supprimé à compter des impositions de 2010** (cf. point [3.7.] de l'**article 2** de la **loi de finances pour 2010**).
 - Le **taux de la CFE de 2010** s'entend des **taux de référence** définis au [I.] de l'**article 1640 C**. Ainsi, le **taux communal de référence** correspond au **taux communal relais** :
 - **majoré**, selon certaines modalités, des **taux départemental et régional de taxe professionnelle** applicables sur le territoire de la commune (ou de l'EPCI) pour les **impositions établies au titre de 2009**,
 - **majoré**, le cas échéant, de la **cotisation de péréquation** prévue par l'**article 1648 D**,
 - **corrigé** par l'**application de coefficients de 0,84 et de 1,0485** pour tenir compte de la **suppression de l'abattement de 16 %** (qui s'appliquait aux bases de taxe professionnelle) et du **transfert** au bloc communal d'une **fraction des frais de gestion à compter de 2011**.
 - Le **produit théorique de CFE** est **majoré** :
 - selon les **mêmes modalités** qu'en **2010**,
 - et de la **différence** entre :
 - d'une part, la **compensation relais communale**, versée au titre de **2010** en application du [II.] de l'**article 1640 B**, afférente aux établissements situés sur le territoire de la commune,
 - et, d'autre part, le **produit de la CFE au titre de l'année 2010** afférent à ces **mêmes établissements**.
- ☞ *La compensation relais communale est, dans ce cas, constituée des deux composantes telles qu'elles sont définies au [II.] de l'article 1640 B.*

Les produits théoriques de taxe foncière sur les propriétés bâties

- Le **produit théorique de taxe foncière sur les propriétés bâties** déterminé selon les **règles de droit commun** (en appliquant les **taux de 2010** aux **bases de l'année 2011**, donc y compris, le cas échéant, la base correspondant à la suppression de l'abattement d'un tiers pour les usines nucléaires est **minoré** de la **différence** entre :
 - le **produit** que cette **taxe aurait procuré au titre de l'année 2011** si les **taux de l'année 2010** avaient été **appliqués**. Il s'obtient **en multipliant** les **bases de taxe foncière sur les propriétés bâties de l'année 2011**, c'est-à-dire les **bases totales**, par le **taux voté en 2010**,
 - et le **produit** que la **taxe a procuré au titre de l'année 2010** à la commune. Il s'obtient **en multipliant** les **bases de taxe foncière sur les propriétés bâties imposées au profit de la commune en 2010** par le **taux voté en 2010**.

En conséquence, le **supplément de base** résultant de la **suppression de l'abattement d'un tiers** des usines nucléaires n'est **pas pris en compte**.

Les produits théoriques de taxe d'habitation et de taxe foncière sur les propriétés non bâties

- **Au titre de 2011**, le **produit théorique de taxe d'habitation** ou de **taxe foncière sur les propriétés non bâties** déterminé selon les **règles de droit commun** (en appliquant aux **bases de l'année 2011** le **taux 2010**) n'est **pas affecté par le nouveau schéma de financement** puisque :
 - pour la **taxe d'habitation**, le **transfert** est **opéré** par une **correction du taux d'imposition 2011**,
 - pour la **taxe foncière sur les propriétés non bâties**, le **transfert** est **opéré** par la **création de la taxe additionnelle au foncier non bâti** et par une **correction du taux d'imposition 2011**.

Or, le **calcul des produits théoriques** est **opéré au titre de 2011 à partir des taux 2010**.

- Ce **produit théorique** ne fait donc **pas l'objet de correction**.

LA SITUATION A COMPTER DES IMPOSITIONS ETABLIES AU TITRE DE 2012

- **A compter des impositions établies au titre de l'année 2012**, les **produits théoriques de CFE** et de **taxe foncière sur les propriétés bâties** sont **corrigés des mêmes montants** que ceux déterminés au titre des impositions de 2011.
- Afin de **prendre en compte le transfert de la fiscalité au bloc communal** via une correction des taux 2011, les **produits théoriques de taxe d'habitation** sont **minorés de la différence** entre :
 - le **produit** que la **taxe a procuré au titre de l'année 2011** à la commune. Il s'obtient en **multipliant les bases d'imposition** de l'année 2011 par le **taux voté en 2011** et correspond aux **produits issus des rôles généraux**,
 - et le **produit** que la **taxe aurait procuré au titre de l'année 2011** à cette même commune si le **taux de l'année 2010** avait été **appliqué**. Il s'obtient en **multipliant les bases d'imposition** de l'année 2011 par le **taux voté en 2010**.

LA DETERMINATION DES TAUX

- Les **modalités de détermination des taux syndicaux** ne sont **pas modifiées**.
- Ainsi, les **taux d'imposition** sont obtenus **en divisant** :
 - la part du **produit de la taxe additionnelle** qui doit être perçue dans chaque commune sur les **redevables de chacune des 4 taxes principales**,
 - par le **total des bases nettes correspondantes** imposables au profit du syndicat.

Bases communales de l'imposition 2010		Part du produit global	Taux additionnels pour l'imposition 2010
Taxe foncière sur les propriétés bâties	350.000 €	10.150 €	(10 150 € / 350 000 €) = 2,90 %
Taxe foncière sur les propriétés non bâties	50.000 €	1.900 €	(1 900€ / 50 000 €) = 3,80 %
Taxe d'habitation	400.000 €	17.850 €	(17 850 € / 400 000 €) = 4,46 %
Cotisation foncière des entreprises	300.000 €	20.100 €	(20 100€ / 300 000 €) = 6,70 %

LES DISPOSITIONS RELATIVES A L'ETABLISSEMENT, AU RECOUVREMENT ET AU CONTENTIEUX

- Les **impositions additionnelles** perçues des **syndicats de communes** sont établies et recouvrées selon les **règles applicables à la taxe principale** à laquelle elle s'ajoute.

Il en est **de même** en ce qui concerne le **contentieux**.

- Ainsi, par exemple :
 - ces **impositions** sont **comprises dans le rôle général** de la taxe principale et figurent **sur l'avis d'imposition** de cette taxe,
 - les **dégrèvements d'office** prévus en matière de **taxe d'habitation** par les **articles 1414 et 1414 A** s'appliquent également à ces impositions,
 - les **rôles supplémentaires** peuvent en principe être **émis jusqu'au 31 décembre de l'année suivant** celle au titre de laquelle l'imposition est due. Toutefois, en ce qui **concerne la taxe additionnelle à la cotisation foncière des entreprises**, ce **décal est porté au 31 décembre de la 3^{ème} année** suivant celle au titre de laquelle l'imposition est due,
 - le **décal général de réclamation** expire le **31 décembre de l'année suivant celle de l'émission du rôle**.
- Enfin, les **frais de gestion appliqués** aux impositions établies au profit des **syndicats de communes** sont **fixés conformément aux dispositions de l'article 1641**. Ils s'établissent à **8 %**.

LES MODALITES DE CALCUL DE LA TAXE SPECIALE D'EQUIPEMENT LEVEE PAR LES ETABLISSEMENTS PUBLICS FONCIERS

[extrait de l'instruction de la DGFIP n° 6 F-2-11 du 29 mars 2011]

- Jusqu'à présent, la **taxe spéciale d'équipement (TSE)** était une **taxe additionnelle aux 4 taxes locales**, à savoir les taxes foncières sur les propriétés bâties et non bâties, la taxe d'habitation et la taxe professionnelle.
 - Le point **[6.2]** de l'**article 2** de la **loi de finances pour 2010** tire les **conséquences** de la **suppression de la taxe professionnelle** en aménageant les dispositions relatives aux **établissements publics fonciers** (et aux **syndicats de communes**) pour les **impositions** établies au titre de **2010** et des **années suivantes**.
 - Désormais, les **TSE perçues au profit des établissements publics fonciers** seront **réparties proportionnellement** au produit des **4 taxes locales** constituées des taxes foncières sur les propriétés bâties et non bâties, de la taxe d'habitation et de la CFE.
 - Des **précisions** sont par ailleurs apportées quant aux **règles applicables pour opérer la répartition** afin de **préserver le poids relatif de chaque taxe** dans le produit de la taxe additionnelle.
 - Les nouvelles dispositions apportent **diverses précisions sur le régime de la TSE** perçue au profit des établissements publics fonciers. A cet égard :
 - du fait de la mise en place d'un **schéma de spécialisation des impôts locaux**, les **bases d'imposition** nécessaires au calcul des taux de ces taxes additionnelles ne sont **plus égales à la somme des bases départementales imposables** dans les **communes** comprises dans le **périmètre** de l'établissement concerné, mais à la **somme des bases communales** ou, à défaut, des **bases intercommunales**,
 - en présence d'**établissements publics fonciers dont les zones géographiques de compétence se recouvrent partiellement**, il est prévu que l'**établissement** qui a **exercé en premier ses compétences sur cette zone** perçoit la **taxe** et **reverse 50 % du produit** afférent au **territoire commun**.
Par **convention**, les établissements concernés peuvent **déroger** à cette **règle de répartition**,
 - la **situation des logements** dont les **organismes d'HLM** ou des **sociétés d'économie mixte** sont **propriétaires** et qui sont **attribués sous conditions de ressources** est **harmonisée**.
Ainsi, les **propriétaires** de ces logements sont **exonérés de la TSE additionnelle** à la **taxe foncière** et leurs **occupants** sont **exonérés de la TSE additionnelle** à la **taxe d'habitation** à compter des impositions établies au titre de 2010.
- ☞ *Sauf mention contraire, les articles cités sont ceux du code général des impôts et de ses annexes.*

LE CHAMP D'APPLICATION

LES ETABLISSEMENTS CONCERNES

- Les **établissements publics**, pour lesquels les **modalités de répartition de la TSE** qu'ils sont autorisés à percevoir sont **régies** par les **dispositions de l'article 1636 B octies** modifié par le point **[6.2.]** de l'**article 2** de la **LF 2010**, sont les **établissements** suivants :
 - les **établissements publics fonciers locaux** mentionnés à l'**article L. 324-1** du code de l'urbanisme (**article 1607 bis**),
 - les **établissements publics fonciers d'État** mentionnés au **[b.]** de l'**article L. 321-1** du code de l'urbanisme (**article 1607 ter**),
 - les **établissements publics fonciers** de Normandie (**article 1608** du CGI), de Lorraine (**article 1609** du CGI) et de **Provence-Alpes-Côte d'Azur (1609 F)**, ainsi que l'**établissement public d'aménagement de la Guyane (article 1609 B)**,
 - les **agences pour la mise en valeur des espaces urbains de la zone dite des cinquante pas géométriques** en **Guadeloupe (article 1609 C)** et en **Martinique (article 1609 D)**.

LA ZONE DE PERCEPTION DE LA TAXE SPECIALE D'EQUIPEMENT

- Le **périmètre de compétence** d'un **établissement public foncier** correspond à celui des **EPCI** et des **communes** qui y ont adhéré.

L'établissement ne peut **recevoir la TSE que sur ce territoire**, même dans l'hypothèse où la région et le département en sont membres.

LES PERSONNES IMPOSABLES

Le principe

- La **TSE** est **due** par toutes les **personnes physiques ou morales assujetties aux taxes** foncières sur les propriétés bâties et non bâties, à la taxe d'habitation ou à la CFE dans les **communes comprises** dans le **ressort géographique** de l'**établissement public** concerné.

Les exonérations communes aux quatre taxes locales et à la TSE

- Les **contribuables** bénéficiant d'une **exonération permanente ou temporaire** de l'une ou de l'autre des quatre taxes sont **également exonérés de la TSE**.
- Les **exonérations temporaires**, totales ou partielles, **accordées sur délibération des collectivités territoriales** ne s'appliquent à la **TSE** que dans la mesure où le **conseil municipal** a **voté l'exonération**, pour la **durée** ou la **quotité** qu'il a fixée.

De même, les **exonérations** qui s'appliquent **sauf délibération contraire** des collectivités territoriales ne portent sur la **TSE** que dans la mesure où le **conseil municipal** ne s'y est **pas opposé**.

Les exonérations spécifiques à la TSE

- La **situation** des **organismes d'HLM** et des **sociétés d'économie mixte** au regard de la TSE et des **occupants** de ces logements fait l'objet d'une **harmonisation**.
- En effet, **jusqu'aux impositions établies au titre de 2009**, les **organismes d'habitations à loyer modéré** et les **sociétés d'économie mixte** étaient **exonérés de la TSE additionnelle** à la taxe foncière sur les propriétés bâties perçue au titre des locaux d'habitation et de leurs dépendances dont ils étaient **propriétaires** et qui étaient **attribués sous conditions de ressources uniquement** lorsque l'**établissement public foncier** était un **établissement public d'Etat visé à l'article 1607 ter**.
- Les **redevables** au nom desquels une **cotisation de taxe d'habitation** était établie au titre des locaux précités étaient **également exonérés de la TSE additionnelle** à la taxe d'habitation.
- **A compter des impositions établies au titre de 2010**, conformément à l'**article 1607 bis**, l'**exonération** de TSE additionnelle à la taxe foncière sur les propriétés bâties et à la taxe d'habitation pour les **locaux appartenant à des organismes d'habitations à loyer modéré ou à des sociétés d'économie mixte** et **attribués sous conditions de ressources**, s'applique à la **TSE perçue par les établissements publics fonciers** mentionnés à l'**article L. 324-1 du code de l'urbanisme**.

Par renvoi à l'**article 1607 bis**, l'**exonération** s'applique aussi aux **établissements publics fonciers** mentionnés à l'**article L. 321-1 du code de l'urbanisme** ainsi qu'aux **établissements publics fonciers** de **Normandie**, de **Lorraine** et de **Provence-Alpes-Côte d'Azur**.

- De plus, conformément à l'**article 1609 B**, cette **exonération de TSE** s'applique, à compter de 2010, à l'**établissement public d'aménagement de la Guyane** pour les **locaux appartenant** à des **organismes d'habitations à loyer modéré**, à des **sociétés immobilières d'économie mixte** créées en application de la loi n° 46-860 du 30 avril 1946 tendant à l'établissement, au financement et à l'exécution de **plans d'équipement et de développement des territoires relevant du ministère de la France d'outre-mer** et à des **sociétés d'économie mixte locales** et **attribués sous conditions de ressources**.

Par renvoi à l'**article 1609 B**, l'**exonération** s'applique également aux **agences pour la mise en valeur des espaces urbains de la zone dite des cinquante pas géométriques** en **Guadeloupe** et en **Martinique**.

LES BASES IMPOSABLES

Les principes applicables

- Avant 2010, conformément au 1^{er} alinéa de l'article 1636 C (en vigueur en 2009), la TSE était assise sur les bases départementales de chacune des quatre taxes, pour leur part située dans le périmètre de l'établissement public foncier.
- Dans le nouveau schéma de financement des collectivités territoriales et des EPCI à compter de 2011, les parts départementales de taxe d'habitation et de taxe foncière sur les propriétés non bâties sont supprimées. Il convenait donc de modifier les règles applicables.
- A compter des impositions établies au titre de 2010, la base de la TSE est déterminée dans les mêmes conditions que pour la part communale ou, à défaut de part communale, dans les mêmes conditions que la part intercommunale de la taxe principale à laquelle s'ajoute la TSE (4^{ème} alinéa de l'article 1607 bis nouveau ou [3°] du point [6.2.4] de l'article 2 de la loi de finances pour 2010).

En pratique, la base retenue pour la TSE est celle de la part intercommunale lorsque l'EPCI perçoit une taxe en lieu et place de la commune membre. Tel est le cas des communes membres d'un EPCI à fiscalité professionnelle unique (cas des EPCI à taxe professionnelle unique devenus, à compter de 2010, des EPCI à fiscalité professionnelle unique).

- Pour les communes membres d'un EPCI à fiscalité professionnelle de zone (FPZ) ou à fiscalité éolienne unique (FEU), qui ne se substitue à la commune que pour une partie de la CFE, il y a lieu de retenir, pour le calcul de la TSE afférente à la part de la CFE, la somme de la base communale hors zone et de la base intercommunale dans la zone ou de la base communale hors éoliennes et de la base intercommunale des éoliennes.

Dès lors, les exonérations, abattements et réductions de bases pour la taxe principale prévus sur délibération des communes ou des EPCI s'appliquent pour la part des bases retenue pour le calcul de la taxe additionnelle.

- Pour les communes non membres d'un EPCI à FPU (cas d'une commune isolée ou membre d'un EPCI à fiscalité additionnelle, cas des bases de CFE hors zone ou hors éoliennes pour les communes membres d'un EPCI à FPZ ou à FEU), la base retenue pour le calcul de la TSE est la base communale dans tous les cas de figure, même dans les cas d'exonération partielle ou totale de la base communale de l'une ou l'autre des quatre taxes.

Les précisions relatives aux bases de CFE

- Pour les impositions établies au titre de 2010, les bases de CFE s'entendent des bases de l'année 2010 calculées en faisant application des délibérations prises conformément aux articles 1464 C, 1466 et 1639 A bis pour les impositions de taxe professionnelle établies au titre de 2009. Il s'agit donc des délibérations applicables en 2009.

Les précisions relatives aux bases de la taxe foncière sur les propriétés non bâties

- Conformément à l'article 1607 A, les propriétés non bâties classées dans les première, deuxième, troisième, quatrième, cinquième, sixième, huitième et neuvième catégories définies à l'article 18 de l'instruction ministérielle du 31 décembre 1908 ⁽¹⁾ et non exonérées en application des articles 1395 à 1395 B sont exonérées de la TSE additionnelle à la taxe foncière sur les propriétés non bâties, perçue au profit des établissements publics.
- Par ailleurs, la base d'imposition retenue s'entend des bases communales avant application de la majoration forfaitaire prévue au 2^{ème} alinéa de l'article 1396.

LES MODALITES DE DETERMINATION DU TAUX DE LA TAXE SPECIALE D'EQUIPEMENT

- Les établissements qui perçoivent la TSE ne sont pas habilités à en voter le taux : ils arrêtent uniquement le produit attendu global, qui est réparti entre les 4 taxes auxquelles il se rattache.

Le taux d'imposition sera ensuite déterminé par l'administration.

LE VOTE DU PRODUIT DE LA TAXE SPECIALE D'EQUIPEMENT

La date limite de vote du produit de TSE

▪ Pour les **établissements publics** relevant des **articles 1607 bis, 1609 et 1609 B**, le **produit de la TSE est arrêté chaque année** par les **conseils d'administration** de ces établissements.

En pratique, ce **produit** peut être **arrêté et notifié jusqu'au 31 mars de l'année d'imposition**.

▪ Pour les **établissements et agences** relevant des **articles 1607 ter, 1608, 1609 C, 1609 D et 1609 F**, le **produit est arrêté avant le 31 décembre de chaque année**, pour l'année suivante, par les **conseils d'administration** des établissements ou agences et **notifié aux services fiscaux**.

▪ Toutefois, pour la **1^{ère} année** au titre de laquelle un **établissement public foncier** relevant de l'**article 1607 ter** perçoit la **taxe**, le **montant** de celle-ci est **arrêté et notifié avant le 31 mars** de la même année.

La détermination de l'établissement compétent pour percevoir la taxe en cas de superposition de périmètre

▪ En principe, chaque **établissement public foncier** est en droit de percevoir dans son **ressort géographique** une **TSE destinée au financement de ses interventions**.

▪ Toutefois, cette situation aurait pu conduire à rendre un **contribuable redevable de deux TSE** lorsque **deux établissements** ont une zone de **compétence commune**.

▪ **A compter de 2010**, lorsqu'un **établissement public foncier local** est **compétent sur le même territoire** qu'un **établissement** visé au **3^{ème} ou 4^{ème} alinéa** de l'**article L. 321-1** du code de l'urbanisme, la **TSE est perçue** sur ce territoire exclusivement par l'établissement qui y a **exercé en premier ses compétences**, et selon les **modalités prévues** pour cet **établissement**.

▪ Ainsi, le **premier établissement créé** :

- **vote un produit de TSE** conformément aux dispositions qui le régissent, le **perçoit intégralement**,
- et, en contrepartie, **reverse à l'établissement compétent** sur le **même territoire 50 %** du produit **perçu** sur le **territoire commun**.

▪ Cette mesure trouve donc à s'appliquer lorsque sont **compétents sur un même territoire** :

- un **établissement public foncier local** et un **établissement public foncier d'État** visé au **3^{ème} alinéa** de l'**article L. 321-1** du code de l'urbanisme. Il s'agit de ceux visés par l'**article 1607 ter**, c'est-à-dire :
 - soit d'un **EPF créé avant la promulgation** de la **loi n°2005-32** du 18 janvier 2005 de programmation pour la cohésion sociale qui a modifié ses statuts afin d'entrer dans le champ du **[b.]** de l'**article L 321-1** précité,
 - soit d'un **EPF créé postérieurement** à la loi précitée,
- un **établissement public foncier local** et un **établissement public foncier d'État** visé au **4^{ème} alinéa** de l'**article L. 321-1** du code de l'urbanisme. Il s'agit d'un **EPF créé avant** la promulgation de la **loi de programmation précitée**. Il s'agit donc :
 - soit de l'**EPF de Normandie (article 1608)**,
 - soit de l'**EPF de Lorraine (article 1609)**,
 - ou encore de l'**EPF de Provence-Alpes-Côte d'Azur (article 1609 F)**.

▪ **Par convention**, les **établissements publics** peuvent déroger à cette règle :

- **en désignant l'établissement bénéficiaire** de la taxe,
- ou en **fixant des modalités de reversement différentes**.

Le plafond du produit

▪ Pour les **établissements publics fonciers locaux** relevant de l'**article 1607 bis** ainsi que les **établissements publics fonciers d'État** relevant de l'**article 1607 ter**, le **produit de TSE est arrêté chaque année dans la limite d'un plafond fixé à 20 euros par habitant** situé dans leur périmètre.

Le **nombre d'habitants** à prendre en compte est celui qui résulte du **dernier recensement publié**.

- Pour les autres établissements publics, le montant de la taxe est arrêté dans les limites d'un plafond fixé par la loi pour chaque établissement.
- Ainsi, le produit global ne peut pas excéder :
 - 25 millions d'euros pour l'établissement public foncier de Lorraine,
 - 13 millions d'euros pour l'établissement public foncier de Normandie,
 - 50 millions d'euros pour l'établissement public foncier de Provence-Alpes-Côte d'Azur,
 - 2.365.000 euros pour l'établissement public d'aménagement de la Guyane,
 - 1.706.681 euros pour les agences des cinquante pas géométriques en Guadeloupe et Martinique.
 A compter de 2010, ce plafond évolue chaque année comme la limite supérieure de la 1^{ère} tranche du barème de l'impôt sur le revenu.

LA REPARTITION DU PRODUIT DE LA TAXE SPECIALE D'EQUIPEMENT SUR LE PRODUIT DES 4 TAXES

- Les modalités de répartition du produit des taxes additionnelles évoluent entre 2010 et 2012.
- Il est rappelé que, jusqu'aux impositions établies au titre de 2009, le produit de la TSE arrêté par un établissement public était réparti entre les taxes foncières, la taxe d'habitation et la taxe professionnelle proportionnellement aux recettes que chacune de ces taxes avait procurées l'année précédente à l'ensemble des communes et de leurs EPCI situés dans le ressort des établissements publics concernés.
- Désormais, le produit de TSE est réparti entre les taxes foncières, la taxe d'habitation et la CFE proportionnellement aux recettes que chacune de ces taxes a procurées l'année précédente à l'ensemble des communes et de leurs EPCI situés dans le ressort de ces établissements.
- Dès lors qu'au titre de 2010, les produits servant à la répartition sont ceux de l'année 2009, les principes régissant la répartition n'ont pas été modifiés.
- Afin d'éviter que la suppression de la taxe professionnelle et la réforme des finances locales n'entraînent une modification de la répartition du poids de la taxe spéciale d'équipement entre contribuables, les produits des 4 taxes pris en compte pour la répartition font l'objet à compter de 2011 de corrections décrites ci-après (« les impositions établies au titre de 2011 »).

Les impositions établies au titre de 2010

- Les produits des TSE sont répartis entre les taxes foncières, la taxe d'habitation et la CFE, proportionnellement aux recettes que les taxes foncières, la taxe d'habitation et la taxe professionnelle ont procurées en 2009 à l'ensemble des communes et de leurs EPCI situés dans le ressort des établissements publics fonciers.
- Cette répartition est obtenue en multipliant le produit total attendu de la TSE par le rapport existant entre :
 - d'une part, le produit net que chacune des 4 taxes a procuré en 2009 à l'ensemble des communes et des EPCI dotés ou non d'une fiscalité propre situés, au 1er janvier de l'année d'imposition, dans le ressort géographique de l'établissement public foncier,
 - et d'autre part, le produit total que l'ensemble des 4 taxes a procuré à ces mêmes communes et établissements en 2009.
- Les recettes à retenir pour effectuer la répartition sont les produits des rôles généraux des 4 taxes directes locales établies l'année précédente au profit des communes et de leurs groupements situés dans la zone de compétence de l'établissement public, sous réserve des dispositions du [III.] de l'article 1636 B octies dans sa rédaction en vigueur au 31 décembre 2009 pour la détermination du produit de taxe professionnelle.
- Les recettes de taxe professionnelle sont majorées, conformément à la rédaction de l'article 1636 B octies en vigueur au 31 décembre 2009.
 - du montant perçu en 2009 au titre de la part de la dotation forfaitaire prévue à l'article L. 2334-7 du code général des collectivités territoriales ou, le cas échéant, au titre de la part de la dotation de compensation prévue à l'article L. 5211-28-1 du même code, correspondant au montant antérieurement versé en application du [D.I.] de l'article 44 de la loi de finances pour 1999 (n° 98-1266 du 30 décembre 1998),
 - ainsi que de la compensation prévue au [B.] de l'article 26 de la loi de finances pour 2003 (n° 2002-1575 du 30 décembre 2002) versée au titre de l'année précédente en contrepartie de la réduction de la fraction imposable des recettes visée au [2°] de l'article 1467 dans sa rédaction en vigueur au 31 décembre 2009.

Ces dispositions ont été commentées dans les BOI 6 F-4-99 et 6 F-2-05.

▪ Pour les recettes de **taxe foncière sur les propriétés non bâties**, il n'est pas tenu compte, pour cette répartition, de la **taxe foncière sur les propriétés non bâties** afférente aux **terres agricoles exonérées** conformément à l'article 1607 A. Ainsi, il n'y a pas lieu de tenir compte du produit afférent à ces propriétés et, le cas échéant, de la **majoration forfaitaire de la valeur locative cadastrale des terrains constructibles** prévue au 2^{ème} alinéa de l'article 1396.

Exemple : un EPF a voté un produit de 5 millions d'euros au titre de l'année d'imposition 2010				
Recettes procurées en 2009 (en millions d'euros)		TSE additionnelle à :	Quotient de répartition	Répartition du produit de taxe spéciale d'équipement
Taxe foncière sur les propriétés bâties	140 M€	TFPB	140 / 500 = 0,28	(0,28 x 5) = 1,4 M€
Taxe foncière sur les propriétés non bâties	10 M€	TFPNB	10 / 500 = 0,02	(0,02 x 5) = 0,1 M€
Taxe d'habitation	180 M€	TH	180 / 500 = 0,36	(0,36 x 5) = 1,8 M€
Taxe professionnelle	120 M€	CFE	170 / 500 = 0,34	(0,34 x 5) = 1,7 M€
Majoration du [II.] de l'article 1636 B <i>octies</i>	50 M€			
Total	500 M€			5 M€

Les impositions établies au titre de 2011

▪ Les **produits des TSE** sont répartis entre les **taxes foncières**, la **taxe d'habitation** et la **CFE**, **proportionnellement** aux **recettes** que chacune de ces **taxes** a **procurées en 2010** à l'ensemble des **communes** et de leurs **EPCI** situés dans le **ressort des établissements publics fonciers**.

▪ Les **recettes de CFE** sont majorées :

- selon les **mêmes modalités** que pour les **produits de taxe professionnelle** retenus pour la **répartition de 2010**,
- et de la **différence** entre :
 - d'une part, la **somme des compensations relais communale et intercommunale**, versées en application du [II.] de l'article 1640 B, afférentes aux établissements situés dans le **territoire de chaque établissement public foncier**,
 - et, d'autre part, le **produit de la CFE** au titre de l'année 2010 afférent à ces **mêmes établissements**.

En présence d'EPCI dont le **territoire n'est pas intégralement situé dans le périmètre de l'établissement public foncier**, la **compensation relais intercommunale** afférente aux **établissements situés dans le territoire de l'établissement public foncier** est déterminée au **prorata des bases théoriques de taxe professionnelle de 2010** de l'EPCI situées sur le **territoire de chaque commune relevant de l'établissement public foncier**.

▪ Dès lors que l'**assiette de la CFE** correspond à la **valeur locative des biens passibles d'une taxe foncière**, la **différence** ainsi calculée **correspond en fait à la prise en compte de l'effet de la suppression de l'imposition des équipements et biens mobiliers** et de la **suppression de la fraction imposable des recettes** pour les titulaires de revenus non commerciaux.

Pour les **impositions établies** au titre de l'année 2011, les **recettes de CFE** s'entendent des **recettes** de cette taxe perçues au **profit du budget général de l'État** (voir le **second alinéa** du [1.] de l'article 1640 B) et, le cas échéant, au profit des **syndicats de communes**.

Exemple : un EPF a voté un produit de 5 millions d'euros au titre de l'année d'imposition 2011				
Recettes procurées en 2010 (en millions d'euros)		TSE additionnelle à :	Quotient de répartition	Répartition du produit de taxe spéciale d'équipement
Taxe foncière sur les propriétés bâties	140 M€	TFPB	140 / 500 = 0,28	(0,28 x 5) = 1,4 M€
Taxe foncière sur les propriétés non bâties	10 M€	TFPNB	10 / 500 = 0,02	(0,02 x 5) = 0,1 M€
Taxe d'habitation	180 M€	TH	180 / 500 = 0,36	(0,36 x 5) = 1,8 M€
CFE (État et syndicats)	30 M€	CFE	170 / 500 = 0,34	(0,34 x 5) = 1,7 M€
Majoration du [II.] de l'art. 1636 B <i>octies</i>	140 M€			
Total	500 M€			5 M€

Les impositions établies au titre de 2012

▪ Outre les **aménagements opérés en 2011** pour tenir compte de la **suppression de la taxe professionnelle**, il convient également de **prendre en compte, à compter de 2012, le nouveau schéma de financement** des collectivités territoriales, le **bloc communal** percevant à compter de 2011 notamment :

- l'ensemble de la **CFE**,
- sa **part de taxe foncière sur les propriétés non bâties majorée des parts départementale et régionale de taxe foncière sur les propriétés non bâties** sous la forme d'une **taxe additionnelle** à la taxe foncière sur les propriétés non bâties à **taux fixe**,
- sa **part de taxe d'habitation majorée de la part départementale de la taxe d'habitation**,
- sa **part de taxe foncière sur les propriétés bâties**.

En outre, le **produit de la taxe foncière sur les propriétés bâties** est **susceptible d'être modifié** du fait de l'**aménagement** apporté au **calcul des valeurs locatives** des biens passibles d'une taxe foncière (**disparition de l'abattement de 30 % sur les usines nucléaires**).

▪ Dès lors, **pour ne pas modifier la répartition du poids de la TSE entre les différentes taxes**, il convient de **modifier le calcul des recettes de taxe foncière sur les propriétés bâties et de taxe d'habitation**.

Le **produit de taxe d'habitation** perçu par le bloc communal étant **majoré dans le nouveau schéma de financement**, il est nécessaire de **minorer les recettes retenues** pour la **répartition du produit de TSE**.

Il est également **nécessaire de prendre en compte**, en ce qui concerne la **taxe foncière sur les propriétés bâties**, la **suppression de l'abattement sur la valeur locative des usines nucléaires**, qui constitue un **supplément de recettes** pour le bloc communal à **compter de 2011**.

▪ Ainsi, les **recettes de taxe d'habitation** sont **minorées de la différence** entre :

- le **produit que la taxe a procuré au titre de l'année 2011** à l'**ensemble des communes** et de leurs **EPCI** situés dans le **ressort de l'établissement public foncier**.
Il s'obtient en **multipliant les bases de taxe d'habitation de l'année 2011** par le **taux voté en 2011**, ce qui correspond au **produit des rôles généraux de 2011**,
- et le **produit que cette taxe aurait procuré au titre de l'année 2011** à ces **mêmes communes et établissements publics** si les **taux de l'année 2010** avaient été **appliqués**.
Il s'obtient en **multipliant les bases de taxe d'habitation de l'année 2011** par le **taux voté en 2010**.

▪ En outre, les **recettes de taxe foncière sur les propriétés bâties** doivent être **minorées de la différence** entre :

- le **produit que la taxe aurait procuré au titre de l'année 2011** à l'**ensemble des communes** et de leurs **EPCI** situés dans le **ressort de l'établissement public foncier** si les **taux de référence** définis au **[V. B.] de l'article 1640 C** avaient été **appliqués**.
Il s'obtient en **multipliant les bases de taxe foncière sur les propriétés bâties de l'année 2011** - il s'agit donc de la totalité des bases intégrant les bases afférentes à la suppression de l'abattement d'un tiers précité - par les **taux 2010**,
- et le **produit que cette taxe a procuré au titre de l'année 2010** à ces **mêmes communes et EPCI**.
Il s'obtient en **multipliant les bases de taxe foncière sur les propriétés bâties de l'année 2010** (donc compte tenu de l'abattement du tiers des valeurs locatives des usines nucléaires) par le **taux voté en 2010**.

LA DETERMINATION DES TAUX DES TAXES SPECIALES D'EQUIPEMENT

▪ Les **modalités de détermination des taux d'imposition** ne sont **pas modifiées**.

▪ Ainsi, les **taux d'imposition** sont **obtenus en divisant** :

- la **part du produit global de la TSE** qui doit être perçue sur les redevables de **chacune des quatre taxes principales**,
- par le **total des bases nettes communales (ou intercommunales)** correspondantes **imposables au profit de l'établissement public foncier**.

▪ Le **taux additionnel** est donc le **même**, pour les **redevables d'une même taxe**, sur l'**ensemble de la zone de compétence** de l'établissement public foncier.

En revanche, le **taux additionnel** à **chacune des taxes principales** est **distinct**.

- Il est précisé que, pour les **impositions établies au titre de 2010**, le **taux de la taxe additionnelle de CFE est obtenu en divisant la part du produit global de TSE** déterminé par référence au **produit de taxe professionnelle de l'année 2009** par les **bases afférentes à la CFE**.

Bases communales de l'imposition 2010		Part du produit global de taxe spéciale d'équipement	Taux de taxe spéciale d'équipement pour l'imposition 2010
Taxe foncière sur les propriétés bâties	1.000 M€	1,4 M€	$(1,4 / 1.000) = 0,14 \%$
Taxe foncière sur les propriétés non bâties	300 M€	0,1 M€	$(0,1 / 300) = 0,033 \%$
Taxe d'habitation	1.500 M€	1,8 M€	$(1,8 / 1.500) = 0,12 \%$
Cotisation foncière des entreprises	300 M€	1,7 M€	$(1,7 / 300) = 0,567 \%$

LES DISPOSITIONS RELATIVES A L'ETABLISSEMENT, AU RECOUVREMENT ET AU CONTENTIEUX

- La **TSE** perçue au profit des **établissements publics fonciers** est **établie et recouvrée** selon les **règles applicables** à la **taxe principale** à laquelle elle s'ajoute.

Il en est de même en ce qui concerne le contentieux.

- Ainsi, par exemple :

- ces **impositions** sont **comprises dans le rôle général** de la **taxe principale** et figurent sur l'**avis d'imposition** de cette taxe,
- les **dégrèvements d'office** prévus en matière de **taxe d'habitation** par les **articles 1414 et 1414 A** s'appliquent également à ces impositions,
- les **rôles supplémentaires** peuvent en principe être **émis jusqu'au 31 décembre de l'année suivant** celle au titre de laquelle l'imposition est due. Toutefois, en ce qui concerne la **taxe additionnelle à la cotisation foncière des entreprises**, ce **déla**i est porté au **31 décembre de la 3^{ème} année** suivant celle au titre de laquelle l'imposition est due,
- le **déla**i général de réclamation expire le **31 décembre** de l'**année suivant** celle de l'**émission du rôle**.

- Enfin, les **frais de gestion appliqués** aux **impositions** établies au profit des **établissements publics fonciers** sont fixés conformément aux dispositions de l'**article 1641**. Ils s'établissent à **9 %**.

LES REGLES APPLICABLES A LA FIXATION DES TAUX DES ETABLISSEMENTS PUBLICS FONCIERS (IDENTIQUES A CELLES DES SYNDICATS A CONTRIBUTIONS FISCALISEES)

[article 1636 C du CGI]

- Les **taux des taxes additionnelles** perçues au profit des **établissements publics fonciers** (mentionnés aux **articles L.324-1** et suivants du Code de l'urbanisme et au **[b]** de l'**article L. 321-1**), des **EPF de Normandie, de Lorraine et de PACA** sont, **sous réserve** de l'**article 1636 B octies** (ci-dessus) et des **dispositions** régissant ces **organismes**, **fixés** suivant des **règles analogues** à celles appliquées pour les **impositions** levées par les **syndicats de communes** visés à l'**article 1609 quater** (**syndicats à contributions fiscalisées**).

☞ Les parts départementales de la TH et de la TFNB étant transférées au bloc local (communes et EPCI), la référence aux impositions départementales est remplacée par une référence aux impositions levées par les syndicats.

- Le **1^{er} alinéa** ci-dessus est également applicable pour la **détermination** des **taux des taxes additionnelles** perçues au profit :
 - de l'**établissement public d'aménagement** en **Guyane**,
 - de l'**agence** pour la mise en valeur des **espaces urbains** de la **zone** dite des « **50 pas géométriques** » en **Guadeloupe** et en **Martinique**.

☞ Les **articles 1607 bis et 1608** qui sont présentés à la suite de l'**article 1636 C** concernent respectivement :

- la **part de taxe spéciale d'équipement (TSE)** destinée à permettre aux **établissements publics fonciers (EPF)** de financer les **acquisitions foncières et immobilières** correspondant à leur vocation,
- la **part de TSE** destinée à permettre à l'**EPF de Normandie** de financer ses **acquisitions foncières** et contribuer au **financement des travaux d'équipement d'intérêt régional**.

Ces articles sont adaptés pour tenir compte de la cotisation foncière des entreprises et renvoient, en ce qui concerne les modalités de répartition et de recouvrement, au [I.] de l'article 1636 octies ci-dessus (du 3^{ème} au 6^{ème} alinéa), relatives à la TSE principale.

Les articles 1609, 1609 B, C, D et F qui suivent concernent respectivement :

- la TSE au profit de l'EPF de Lorraine,
- la TSE au profit de l'EPF de Guyane,
- la TSE au profit de l'agence pour la mise en valeur des 50 pas géométriques en Guadeloupe,
- la TSE au profit de l'agence pour la mise en valeur des 50 pas géométriques en Martinique,
- la TSE au profit de l'EPF de Provence-Alpes-Côte d'Azur.

Les dispositions des articles 1636 B octies et 1636 C s'appliqueront à compter des impositions établies au titre de 2011. Le nouvel article 1607 ter est ainsi rédigé.

**LA TAXE SPECIALE D'EQUIPEMENT LEVEE PAR LES EPF EFFECTUANT DES OPERATIONS FONCIERES ET IMMOBILIERES
DESTINEES A LA REALISATION DE LOGEMENTS LOCATIFS SOCIAUX**

[article 1607 ter du CGI]

▪ Il est institué, au profit des **établissements publics fonciers (EPF)** mentionnés au [b.] de l'article L. 321-1 du code de l'urbanisme, une **taxe spéciale d'équipement (TSE)** destinée au financement de leurs **interventions** foncières.

☞ Il s'agit des EPF compétents pour réaliser ou faire réaliser les acquisitions foncières et les opérations immobilières et foncières de nature à faciliter l'aménagement ultérieur des terrains (destinés à la réalisation de logements locatifs sociaux).

▪ Le **produit** de cette **taxe** est **arrêté avant le 31 décembre** de chaque année, pour l'année suivante, par le **conseil d'administration** de l'EPF dans la limite d'un **plafond** fixé (sous réserve de l'application des dispositions prévues au **2^{ème} alinéa** de l'article **1607 bis** dans les **mêmes conditions** au même article) à **20 euros par habitant** résidant sur le territoire relevant de sa compétence.

Le **nombre des habitants** à prendre en compte est celui qui résulte du **dernier recensement publié**. La **décision** du **conseil d'administration** est **notifiée** au **ministre** chargé de l'**économie** et des **finances**. Pour la **1^{ère} année** au titre de laquelle l'EPF perçoit la taxe, le **montant** de celle-ci est **arrêté** et **notifié avant le 31 mars** de la **même année**.

▪ La **taxe** est **répartie** et **recouvrée** dans la **zone de compétence** de l'EPF suivant les **règles** définies à l'article **1607 bis** (et non plus celles du [II.] de l'article 1636 B octies) :

- **3^{ème} alinéa** : **répartition**, dans les **conditions** définies au [I.] de l'article **1636 B octies**, entre les **personnes assujetties** aux TF, à la TH et à la CFE,
- **4^{ème} alinéa** : **détermination** de la **base** dans les **mêmes conditions** que pour la **part communale** (ou, à défaut, que pour la part intercommunale) de la **taxe principale** à laquelle taxe additionnelle s'ajoute,
- **5^{ème} alinéa** : **exonération** de la **TSE** au titre des locaux d'habitation attribués **sous condition de ressources** et appartenant à des organismes HLM ou à des SEM,
- **6^{ème} alinéa** : **établissement** et **recouvrement** des **cotisations**, **réclamations** comme en matière de **contribution directes**.

Les **conditions d'application** du présent article sont fixées par **décret** en Conseil d'État.

LA REPARTITION VOLONTAIRE DU PRODUIT DES IMPOSITIONS ECONOMIQUES LOCALES

(article 11 de la loi n° 80-10 du 10 janvier 1980)

Les articles 11 et 29 de la loi n° 80-10 du 10 janvier 1980, relative à la répartition volontaire des produits de la fiscalité locale, ont été adaptés afin de tenir compte des nouvelles ressources transférées au bloc communal : CFE, CVAE, IFER, taxe additionnelle à la taxe foncière sur les propriétés non bâties et TaSCom. Relativement méconnus, ils sont ici présentés dans leur intégralité.

**LA POSSIBILITE, POUR UN EPCI A FISCALITE ADDITIONNELLE ISSU D'UN SIVOM,
D'INSTITUER UN MECANISME CONVENTIONNEL DE PEREQUATION**

▪ [I.] Les **EPCI à fiscalité additionnelle** nouvellement créés par **substitution à un SIVOM** peuvent instituer avec les communes membres, à **titre transitoire** pour une durée qui ne peut être supérieure à **10 ans**, des **mécanismes conventionnels de péréquation financière dégressive**, en vue d'**atténuer les effets** sur le **contribuable** local des **changements brutaux de régime fiscal** à l'intérieur du périmètre de solidarité.

▪ Les **versements effectués** au profit des communes membres doivent venir en **déduction** du **produit attendu** de la **fiscalité communale**.

**LA POSSIBILITE DE REVERSEMENT DES RECETTES FISCALES (ECONOMIQUES)
PERÇUES PAR UNE COMMUNE SUR UNE ZAE CREEE OU GEREE PAR UN GROUPEMENT**

▪ **[II.]** Lorsqu'un **groupement de communes** ou un **syndicat mixte** crée ou gère une **zone d'activités économiques**, tout ou partie de la part communale des **produits** mentionnés aux **[I.]** et **[I bis.]** de l'**article 1609 nonies C** (voir détail ci-dessous) et du produit de la **taxe sur les surfaces commerciales -TaSCom-** (prévue à l'article 3 de la loi n° 72-657 du 13 juillet 1972) acquittée par les **entreprises implantées sur cette zone d'activité** peut être **affecté** au **groupement** ou au **syndicat mixte** par **délibérations concordantes** de l'organe de gestion du groupement ou du syndicat mixte et de la ou des communes sur le territoire desquelles est installée la zone d'activités économiques.

Tout ou partie de la **part intercommunale** des **produits** mentionnés aux **[I.]** et **[I bis.]** de l'**article 1609 nonies C** et du produit de la **taxe sur les surfaces commerciales -TaSCom-** acquittée par les **entreprises implantées sur cette zone d'activité** peut être **affecté** au **syndicat mixte** qui crée ou gère cette zone dans les mêmes conditions.

☞ Les **[I.]** et **[I bis.]** de l'**article 1609 nonies C** citent les recettes fiscales suivantes :

- *cotisation foncière des entreprises (CFE) et cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE),*
- *produit des composantes de l'imposition forfaitaire sur les entreprises de réseaux (IFER) relatives aux :*
 - *[a.] aux installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent (éoliennes terrestres) et aux installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique hydraulique (hydroliennes) situées dans les eaux intérieures ou dans la mer territoriale, prévue à l'article 1519 D,*
 - *[b.] aux installations de production d'électricité d'origine nucléaire ou thermique à flamme, prévue à l'article 1519 E,*
 - *[c.] aux centrales de production d'électricité d'origine photovoltaïque ou hydraulique, prévue à l'article 1519 F,*
 - *[d.] aux transformateurs électriques, prévue à l'article 1519 G,*
 - *[e.] aux stations radioélectriques (antennes-relais et de radiodiffusion ou de télédiffusion), prévue à l'article 1519 H,*
 - *[f.] aux ouvrages, installations et canalisations relatives au gaz naturel prévue à l'article 1519 HA.*
- *produit de la taxe additionnelle à la taxe foncière sur les propriétés non-bâties, prévue à l'article 1519 I.*

▪ Si les **produits** mentionnés au **1^{er} alinéa** sont **perçus par une seule commune** sur laquelle sont implantées les entreprises, les **communes** membres du groupement de communes pourront passer une **convention pour répartir** entre elles tout ou partie de la **part communale** de ces produits.

**LA POSSIBILITE DE REVERSEMENT DES RECETTES FISCALES PERÇUES SUR UNE ZONE D'ACTIVITES
A UN EPCI A FISCALITE PROPRE « EXTERIEUR » AYANT CONTRIBUE FINANCIEREMENT A SA CREATION OU A SON EQUIPEMENT**

▪ Lorsqu'un **EPCI à fiscalité propre** intervient sur le **périmètre d'un autre EPCI à fiscalité propre** ou sur le territoire d'une **commune située hors de son périmètre**, pour **contribuer financièrement** à la **création** et / ou à l'**équipement** des **zones d'activités industrielles, commerciales, tertiaires, artisanales, touristiques, portuaires et aéroportuaires** dont l'**intérêt** leur est **commun**, tout ou partie de la **part intercommunale ou communale des produits** mentionnés au **1^{er} alinéa** acquittés par les **entreprises implantées sur ce périmètre ou territoire** peut être affecté à l'**EPCI contributeur par délibérations concordantes** de l'**organe délibérant** de ce dernier et de l'**organe délibérant** de l'**EPCI** ou de l'**assemblée délibérante** de la **commune** sur le périmètre ou le territoire desquels est installée la **zone d'activités**.

Cette **délibération** fixe la **durée** de cette **affectation** en tenant compte de la **nature des investissements** et de l'**importance des ressources fiscales** qu'ils génèrent.

**LA POSSIBILITE DE REVERSEMENT ENTRE DEPARTEMENTS LIMITOPHES DES RECETTES FISCALES PERÇUES
SUR UNE ZONE D'ACTIVITES ECONOMIQUES D'INTERET COMMUN**

▪ Lorsqu'un **département** intervient sur son **propre territoire** ou sur le **territoire d'un département limitrophe** pour **contribuer financièrement** à la **création** ou à l'**équipement** d'une **zone d'activités économiques** dont l'**intérêt** leur est **commun**, tout ou partie de la **part départementale** du produit de la **CVAE** et des **IFER** acquittés par les **entreprises implantées sur cette zone d'activités** peut être **réparti** entre les **départements contributeurs par délibérations concordantes**.

Ces **délibérations** fixent la **durée de la répartition** en tenant compte de la **nature des investissements** et de l'**importance des ressources fiscales** qu'ils génèrent et donnent lieu à l'établissement d'une **convention** entre les **départements intéressés**.

**LA POSSIBILITE DE REVERSEMENT ENTRE REGIONS LIMITOPHES DES RECETTES FISCALES PERÇUES
SUR UNE ZONE D'ACTIVITES ECONOMIQUES D'INTERET COMMUN**

▪ Lorsqu'une **région** intervient sur son **propre territoire** ou sur le **territoire d'une région limitrophe** pour **contribuer financièrement** à la **création** ou à l'**équipement** d'une **zone d'activités économiques** dont l'**intérêt** leur est **commun**, tout ou partie de la **part régionale** du produit de la **CVAE** et des **IFER** acquittés par les **entreprises implantées sur cette zone d'activités** peut être **réparti** entre les **régions contributrices par délibérations concordantes**.

Ces **délibérations** fixent la **durée de la répartition** en tenant compte de la **nature des investissements** et de l'**importance des ressources fiscales** qu'ils génèrent et donnent lieu à l'établissement d'une **convention entre les régions intéressées**.

- Le **groupement** est **substitué à la commune** pour l'application de l'**article 10** de la présente loi.

LA CORRECTION SYMETRIQUE DU POTENTIEL FISCAL DES COMMUNES ET GROUPEMENTS CONCERNES

- Le **potentiel fiscal** de chaque **commune** et **groupement** doté d'une fiscalité propre est **corrigé symétriquement** pour tenir compte de l'**application du présent [II.]**.

Cette **correction** est toutefois **supprimée** pour le **groupement** dans le calcul du **potentiel fiscal** pris en compte pour déterminer la **dotations d'intercommunalité** reçue lors de la **1^{ère} année** d'adoption du **régime** prévu à l'**article 1609 nonies C**.

- Lorsque, par **délibérations concordantes**, des **communes décident**, ou **ont décidé** antérieurement à l'entrée en vigueur de la présente loi, de **répartir** entre elles tout ou partie de la **taxe professionnelle** perçue sur leur **territoire**, le **potentiel fiscal des communes concernées** est **corrigé** pour tenir compte de cette répartition.

- Lorsqu'une **commune** adhère à un **EPCI** faisant **application** du même **article 1609 nonies C**, ce dernier lui est **substitué dans l'accord conventionnel** qu'elle a conclu antérieurement.

- Pour l'application aux **conventions signées jusqu'au 31 décembre 2003** des **7 alinéas précédents**, le **produit de la taxe professionnelle** s'entend du **produit des rôles généraux majoré**, à compter du 1^{er} janvier 2006, et **sauf délibérations contraires concordantes** des **communes** et des **groupements de communes** signataires de la convention, de la **part**, correspondant à ce produit, du **montant** prévu au **[3°]** de l'**article L. 2334-7** du CGCT, au titre du **[D. I.]** de l'**article 44** de la **LF 1999**.

Cette **part évolue chaque année** selon le **taux** fixé par le **Comité des finances locales** en application du **[3°]** de l'**article L. 2334-7** précité.

- Pour l'**application** aux **conventions signées à compter du 1^{er} janvier 2004** des **9 premiers alinéas**, le **produit de la taxe professionnelle** s'entend du produit des **rôles généraux**.

LA POSSIBILITE, POUR UNE COMMUNAUTE A FISCALITE ADDITIONNELLE, D'INSTITUER UNE DOTATION DE SOLIDARITE

[III.] Un **EPCI à fiscalité additionnelle**, ou à **fiscalité additionnelle et à fiscalité professionnelle de zone**, peut **instituer** dans ses **statuts** une **dotations de solidarité** au profit de ses **communes membres** ou d'**EPCI à fiscalité propre limitrophes**.

Cette **dotations** est **calculée** par référence à un **certain pourcentage** du **produit des impositions** mentionnées au **1^{er} alinéa** du **[II.]** ou de l'**ensemble des produits des impositions directes locales** perçu par l'**EPCI** ; elle est **répartie** d'après des **critères** définis dans les **statuts de l'EPCI**.

- Une **communauté urbaine à fiscalité additionnelle**, ou à **fiscalité additionnelle et à fiscalité professionnelle de zone**, institue une **dotations de solidarité communautaire** dont le **montant** est **fixé** par le **conseil de la communauté urbaine** en fonction d'un **pourcentage** du **produit des impositions** mentionnées au **1^{er} alinéa** du **[II.]** ou de l'**ensemble des produits des impositions directes locales** perçu par la communauté urbaine.

Les **critères de répartition** sont **fixés** par le **conseil de la communauté urbaine**.

- Ces **critères** sont **notamment déterminés en fonction** :
 - de l'**écart du revenu par habitant de la commune** au revenu moyen par habitant sur le territoire de l'**EPCI**;
 - de l'**insuffisance de potentiel fiscal par habitant** de la **commune** au regard du potentiel fiscal ou financier communal moyen par habitant sur le territoire de l'**EPCI**.
- Des **critères complémentaires** peuvent être **choisis par le conseil**.

LA REPARTITION VOLONTAIRE DU PRODUIT DE LA TAXE FONCIERE SUR LES PROPRIETES BATIES

[article 29 de la loi n° 80-10 du 10 janvier 1980]

LA POSSIBILITE, POUR UN EPCI A FISCALITE ADDITIONNELLE ISSU D'UN SIVOM, D'INSTITUER UN MECANISME CONVENTIONNEL DE PEREQUATION

- **[I.]** Les **EPCI à fiscalité additionnelle** nouvellement créés par substitution à un **SIVOM** peuvent **instituer avec les communes membres**, à **titre transitoire** pour une durée qui ne peut **pas être supérieure à 10 ans**, des **mécanismes conventionnels de péréquation financière dégressive**, en vue d'**atténuer les effets** sur le contribuable local des **changements brutaux de régime fiscal** à l'intérieur du **périmètre de solidarité**.

- Les **reversements** effectués au profit des **communes membres** doivent **venir en déduction** du **produit attendu** de la **fiscalité communale**.

LA POSSIBILITE DE REVERSEMENT DE LA TFPB PERÇUE PAR UNE COMMUNE SUR UNE ZAE CREEE OU GEREE PAR UN GROUPEMENT

▪ **[II.]** Lorsqu'un **groupement de communes** ou un **syndicat mixte** crée ou gère une **zone d'activités économiques**, tout ou partie de la **part communale** de la **taxe foncière sur les propriétés bâties** acquittée par les entreprises implantées sur cette zone d'activités peut être **affecté** au **groupement** ou au **syndicat mixte par délibérations concordantes** de l'organe de gestion du groupement ou du syndicat mixte et de la ou des communes sur le territoire desquelles est installée la zone d'activités économiques.

Tout ou partie de la **part intercommunale** de la **taxe foncière sur les propriétés bâties** acquittée par les **entreprises** implantées sur cette **zone d'activité** peut être **affecté au syndicat mixte** qui crée ou gère cette zone dans les mêmes conditions.

▪ Si la **taxe foncière sur les propriétés bâties** est perçue par **une seule commune** sur laquelle est implanté le bien, les **communes membres du groupement de communes** pourront passer une **convention pour répartir entre elles** tout ou partie de la **part communale** de cette **taxe**.

LA POSSIBILITE DE REVERSEMENT DE LA TFPB PERÇUE SUR UNE ZONE D'ACTIVITES ECONOMIQUES A UN EPCI A FISCALITE PROPRE « EXTERIEUR » AYANT CONTRIBUE FINANCIEREMENT A SA CREATION OU A SON EQUIPEMENT

▪ Lorsqu'un **EPCI à fiscalité propre** intervient sur le périmètre d'un **autre EPCI à fiscalité propre** ou sur le territoire d'une **commune** située **hors de son périmètre**, pour **contribuer financièrement** à la **création** ou à l'**équipement des zones d'activités industrielles, commerciales, tertiaires, artisanales, touristiques, portuaires et aéroportuaires** dont l'**intérêt** leur est **commun**, tout ou partie de la **part intercommunale ou communale de la taxe foncière sur les propriétés bâties** acquittée par les entreprises implantées sur ce périmètre ou territoire peut être **affecté à l'établissement public contributeur par délibérations concordantes** de l'organe délibérant de ce dernier et de l'organe délibérant de l'établissement public ou du conseil municipal de la commune sur le périmètre ou le territoire desquels est installée la zone d'activités.

Cette **délibération** fixe la **durée** de cette **affectation** en tenant compte de la **nature des investissements** et de l'**importance des ressources fiscales qu'ils génèrent**.

LA CORRECTION SYMETRIQUE DU POTENTIEL FISCAL DES COMMUNES ET GROUPEMENTS CONCERNES

▪ Le **potentiel fiscal** de chaque **commune** et **groupement** doté d'une **fiscalité propre** est **corrigé symétriquement** pour tenir compte de l'application du présent **[II.]**.

Lorsque, **par délibérations concordantes**, des **communes** décident, ou ont décidé antérieurement à l'entrée en vigueur de la présente loi, de **répartir entre elles** tout ou partie de la **taxe foncière sur les propriétés bâties** perçue sur leur territoire, le **potentiel fiscal** des communes concernées est **corrigé** pour tenir compte de cette répartition.

LA POSSIBILITE, POUR UNE COMMUNAUTE A FISCALITE ADDITIONNELLE, D'INSTITUER UNE DOTATION DE SOLIDARITE

▪ **[III.]** Un **EPCI à fiscalité additionnelle**, ou à **fiscalité additionnelle** et à **fiscalité professionnelle de zone**, peut instituer dans ses **statuts** une **dotation de solidarité** au profit de ses **communes membres** ou d'**EPCI à fiscalité propre limitrophes**.

Cette **dotation** est calculée par référence à un certain **pourcentage** du **produit de taxe foncière sur les propriétés bâties** ou du **produit des impositions directes locales** perçu par l'**EPCI**, elle est **répartie** d'après des **critères définis** dans les **statuts** de l'**EPCI**.

Une **communauté urbaine à fiscalité additionnelle**, ou à **fiscalité additionnelle** et à **fiscalité professionnelle de zone**, institue une **dotation de solidarité communautaire** dont le **montant** est **fixé** par le **conseil de la communauté urbaine** en fonction d'un **pourcentage** du **produit de taxe foncière sur les propriétés bâties** ou du **produit des impositions directes locales**, perçu par la **communauté urbaine**. Les **critères de répartition** sont fixés par le **conseil de la communauté urbaine**.

▪ Ces **critères** sont **notamment déterminés en fonction** :

- de l'**écart du revenu par habitant** de la **commune** au revenu moyen par habitant sur le territoire de l'**EPCI**,
- de l'**insuffisance de potentiel fiscal par habitant** de la **commune** au regard du potentiel fiscal ou financier communal moyen par habitant sur le territoire de l'**EPCI**.

Des **critères complémentaires** peuvent être **choisis par le conseil**.

LA CREATION DE LA TAXE POUR FRAIS DE CCI, CONSTITUEE DE DEUX TAXES ADDITIONNELLES A LA CFE ET A LA CVAE

▪ **[I.]** Il est **pourvu** à une partie des **dépenses** des **chambres de commerce et d'industrie de région** ainsi qu'aux **contributions** allouées par ces dernières, selon des **modalités** fixées par **décret en Conseil d'Etat**, aux **chambres de commerce et d'industrie territoriales** et à l'**assemblée des chambres françaises de commerce et d'industrie** au moyen d'une **taxe pour frais de chambres** constituée de **deux contributions** :

- une **taxe additionnelle** à la **cotisation foncière des entreprises (CFE)**,
- et une **taxe additionnelle** à la **cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE)**.

La **taxe pour frais de chambres** est **employée**, dans le respect des règles de concurrence nationales et communautaires, pour remplir les **missions** prévues à l'**article L. 710-1** du **code de commerce**, à l'exclusion des activités marchandes.

LES EXONERATIONS DE LA TAXE POUR FRAIS DE CCI

Sont **exonérés** de cette **taxe** :

- **[1°]** les **redevables** qui exercent exclusivement une **activité non commerciale** au sens du **[1.]** de l'**article 92** ;
- **[2°]** les **loueurs de chambres ou appartements meublés** ;
- **[3°]** les **chefs d'institution et maîtres de pension** ;
- **[4°]** les **sociétés d'assurance mutuelles** ;
- **[5°]** les **artisans** établis dans la circonscription d'une chambre de métiers et de l'artisanat, régulièrement **inscrits** au **répertoire des métiers** et qui ne sont **pas** portés sur la **liste électorale** de la **chambre de commerce et d'industrie** de leur circonscription ;
- **[6°]** les **caisses de crédit agricole mutuel** ;
- **[7°]** les **caisses de crédit mutuel** adhérentes à la **Confédération nationale du crédit mutuel** ;
- **[8°]** l'**organe central du crédit agricole** ;
- **[9°]** les **caisses d'épargne et de prévoyance** ;
- **[10°]** les **sociétés coopératives agricoles, unions de coopératives agricoles et sociétés d'intérêt collectif agricole** ;
- **[11°]** les **artisans pêcheurs** et les **sociétés de pêche artisanale** visés aux **[1°]** et **[1° bis]** de l'**article 1455** ;
- **[12°]** les **personnes physiques** ayant une **activité commerciale** dispensées d'**immatriculation** au **registre du commerce et des sociétés** en application de l'**article L. 123-1-1** du **code de commerce**.

LES MODALITES DE CALCUL DE LA TAXE ADDITIONNELLE A LA CFE

▪ **[II. 1.]** La **taxe additionnelle** à la **CFE** mentionnée au **[I.]** est **due** par les **redevables** de cette cotisation **proportionnellement** à leur **base d'imposition**.

- Cette **base d'imposition** est **réduite de moitié** pour les **artisans** :
 - régulièrement **inscrits** au **répertoire des métiers**,
 - et qui restent **portés sur la liste électorale** de la **chambre de commerce et d'industrie territoriale** de leur circonscription.
- Pour les **impositions établies au titre de 2011 et 2012**, sont calculés **2 taux** :
 - **[1°]** un **taux régional de taxe additionnelle** à la **CFE** applicable dans la **circonscription de chaque chambre de commerce et d'industrie de région** égal au **quotient**, exprimé en **pourcentage** :
 - d'une **fraction** égale à **40 %** de la **somme des produits** de la **taxe additionnelle** à la **taxe professionnelle** mentionnée au présent article (dans sa rédaction en vigueur au 1er janvier 2009) perçus en **2009** par les **chambres de commerce et d'industrie rattachées à la chambre de commerce et d'industrie de région**, multipliés par le **pourcentage** mentionné aux **3^{ème} à 6^{ème} alinéas** du **[III.]** de l'**article 3** de la **LF 2010** applicable à chacune des **chambres de commerce et d'industrie**,
 - par le **montant total** des **bases de CFE imposées en 2010** des **établissements des entreprises redevables de la taxe additionnelle à la CFE** situés dans la **circonscription de chaque chambre de commerce et d'industrie de région**,
 - **[2°]** un **taux local de taxe additionnelle** à la **CFE** applicable dans la **circonscription de chaque chambre de commerce et d'industrie territoriale** égal au **quotient**, exprimé en **pourcentage** :
 - d'une **fraction** égale à **40 %** du **produit** de la **taxe additionnelle** à la **taxe professionnelle** mentionnée au présent article (dans sa rédaction en vigueur au 1er janvier 2009) **perçu** en **2009** par **chaque chambre de commerce et d'industrie** multiplié par le **pourcentage** mentionné aux **3^{ème} à 6^{ème} alinéas** du **[III.]** de l'**article 3** de la **LF 2010** applicable à chacune des **chambres de commerce et d'industrie**,

- par le **montant total** des **bases de CFE imposées en 2010** des **établissements des entreprises redevables de la taxe additionnelle à la CFE** situés dans la **circonscription de chaque chambre de commerce et d'industrie territoriale**.
- En **2011**, le **taux applicable à chaque établissement** est **égal à la somme** :
 - de **deux tiers** du **taux local** de la **chambre de commerce et d'industrie territoriale** dans le ressort de laquelle il se trouve,
 - et d'un **tiers** du **taux régional de la chambre de commerce et d'industrie de région** dans le ressort de laquelle il se trouve.
- En **2012**, le **taux applicable à chaque établissement** est **égal à la somme** :
 - d'un **tiers** du **taux local** de la **chambre de commerce et d'industrie territoriale** dans le ressort de laquelle il se trouve,
 - et de **deux tiers** du **taux régional de la chambre de commerce et d'industrie de région** dans le ressort de laquelle il se trouve.
- **À compter des impositions établies au titre de 2013**, le **taux applicable à chaque établissement** est le **taux régional de la chambre de commerce et d'industrie de région** dans le ressort de laquelle il se trouve.

Les **chambres de commerce et d'industrie de région** votent chaque année ce **taux** qui ne peut **pas excéder** celui de l'**année précédente**.

À compter de **2013**, une **convention d'objectifs et de moyens** est **conclue**, dans des **conditions** fixées par **décret** en Conseil d'État, **entre chaque chambre de commerce et d'industrie de région** et l'**État**.

- **[II. 2.]** Chaque **chambre de commerce et d'industrie de région** perçoit le **produit** de la **taxe additionnelle à la CFE** due au titre des **établissements situés dans sa circonscription**.

LES MODALITES DE CALCUL DE LA TAXE ADDITIONNELLE A LA CVAE

- **[III.1.]** La **taxe additionnelle à la CVAE** mentionnée au **[I.]** est **égale à une fraction** de la **cotisation** visée à l'**article 1586 ter** (*principes d'application de la CVAE*) due par les entreprises redevables après application de l'**article 1586 quater** (*dégrèvement dégressif*).

- Le **taux national** de cette taxe est **égal au quotient**, exprimé **en pourcentage** :
 - d'une **fraction** égale à **60 %** de la **somme des produits** de la **taxe additionnelle à la taxe professionnelle** mentionnée au présent article (dans sa rédaction en vigueur au 1^{er} janvier 2009) perçus en **2009** par les **chambres de commerce et d'industrie**, **multiplié** par le **pourcentage** mentionné aux **3^{ème} à 6^{ème} alinéas** du **[III.]** de l'**article 3** de la **LF 2010** précitée **applicable à chacune des chambres de commerce et d'industrie**,
 - par le **produit** de la **CVAE** perçu, après application de l'**article 1586 quater**, au titre de **2010**.
- Ce **taux** est **réduit** :
 - de **4 %** pour les **impositions** établies au **titre de 2011**,
 - de **8 %** pour les **impositions** établies au **titre de 2012**,
 - de **15 %** pour les **impositions** établies **à compter de 2013**.

☞ *Ainsi, afin de ne pas pénaliser les chambres pour les années 2011 et suivantes, les taux des taxes additionnelles à la CFE et à la CVAE sont calculés en référence au produit de la taxe additionnelle à la TP de 2009, en y appliquant la réfaction (comprise entre 2 % et 5 %, selon les chambres) prévue par l'article 3 de la LF 2010.*

L'AFFECTATION DU PRODUIT DE LA TAXE ADDITIONNELLE A LA CVAE AU FONDS DE FINANCEMENT DES CCI DE REGION

- **[III.2.]**-Le **produit** de la **taxe additionnelle à la CVAE** est affecté au **fonds de financement des chambres de commerce et d'industrie de région**.
- Pour **chaque chambre de commerce et d'industrie de région**, est **calculée la différence** entre :
 - la **somme des produits** de la **taxe additionnelle à la CFE** mentionnée au présent article (dans sa rédaction en vigueur au 1^{er} janvier 2010) perçus en **2010** par les **chambres de commerce et d'industrie territoriales rattachées à la chambre de commerce et d'industrie de région**, **minorée** :
 - de **4 %** pour le **calcul** de cette **différence** applicable aux **versements opérés en 2011**,
 - de **8 %** pour le **calcul** de cette **différence** applicable aux **versements opérés en 2012**,
 - et de **15 %** pour le **calcul** de cette **différence** applicable aux **versements opérés à compter de 2013** ;
 - une **fraction** égale à **40 %** de la **somme des produits** de la **taxe additionnelle à la CFE** mentionnée au présent article (dans sa rédaction en vigueur au 1^{er} janvier 2010) perçus en **2010** par les **chambres de commerce et d'industrie territoriales rattachées à la chambre de commerce et d'industrie de région**, **minorée** du **prélèvement** mentionné au **5. 3. 5** de l'**article 2** de la **LF 2010**.

- Si le produit de la taxe additionnelle à la CVAE affecté, au titre d'une année, au fonds de financement des chambres de commerce et d'industrie de région est supérieur ou égal à la somme des différences calculées en application des 3 alinéas précédents, le fonds de financement des chambres de commerce et d'industrie de région :
 - verse, à chaque chambre de commerce et d'industrie de région, un montant égal à sa différence,
 - puis verse aux chambres de commerce et d'industrie de région le solde du produit qui lui est affecté proportionnellement à la valeur ajoutée imposée dans les communes de leur circonscription et retenue pour la détermination de la CVAE en application du [II.1.] de l'article 1586 ter.
- Si le produit de la taxe additionnelle à la CVAE affecté, au titre d'une année, au fonds de financement des chambres de commerce et d'industrie de région est inférieur à la somme des différences calculées en application des 2^{ème} à 4^{ème} alinéas du présent [2.], le fonds de financement des chambres de commerce et d'industrie de région verse, à chaque chambre de commerce et d'industrie de région, un montant égal au produit de sa différence par un coefficient unique d'équilibrage, calculé de sorte que la somme des versements soit égale au produit de la taxe additionnelle à la CVAE affecté, au titre de l'année, au fonds.

LES MODALITES D'APPLICATION DES [II.] ET [III.] DE L'ARTICLE 1600

- [IV.] Pour l'application des [II.] et [III.], les produits de la taxe additionnelle à la CFE perçus en 2010 s'entendent de l'ensemble des sommes mises en recouvrement en 2010 au titre de la taxe additionnelle à la CFE au titre de 2010.

LES CONDITIONS DE CALCUL DU TAUX DE LA TAXE ADDITIONNELLE A LA CFE EN 2011

- En vertu du [III.] de l'article 41 de la LFR 2010, pour le calcul du taux de la taxe additionnelle à la CVAE applicable en 2011, le montant du produit mentionné au 3^{ème} alinéa du [III. 1] de l'article 1600 du CGI (dans sa rédaction en vigueur au 1er janvier 2011) est :
 - majoré du montant des écarts constatés en 2010 entre :
 - la taxe additionnelle à la CFE versée à chaque chambre de commerce et d'industrie,
 - et le montant de la taxe additionnelle à la CFE figurant dans le budget prévisionnel approuvé pour 2010 par l'autorité de tutelle pour chacune des chambres de commerce et d'industrie,
 - minoré de la différence, pour chaque chambre de commerce et d'industrie, entre :
 - le montant figurant dans le budget prévisionnel approuvé pour 2010 en application du [IV.] de l'article 29 de la LF 2003,
 - et le montant prélevé en 2010 en application du [5. .3. 5.] de l'article 2 de la LF 2010.

LES MODALITES DE REVERSEMENT DE LA MAJORATION DU PRODUIT DE LA TAXE ADDITIONNELLE A LA CVAE

- En vertu du [IV.] de l'article 41 de la LFR 2010 (modifié par l'article 73 de la LFR 2011, la majoration du produit de la taxe additionnelle à la CVAE résultant du [III.] du présent article, affectée au fonds de financement des chambres de commerce et d'industrie de région dans les conditions prévues au [III. B] de l'article 1600 (dans sa rédaction en vigueur au 1er janvier 2011), est reversée par les chambres de commerce et d'industrie de région à chaque chambre de commerce et d'industrie territoriale de leur ressort proportionnellement à la somme :
 - des écarts constatés en 2010 pour chaque chambre de commerce et d'industrie entre :
 - le montant de la taxe additionnelle à la CFE encaissé en 2010,
 - et le produit de la taxe additionnelle à la taxe professionnelle (mentionné à l'article 1600 du CGI) perçu en 2009 par les chambres de commerce et d'industrie, multiplié par le pourcentage mentionné au [III. 3^{ème} à 6^{ème} alinéa] de l'article 3 de la LF 2010 applicable à chacune des chambres de commerce et d'industrie,
 - et des écarts constatés pour chaque chambre de commerce et d'industrie entre :
 - le montant figurant dans les budgets exécutés en application du [IV.] de l'article 29 de la LF 2003,
 - et le montant prélevé en 2010 en application du [5. 3. 5.] de l'article 2 de la LF 2010.

} lorsque
cette
somme
est
négative

☞ A été ainsi rétablie, par substitution à la rédaction précédente du [IV.] de l'article 41 de la LFR 2010, une répartition entre les chambres de commerce et d'industrie territoriales du complément de TACVAE au prorata des « pertes » réelles 2010 de chacune. Est prise en compte la différence entre :

- la TACFE théorique prévue pour 2010 (correspondant à un pourcentage de la taxe additionnelle à la TP 2009),
- et la TACFE effectivement perçue en 2010.

Cette différence est corrigée du gain dû à la diminution du prélèvement France Télécom en 2010.

- En vertu du [II.2°] de l'article 44 de la 4^{ème} LFR 2011, en 2011, le fonds de financement des chambres de commerce et d'industrie de région mentionné au [III. 2.] de l'article 1600 du CGI, est alimenté à hauteur d'un montant équivalent à 60 % des produits de la taxe additionnelle à la taxe professionnelle prévue à l'article 1600 du CGI, dans sa rédaction en vigueur au 1^{er} janvier 2009, perçus en 2009 par les chambres de commerce et d'industrie, multipliés par les pourcentages mentionnés aux 3^{ème} à 6^{ème} alinéas du [III.] de l'article 3 de la loi de finances pour 2010 et applicables à chacune des chambres de commerce et d'industrie. Ce montant est :
 - minoré de 4 %,
 - puis majoré de la différence entre les montants mentionnés aux 2 derniers alinéas du [III.] de l'article 41 de la loi de finances rectificative pour 2010 (n° 2010-1658).
- En 2012, le fonds mentionné au 1^{er} alinéa est alimenté à hauteur du montant de la taxe additionnelle à la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises encaissé en 2011, net des restitutions et remboursements de taxe additionnelle à la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises au titre de 2011 opérés en 2011.

Ce montant est majoré du montant de la taxe additionnelle à la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises au titre de 2011 encaissé au cours du 1^{er} semestre 2012 :

- net des restitutions et remboursements de taxe additionnelle à la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises au titre de 2011 opérés au cours de la même période,
- et minoré de la différence entre les montants mentionnés aux 2 derniers alinéas du [III.] de l'article 41 de la loi de finances rectificative pour 2010 (n° 2010-1658).
- En 2013, le produit de la taxe additionnelle à la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises affecté au fonds mentionné au 1^{er} alinéa du présent [2.] est minoré de la différence entre :
 - le montant de la taxe additionnelle à la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises due en 2011,
 - et le montant de la taxe additionnelle à la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises encaissé en 2011.

▪ Il est ainsi créé un mécanisme transitoire d'alimentation du fonds de financement percevant le produit de la taxe additionnelle à la CVAE.

▪ Pour 2011, le fonds est alimenté par un versement de l'État correspondant au produit attendu de la taxe additionnelle à la CVAE et construit à partir du produit servant à établir le taux de celle-ci à savoir :

- 60 % du produit de taxe additionnelle à la TP 2009 minorée du coefficient de réfaction compris entre 2 et 5 % (ce montant étant celui qui sert de base au calcul du taux de taxe additionnelle à la CVAE),
- minoré de 4 % (comme l'est le taux de taxe additionnelle à la CVAE au titre de 2010),
- et majoré du solde net entre le report de la perte d'assiette liée aux disparitions d'établissements en 2010 et le prélèvement France Télécom.

▪ Pour 2012, le fonds est alimenté sur la base des produits de taxe additionnelle à la CVAE au titre de 2011 effectivement perçus (nets des restitutions et remboursements) jusqu'au terme du 1^{er} semestre 2012.

Ce montant est minoré du solde net entre le report de la perte d'assiette liée aux disparitions d'établissements en 2010 et le prélèvement France Télécom, puisque cette correction n'intervient qu'une fois et qu'il a été procédé à son versement en 2011, comme cela a été indiqué ci-dessus.

▪ À partir de 2013, le « régime de croisière » s'appliquera et reposera sur le versement des produits encaissés l'année précédente, qui correspondent, outre aux régularisations sur exercices antérieurs, aux acomptes au titre de l'année N-1 et à la régularisation au titre de l'année N-2.

En 2013, le fonds de financement versera donc les acomptes au titre de 2012 et le solde au titre de 2011.

▪ L'administration estime que les acomptes de taxe additionnelle à la CVAE au titre de 2011 ont été inférieurs aux montants effectivement dus. Il devrait en résulter un solde (versé en 2012) majoré à due concurrence.

▪ Ce solde est, en pratique, versé deux fois, en 2012, en application du régime transitoire, et en 2013, en application du régime de croisière. En revanche, le moindre produit attendu sur les acomptes versés en 2011 n'est pris en compte qu'une seule fois, au titre des versements de 2012 puisque l'année 2011 fonctionne avec une alimentation directe par l'État du fonds.

▪ Afin d'éviter qu'il en résulte une charge pour l'État, il est prévu, et c'est le dernier ajustement transitoire du dispositif, de procéder à un prélèvement sur le fonds égal à la différence entre le montant dû en 2011 (qui est donc le montant des acomptes au titre de 2011) et le montant encaissé au titre de 2011, cette différence correspondant donc, en principe, au montant du solde net versé en 2012.

☞ Ces modifications, d'ordre technique, ne modifient pas les modalités de calcul de la taxe, mais comblent une lacune relative au fonctionnement du fonds de financement des CCI de région.

**L'ÉVOLUTION DES PÉRIMÈTRES DES COMPENSATIONS D'EXONÉRATIONS
RESULTANT DE LA RÉFORME DE LA TAXE PROFESSIONNELLE**

[article 51 de la LF 2011, modifiant l'article 1586 B du CGI, les articles L. 2335-3, L. 3334-17, L. 4332-11, L. 5214-23-2, L. 5215-35 et L. 5216-8-1 du CGCT et différents textes législatifs non codifiés]

LES COMPENSATIONS FAISANT OU NON L'OBJET D'UN AJUSTEMENT

▪ Les **exonérations** concernent l'**ensemble des impositions directes locales (IDL)**. Ces exonérations peuvent être **compensées**. Lorsqu'elles le sont, les **compensations** s'effectuent au moyen de **prélèvements sur recettes** évalués en loi de finances de l'année. A ce titre, la **LF 2010** prévoyait un **montant total de compensations d'exonérations de 3,4 milliards d'euros**.

LES COMPENSATIONS FAISANT L'OBJET D'UN AJUSTEMENT (A LA BAISSE)

▪ Chaque année et afin de respecter l'objectif global d'évolution des concours financiers de l'État aux collectivités locales, une partie des **compensations d'exonérations** sont **minorées** en LFI. Ainsi, en LF 2010, le montant total des **compensations d'exonérations soumises à minoration**, avant prélèvement spécifique, était estimé à **1,469 milliards d'euros ([IX.] de l'article 47 de la LF 2010)**. Sont concernées en **2010** :

- les **allocations compensatrices** des exonérations dont le taux d'évolution était lié en **2008** au **contrat de stabilité** défini par l'article 36 de la **LF 2008** :
 - la **dotation de compensation de la taxe professionnelle** hors réduction du fait de la création d'entreprises (DCTP hors RCE), d'un montant de 586 millions d'euros en 2010,
 - la **réduction du fait de la création d'entreprises (RCE)**,
 - la **dotation de compensation des exonérations de taxes foncières sur les propriétés non bâties** afférentes aux **terrains agricoles** hors Corse et hors part communale et part des établissements publics de coopération intercommunale, 203 millions d'euros en 2010,
 - la **dotation de compensation de la réduction de la fraction imposable des recettes** de la taxe professionnelle (exonération BNC - bénéfiques non commerciaux), 282 millions d'euros en 2010,
- les **allocations compensatrices** auxquelles un **taux de minoration** a été appliqué à compter de **2009** conformément à l'article 48 de LF 2009 et n'appartenant **pas au 1^{er} groupe** ci-dessus. Ces diverses dotations sont, par impôt, les suivantes :
 - **taxe foncière sur les propriétés bâties (TFPB)** :
 - **abattement de 30 %** sur les bases des **logements situés en zone urbaine sensible (ZUS)**,
 - **abattement de 30 %** sur les bases des **logements** faisant l'objet d'une **convention globale de patrimoine** passée entre l'État et les organismes HLM,
 - **exonération des logements pris à bail** dans les conditions des articles L. 251-1 à L. 252-4 du code de la construction et de l'habitat,
 - **exonération des immeubles professionnels** situés dans les **zones franches urbaines (ZFU)**,
 - **exonération des personnes de condition modeste**,
 - **exonération de longue durée** (10, 15, 20, 25 et 30 ans) relatives aux **constructions neuves de logements sociaux** et de **15 ans** pour l'**acquisition de logements sociaux**.
 - **taxe foncière sur les propriétés non bâties (TFPNB)** :
 - **exonération des terrains plantés en bois**,
 - **exonération des terrains situés dans certaines zones humides ou naturelles**,
 - **exonération des terrains situés dans un site « Natura 2000 »**.
 - **taxe professionnelle (TP)** :
 - **exonération dans les zones franches urbaines (ZFU)**,
 - **exonération dans les zones de revitalisation rurale (ZRR)**,
 - **exonération dans les zones de redynamisation urbaine (ZRU)**.

LES COMPENSATIONS NE FAISANT PAS L'OBJET D'UN AJUSTEMENT

- La loi de finances pour 2009 a institué une catégorie de **compensations ne servant pas de variable d'ajustement** :
 - la **compensation des exonérations de taxe d'habitation** (article 1414 du CGI), dont le montant était égal à **1.250 millions d'euros en 2010**.
 - ☞ *Cette compensation n'est pas diminuée au nom d'une certaine forme de péréquation, envers les collectivités dont les habitants sont de condition modeste. La commission des finances de l'Assemblée Nationale s'est interrogée sur la pertinence de cette exception, compte tenu de son montant important.*
 - les **compensations d'exonérations** applicables en **Corse** :
 - **exonération pour 5 ans des investissements réalisés de 2002 à 2012** (3,3 millions d'euros en 2009, extinction en 2017),
 - **exonération pour 5 ans de certains établissements existant en 1997 et des créations d'établissements intervenues entre 1997 et 2002**, complétée par un système progressif de retour au droit commun (extinction en 2010),
 - la **part communale de la taxe foncière sur les propriétés non bâties agricoles** (174,4 millions d'euros en 2010),
 - ☞ *Cette compensation continue d'être préservée du rôle d'ajustement, dans la mesure où elle concerne les communes rurales, pour lesquelles elle peut représenter un montant important (par rapport à l'ensemble de leurs recettes).*

- Les [I.] et [II.] de l'article 51 de la LF 2011 assurent les **mouvements de périmètre** résultant de la réforme de la taxe professionnelle.

LE CALCUL DES COMPENSATIONS D'EXONERATION SUIT LES TRANSFERTS DES IMPOSITIONS

- Les **transferts de la part régionale de la TFPB** aux départements, de la **part départementale de la TH** aux communes et EPCI et des **parts départementale et régionale de la TP** (devenue **CFE**) aux communes et EPCI entraînent la **migration** parallèle des **compensations** versées au titre des assiettes exonérées par la loi.

Une **partie** de ces **migrations** a été opérée dans le [8.] de l'article 77 de la LF 2010, notamment la **fermeture du bénéfice des compensations d'exonération** pour les **régions** (qui ne perçoivent plus ni TFPB, ni TFPNB, ni CFE).

- Le présent article **affine** ces **migrations** pour tenir compte des **transferts définitivement décidés** en LF 2010 :
 - le [A. 1. et 2.] du [I.] **modifie** le **calcul de la compensation départementale pour les exonérations de TFPB des logements sociaux**, afin de tenir compte du transfert du taux régional,
 - le [B] du [I.] **supprime** le bénéfice de la **compensation au titre des personnes modestes exonérées** :
 - aux **régions et départements** s'agissant de la **TH**,
 - et aux **régions** s'agissant de la **TFPB**,
 - ☞ *Les corrections aux règles de calcul proprement dites ont été opérées dans l'article 77 de la LF 2010.*
 - les [C] et [D] du [I] :
 - réservent également (au 1^o) le bénéfice de la **compensation des exonérations de CFE** pour les **créations d'établissements** en ZFU et ZRU aux **seules communes et EPCI**,
 - et **modifient** (au 2^o) les **règles de calcul** de ces **compensations** pour tenir compte du **transfert des taux régional et départemental de TP**,
 - ☞ *Il s'agit là d'une coordination avec les régimes d'exonération prévus par les nouveaux articles 1449 et suivants du CGI tels qu'ils résulteront, en 2011, de la LF 2010.*
 - le [A] du [II.] **supprime** la **compensation régionale des exonérations de TFPB** pour les **logements sociaux**,
 - le [B] du [II.] **réserve** la **compensation de l'exonération de TFPNB** dont bénéficient les **terres agricoles en Corse** aux **seules communes**,
 - le [E] du [I.] opère pour sa part une **simple correction rédactionnelle**,
 - le [F] du [I.] **corrige** les **modalités de détermination des dotations de compensation des pertes d'allocations compensatrices d'exonérations** au profit des **départements et des régions**.
 - ☞ *Les nouvelles références mentionnées permettent de recenser de manière exhaustive les dispositifs d'allègement de fiscalité disparaissant au 1^{er} janvier 2011 et devant être compensés.*

LA RECONSTRUCTION D'UNE DOTATION GLOBALE DE COMPENSATION PAR ECHELON DE COLLECTIVITES

▪ À l'instar de la création de la DCTP en loi de finances pour 1987, le [II.] de l'article 51 consolide plusieurs « compensations d'exonérations », désormais **déconnectées de l'assiette fiscale** (c'est-à-dire dont le montant a été forfaitisé pour l'avenir), au sein d'une **seule dotation globale de compensation pour chacun des échelons**.

▪ Les [XVIII.] et [XIX.] du [8.] de l'article 77 de la LF 2010 ont instauré une **dotation régionale** et une **dotation départementale** regroupant chacune les **compensations d'exonérations au sens strict** ainsi que les sommes qui étaient perçues au titre de la **DCTP**, de la **réduction de la fraction imposable des recettes des BNC** et de la **suppression de la TFNB agricoles**.

Chacune de ces dotations comprend donc :

- un **compartiment regroupant des variables d'ajustement**,
- et un **compartiment regroupant des compensations** qui ne sont pas minorées.

▪ Le [I.] du [III.] du présent article crée également une **dotation regroupant les attributions des communes** et des **EPCI** au titre de la **DCTP** et de la **réduction de la fraction imposable des recettes des BNC**, c'est-à-dire les **sommes** qui sont **déconnectées de l'assiette fiscale**.

Par **coordination** avec la création de cette **dotation consolidée** :

- les [1.], [2.] et [3.] du [C] du [II.] **suppriment les mesures transitoires** adoptées en 2009 et insérées aux articles [6.] de la **LF 1987 (DCTP)** et [26.] de la **LF 2003 (recettes des BNC)**, et les **remplacent** par un **alinéa de renvoi global** aux trois nouvelles dotations consolidées,
- le [D] du [II.] du présent article procède à des **coordinations omises en 2009** sur la **fraction de la DCTP** compensant la **réduction pour création d'établissement (RCE)**.

L'APPLICATION DE LA MINORATION AUX VARIABLES D'AJUSTEMENT - 7,43 %

▪ Les [III.] et [IV.] de l'article 51 déclinent les **modalités d'ajustement de chacune des variables**. Ces modalités sont **inchangées** depuis leur première mise en œuvre en LF 2009. Elles consistent en l'inscription d'une **règle de minoration** dans chacun des dispositifs juridiques prévoyant une **compensation d'exonération ajustée**, ou dans chacune des **dotations ajustées** (DCTP, par exemple).

Cette règle renvoie à un **taux de minoration** fixé par l'article 51 dans son [IV.].

▪ En premier lieu, le [III.] du présent article insère à nouveau le **mécanisme de minoration** dans les **dispositifs respectifs de chacune des variables** :

- les [A], [B] et [C] l'insèrent dans le **calcul des compensations des exonérations de TFPB** au titre des **logements sociaux, logements pris à bail de réhabilitation** ou faisant l'objet d'une **convention de patrimoine avec les OPHLM**,
- le [D] l'insère dans le **calcul des compensations des exonérations de TFPB** au titre des **personnes modestes**,
- le [E] l'insère dans le **calcul des compensations des exonérations de TFPB** au titre des **installations en zones franches urbaines**,
- le [F] l'insère dans le **calcul des compensations des exonérations de TFPNB** au titre des **terrains plantés en bois**, situés en **zone humide** ou dans un **site Natura 2000**,
- le [G] l'insère dans le **calcul de la DCTP** au titre de la **réduction pour création d'établissement**,
- le [H] l'insère dans le **calcul des compensations des exonérations de CET** pour les établissements en **zone franche urbaine**, de **revitalisation rurale**, ou de **redynamisation urbaine**.

▪ Le [I.] du [III.], créant la **dotation globale** regroupant la **DCTP** et la **compensation de la réduction de la fraction imposable des recettes des BNC** versées aux **communes et EPCI**, prévoit également le **mécanisme de minoration**.

▪ Le [J] du [III.] répercute le **mécanisme de minoration** dans les **deux dotations globales de compensation** bénéficiant respectivement aux **départements** et aux **régions**, en **ciblant** en leur sein les **compensations servant de variables**.

▪ Le [K] du [III.] assure la **coordination** de cette **minoration** lorsque les **compensations** sont **perçues par un EPCI**, en **substitution** de ses **communes membres**.

**LES DISPOSITIONS RELATIVES AUX COMPENSATIONS
DES MESURES D'ALLEGEMENT DE LA FISCALITE DIRECTE A COMPTER DE 2011**

[8. de l'article 77 de la LF 2010]

**LA PRISE EN COMPTE, POUR LES COMPENSATIONS DES EXONERATIONS DE TAXE D'HABITATION DES COMMUNES ET EPCI
DES TAUX RETENUS POUR CELLES VERSEES EN 2010 AUX DEPARTEMENTS**

[3^{ème} et 4^{ème} alinéas du [II.] de l'article 21 de la LF 1992]

- **[I.]** A compter de **2011**, les **taux** à prendre en compte pour les **communes** ou les **EPCI à fiscalité propre** pour les **compensations** des **exonérations** de **TH** sont **majorés** en fonction des **taux retenus** déterminant les **allocations compensatrices** versées en **2010** au profit des **départements**.
- Les **dispositions** relatives à cette **majoration** sont fixées au **[VI.]** (voir ci-dessous).

**LA PRISE EN COMPTE, POUR LES COMPENSATIONS DES EXONERATIONS OU ABATTEMENTS DE TP
DES TAUX RETENUS POUR CELLES VERSEES EN 2010 AUX DEPARTEMENTS ET AUX REGIONS**

**[article 5 [VII.] de la loi n° 2009-594, article 6 [IV bis.] de la LF 1987,
article 29 [IV. B.] de la loi n° 2006-396, article 48 [VII. B.] de la loi n° 2002-92,
article 2 [III.] de la loi n° 94-1131, article 95 de la LF 1998, article 52 de la loi n° 95-115]**

- **[V.]** A compter de **2011**, les **taux** à prendre en compte pour les **communes** et les **EPCI à fiscalité propre** pour le calcul des **compensations des exonérations** ou des **abattements** (*visés aux alinéas précédents des articles indiqués ci-dessus*) sont **majorés** en fonction des **taux retenus** pour déterminer les **allocations compensatrices** versées en **2010** au profit des **départements** et des **régions**.

☞ *Il s'agit des compensations des exonérations et abattements de TP suivants :*

- *article 5 [VII.] de la loi n°2009-594 : abatement de TP applicable en zone franche d'activité (outre-mer),*
- *article 6 [IV bis.] de la LF 1987 : majoration de la DCTP, relative au dernier alinéa du [II.] de l'article 1478 (réduction de 50 % des bases de TP la 1^{ère} année),*
- *article 29 [IV. B.] de la loi n° 2006-396 : exonération de TP au titre du [I sexies] de l'article 1466 A (ZFU),*
- *article 48 [VII B.] de la loi n° 2002-92 : exonérations de TP en Corse au titre des articles 1466 B. bis et 1466 C.,*
- *article 2 [III] de la loi n° 94-1131 : exonération de la part départementale en Corse et abatement de 25 %,*
- *article 95 de la LF 1998 : exonération de TP au titre de l'article 1465 A (ZRR),*
- *article 52 de la loi n° 95-115 : exonération de TP au titre de l'article 1465 A (ZRR) et du [I bis] de l'article 1466 A (ZUS).*
- Les **dispositions** relatives à cette **majoration** sont fixées au **[VI.]** (voir ci-dessous).

**LES MODALITES DE PRISE EN COMPTE DES TAUX DEPARTEMENTAUX ET REGIONAUX
POUR LE CALCUL DES ALLOCATIONS COMPENSATRICES**

- **[VI.]** Les **taux** à retenir pour **calculer** les **allocations compensatrices** de **TH** à verser à compter de **2011** au profit des **communes** et des **EPCI à fiscalité propre** (en application des **dispositions** visées au **[I.]** ci-dessus) sont **majorés** des **taux départementaux** retenus pour déterminer les **compensations** versées en **2010** aux **départements**.
- Les **taux** à retenir pour **calculer** les **allocations compensatrices** de **TP** à verser à compter de **2011** au profit des **communes** ou des **EPCI à fiscalité propre** (en application des dispositions visées au **[V]** ci-dessus) sont :
 - **majorés** des **taux départementaux et régionaux** retenus pour déterminer les **compensations** versées en **2010** aux **départements** et aux **régions**,
 - puis **multipliés** par un **coefficient** de **0,84**.
- La **majoration** n'est **pas applicable** aux **communes** appartenant en **2011** à un **EPCI** s'étant **substitué** à celles-ci pour **percevoir** la **TP** (**unique** ou de **zone**).
- Les **taux départementaux** et les **taux régionaux** retenus pour déterminer les **allocations compensatrices** en **2010** viennent **majorer**, le cas échéant, le **taux** de la **commune** ou de l'**EPCI** bénéficiant de la **compensation** en **2010** :
 - pour la **commune** qui n'est **pas membre** en **2011** d'un **EPCI à fiscalité propre**,
 - et pour la **commune** qui n'est **pas membre** en **2011** d'un **EPCI à fiscalité propre**,
 - et pour les **EPCI** levant la **TP unique**

- En présence d'**EPCI à fiscalité additionnelle**, les **taux** appliqués aux **compensations** versées à compter de **2011** sont **majorés**, le cas échéant, d'une **fraction** des **taux** des **départements** et des **régions** retenus pour déterminer les **allocations compensatrices** en **2010**.

Cette **fraction** (*dite fraction complémentaire*) est celle définie au **9^{ème} alinéa** du **[I.3.1°]** de l'**article 1640 C (volet 8)**.

- Pour les **EPCI à fiscalité additionnelle**, les **taux** appliqués aux **compensations** versées à compter de **2011** sont **majorés**, le cas échéant, d'une **fraction** des **taux** des **départements** et des **régions** retenus pour déterminer les **allocations compensatrices** en **2010**.

Cette **fraction** est celle définie au **8^{ème} alinéa** du **[I.3.1°]** de l'**article 1640 C (volet 8)**.

LE PLAFONNEMENT, AU MONTANT 2010, DE LA DOTATION DE COMPENSATION DE LA TAXE PROFESSIONNELLE (DCTP)

- **[VIII.]** A compter de **2011**, la **dotation de compensation de la taxe professionnelle (DCTP)** ne peut **pas** être **supérieure** à la **compensation** de l'année **2010**.

☞ *La DCTP regroupe désormais les compensations :*

- *du plafonnement du taux communal (qui date de 1983),*
- *de la réduction de la fraction des salaires prise en compte dans les bases de TP (1983),*
- *de l'abattement de 16 % des bases de TP (1987).*

- Le même **plafonnement** s'applique à la **compensation** de la **réduction** de la **fraction de recettes** des **titulaires de bénéficiaires non commerciaux** (*passage progressif, entre 2003 et 2006, de 10 % des recettes à 6 %*).

☞ *En conséquence, même si, en application des taux départementaux et régionaux, la DCTP aurait dû être supérieure à celle de l'année 2010, elle sera en fait limitée au montant de la compensation perçue en 2010.*

Inversement, la DCTP continue à servir de variable d'ajustement, à la baisse, du périmètre normé des concours financiers de l'Etat aux collectivités locales.

LA COMPENSATION DES EXONERATIONS OBLIGATOIRES DES TAXES FONCIERES AU BENEFICE DES EPCI LEVANT LA FISCALITE MIXTE

- **[IX.]** Sont **compensées** aux **EPCI** levant la **fiscalité mixte**, à compter du **1^{er} janvier 2011**, les **exonérations obligatoires** relatives aux **taxes foncières** (bâties et non bâties), au titre :

- du **[IV.A.1°]** de l'**article 29** de la **loi n° 2006-396**, relatif à l'**exonération** de **TFB** dans les **zones franches urbaines (ZFU)**,
- du **1^{er} alinéa** du **[II.]** de l'**article 137** de la **loi n° 2005-157**, relatif à l'**exonération** de **TFNB** en **zones humides (article 1395 D)**,
- et du **5^{ème} alinéa** du **[II.]** de l'**article 13** de la **LF 2006**, relatif à l'**exonération** de **20 %** des **terres agricoles (article 1394 B bis)**.

☞ *Jusqu'à présent, les EPCI levant la fiscalité mixte ne percevaient pas de compensation au titre des impôts ménages.*

LE VERSEMENT DES ALLOCATIONS COMPENSATRICES AUX COLLECTIVITES TERRITORIALES ET AUX EPCI AU TITRE DE 2010

[extrait de l'instruction de la DGFIP n° 6 A-2-11 du 19 avril 2011]

- **En contrepartie** des **pertes de recettes** résultant des **exonérations** et des **allègements de fiscalité locale** accordés par le législateur, des **compensations** sont attribuées aux **collectivités territoriales** et aux **EPCI à fiscalité propre**.
- Avec la **suppression** de la **TP**, un **régime transitoire**, applicable en **2010**, pour le calcul des **compensations d'exonérations** liées aux dispositifs d'**allègement de taxe professionnelle** à verser aux collectivités territoriales et aux EPCI dotés d'une fiscalité propre, a été prévu par le **[XX.]** du **point 8** de l'**article 77** de la **loi de finances pour 2010**.
- Ainsi, au titre de **2010**, les **compensations** versées aux collectivités territoriales et aux EPCI à fiscalité propre ont été **déterminées** à partir des **bases de taxe professionnelle** qui auraient résulté de l'**application**, au titre de **2010**, des **dispositions relatives à cette taxe** dans leur version en vigueur au **31 décembre 2009**.
- Le **taux** applicable pour déterminer le **montant des compensations** était le plus souvent un **taux figé** déterminé par les **dispositions afférentes à chaque compensation**.
- Pour le **calcul** de ces compensations pour les collectivités territoriales et leurs groupements à fiscalité propre, il a été fait **application** des **délibérations applicables en 2009** et relatives aux **bases de taxe professionnelle**.
- Les **modalités de calcul** de cette **compensation** n'ont **pas** été **modifiées** lorsque la compensation versée au titre d'une année n'était plus déterminée à partir du produit de bases de taxe professionnelle multipliées par un taux d'imposition, mais à partir de la **compensation versée l'année précédente**.

LES MODALITES DE CALCUL DES ALLOCATIONS COMPENSATRICES VERSEES EN 2010 EN CONTREPARTIE DES ALLEGEMENTS DE TP

Compensations	Principe du calcul	Calcul 2010	Références
DCTP : Réduction de la fraction imposable des salaires	Compensation versée l'année précédente actualisée chaque année	Compensation versée en 2009 actualisée pour 2010	BOI6CD n°186 du 16/10/1982
DCTP : Plafonnement des taux de TP en 1983	Compensation versée l'année précédente actualisée chaque année	Compensation versée en 2009 actualisée pour 2010	BOI6CD n°186 du 13/10/1982
DCTP : Abattement général à la base de 16 %	Compensation versée l'année précédente actualisée chaque année (réfaction éventuelle)	Compensation versée en 2009 actualisée pour 2010 (réfaction éventuelle)	BOI 6 E-1-87 BOI 6 E-2-95 BOI 6 A-3-05
REI : Réduction pour embauche et investissement devenue RCE : réduction de 50 % des bases pour créations d'établissements	Perte de bases résultant des réductions de 50 % des bases année N de TP X taux TP 1986 corrigé (réfaction éventuelle de 2 % calculée sur l'ensemble des recettes fiscales de la collectivité ou groupement de l'année précédente)	Perte de bases théoriques ¹ de TP 2010 X taux TP 1986 corrigé (réfaction éventuelle de 2 % calculée sur l'ensemble des recettes fiscales de la collectivité ou groupement de 2009)	BOI 6 E 8-87 BOI 6 CD n° 42 du 23/02/1992 BOI 6 E-5-99 BOI 6 A-5-02 BOI 6 A-3-05
Corse : Exonération des parts départementales et régionales de TP	Bases année N de TP exonérées X taux TP 1994	Bases 2010 de TP théoriques ¹ exonérées X taux TP 1994	BOI 6 E-1-95
Corse : Abattement de 25 % sur les bases nettes communales et intercommunales de TP de tous les établissements de Corse	Bases année N de TP ayant fait l'objet de l'abattement X taux TP 1994	Bases 2010 de TP théoriques ¹ ayant fait l'objet de l'abattement X taux TP 1994	BOI 6 E-1-95
Corse : Exonération des investissements réalisés par des PME en Corse	Bases année N de TP exonérées X taux TP 1996	Bases 2010 de TP théoriques ¹ exonérées X taux TP 1996	BOI 6 A-2-02
Réduction de la fraction imposable des recettes BNC	Perte de base résultant de la réduction de la fraction imposable des recettes (calcul avec les bases TP 2003) X taux TP 2002	Perte de base résultant de la réduction de la fraction imposable des recettes (calcul avec les bases TP de 2003) X taux TP 2002 actualisée pour 2010	BOI 6 E-6-03
Exonérations de TP en ZRR	Bases année N de TP exonérées X taux TP 1994 ou 1997	Bases 2010 de TP théoriques ¹ exonérées X taux TP 1994 ou 1997 (selon l'opération)	BOI 6 E-4-96 BOI 6 E-9-96 BOI 6 E-2-06
Exonérations de TP en ZRU	Bases année N de TP exonérées X taux TP 1996	Bases 2010 de TP théoriques ¹ exonérées X taux TP 1996	BOI 6 E-6-97 BOI 6 E-6-05
Exonérations de TP en ZFU	Bases année N de TP exonérées X taux TP 1996 ou 2005	Bases 2010 de TP théoriques ¹ exonérées X taux TP 1996 ou 2005 (selon la zone)	BOI 6 E-6-97 BOI 6 E-6-05
Suppression de la part salaires de TP	Perte de base résultant des établissements existant au 1/1/1999 (calcul avec les bases TP de 1999) X taux TP 1998 (compensation intégrée à la DGF depuis 2004)		BOI 6 E-5-99 BOI 6 A-5-02 BOI 6 A-3-05
Abattement sur les bases nettes de TP des établissements situés dans les DOM	Bases année N de TP ayant fait l'objet de l'abattement X taux TP 2009	Bases théoriques ¹ 2010 faisant l'objet de l'abattement X taux TP 2009	

¹ Les bases théoriques de taxe professionnelle de 2010 s'entendent des bases d'imposition qui auraient été imposées en l'absence de réforme de la taxe professionnelle. Elles sont notamment déterminées à partir des déclarations déposées par les entreprises en 2009 et comprennent, outre la valeur locative des biens passibles d'une taxe foncière, la valeur locative des biens et équipements mobiliers ou une fraction des recettes.

LE VERSEMENT DES COMPENSATIONS ANTERIEURES JUSQU'AU 31 DECEMBRE 2010

- **[X.] Les compensations** suivantes sont **versées jusqu'au 31 décembre 2010**. Elles figurent :
 - au **3^{ème} alinéa** du **[III.] de l'article 7** de la **loi n° 96-987** (*exonération de la TFB en zone franche urbaine*),
 - au **4^{ème} alinéa** du **[III. A.] de l'article 27** de la **loi n° 2003-710** (*exonération de la TFB de certains immeubles professionnels en ZFU*),
 - au **5^{ème} alinéa** du **[IV.] de l'article 29** de la **loi n° 2006-396** (*exonération de TFB de certains immeubles professionnels en ZFU*),
 - au **4^{ème} alinéa** du **[IV.] de l'article 42** de la **LF 2001** (*exonération de la TFB des logements locatifs appartenant à des organismes HLM*),
 - au **5^{ème} alinéa** du **[B.] de l'article 146** de la **loi n° 2005-157** (*exonération de la TFNB en zone Natura 2000*),
 - au **5^{ème} alinéa** du **[II.] de l'article 13** de la **loi n° 2005-1719** (*exonération de 20 % de la TFNB des terres agricoles*),
 - au **dernier alinéa** du **[II.] de l'article 24** de la **loi n° 2006-436** (*exonération de la TFNB en cas d'engagement de gestion de 5 ans dans le cœur d'un parc national*),
 - au **dernier alinéa** du **[B. II.] de l'article 26** de la **LF 2003** (*réduction de la fraction recettes des BNC*),
 - au **3^{ème} alinéa** du **[III.] de l'article 2** de la **loi n° 94-1131** (*diminution des bases de TP en Corse*),
 - au **4^{ème} alinéa** du **[III.] de l'article 95** de la **LF 1998** (*exonération de TP dans les ZRR au titre de l'article 1465 A*),
 - au **[B.] de l'article 3** de la **loi n° 96-1143** (*exonération de TP en Corse au titre de l'article 1466 B*),
 - au **5^{ème} alinéa** du **[IV.B.] de l'article 29** de la **loi n° 2006-396** (*exonération de TP dans les ZFU au titre du [I. sexies] de l'article 1466 A*).

- **[XI.] Les compensations** suivantes sont **versées jusqu'au 31 décembre 2010**. Elles figurent :
 - au **[VII.] de l'article 5** de la **loi n° 2003-594** (*abattement de 80 % de la TP dans les DOM au titre de l'article 1466 F*),
 - au **[IV.] de l'article 6** de la **même loi** (*abattement dégressif de la TFNB dans les DOM au titre de l'article 1388 quinquies*),
 - au **[II.] de l'article 7** de la **même loi** (*abattement dégressif de la TFNB dans les DOM au titre de l'article 1395 H*).

**LES MODALITES DE CALCUL DES COMPENSATIONS DES EXONERATIONS OU ABATTEMENTS DE TP
POUR LES EPCI SOUMIS POUR LA 1^{ERE} FOIS EN 2012 A LA CFE UNIQUE OU DE ZONE**

**[article 26 [B.II.] de la LF 2003, article 5 [VII.] de la loi n° 2009-594,
article 2 [III.] de la loi n° 94-1131, article 95 [III.] de la LF 1998,
article 29 [IV.B.] de la loi n° 2006-396, article 3 [IV.B.] de la loi n° 96-1143]**

- **[XII.] Le texte** des articles cités en référence sont **complétés** par les **deux alinéas** suivants.

Pour les **EPCI** soumis pour la **1^{ère} fois** à compter de **2012** à la **CFE unique** ou **de zone**, la **compensation** est **calculée** en retenant le **taux moyen pondéré (TMP)** des **communes membres** de l'**EPCI**.

- Le **TMP** est déterminé par le **rapport** :
 - de la **somme des compensations** versées aux **communes membres** au titre de l'**année précédant la 1^{ère} année d'application** de la **CFE unique** ou **de zone**,
 - et de la **somme des bases exonérées** ou des **abattements** appliqués au titre de l'**année précédant** cette même **1^{ère} année d'application**.

☞ *La plupart de ces références sont explicitées dans le [V.] ci-dessus.*

L'article 26 [B. II.] de la LF 2003 concerne la réduction de la fraction recettes de la TP (au profit des titulaires de bénéfices non commerciaux).

Quant à l'article 3 de la loi n° 96-1143 (la référence au [IV.B.] paraissant erronée, il fait référence à l'article 1466 B, relatif à l'exonération de TP au titre des créations et extensions d'établissements en Corse.

**LES DIFFERENTS PRELEVEMENTS SUR LES RECETTES DE L'ÉTAT DESTINES A COMPENSER AUX COMMUNES ET AUX EPCI
LES DIVERS ABATTEMENTS ET EXONERATIONS DE FISCALITE DIRECTE LOCALE**

- **[XIII.] à [XVI.]** A compter de **2011**, les **prélèvements sur les recettes de l'État** destinés à **compenser** les **pertes de recettes** suivantes s'appliquent aux **communes** et aux **EPCI à fiscalité propre** (et dans certains **cas signalés**, aux **départements** ou aux **FDPTP**) :
 - **[B.I.] de l'article 26** de la **LF 2003** : *compensation de la réduction de la fraction recettes de la TP*,
 - **[VII.] de l'article 5** de la **loi n° 2009-594** : *compensation de l'exonération de TP dans les zones franches d'activités en outre-mer*,

- **[IV.A.]** de l'article 29 de la loi n° 2006-396 (+ départements) : compensation de l'exonération de TFB dans les zones franches urbaines,
- **[III.A.]** de l'article 27 de la loi n° 2003-710 (+ départements) : compensation de l'exonération de TFB dans les zones franches urbaines,
- **[III.]** de l'article 7 de la loi n° 96-987 (+ départements) : compensation de l'exonération de TFB dans les zones franches urbaines,
- **[II.]** de l'article 44 de la loi n° 2003-660 (+ départements) : compensation de l'abattement de 30 % de TFB des logements locatifs sociaux en outre-mer,
- **[IV.]** de l'article 6 de la loi n° 2009-594 (+ départements) : compensation de l'abattement dégressif (50 % jusqu'en 2015) de TFB de certains établissements en outre-mer,
- **[IV.]** de l'article 92 de la loi n° 2005-32 (+ départements) : compensation de l'abattement de 30 % de la TFB applicable à certains logements sociaux situés en zones franches urbaines,
- **dernier alinéa** du **[IV.]** de l'article 6 de la LF 1987 (+ FDPTP) : différentes parts de la DCTP,
- **premiers alinéas** du **[III.]** de l'article 95 de la LF 1998 (+ FDPTP) : compensation des exonérations de TP au titre de l'article 1465 A dans les zones de revitalisation rurale,
- **premiers alinéas** de l'article 52 de loi n° 95-115 (+ FDPTP) : compensation des exonérations de TP au titre des articles 1465 A dans les zones de revitalisation rurale,
- **premier alinéa** de l'article 2 de la loi n° 94-1131 (+ FDPTP) : compensation de l'abattement de 25 % des bases de TP en Corse,
- **premier alinéa** du **[IV. B.]** de l'article 29 de la loi n° 2006-396 (+ FDPTP) : compensation de l'exonération de TP au titre du **[I sexies.]** de l'article 1466 A dans les zones franches urbaines,
- **premier alinéa** du **[II]** de l'article 21 de la LF 1992 (communes) : compensation des exonérations de taxe d'habitation au profit de différentes catégories de contribuables aux revenus modestes, au titre du **[I.]** de l'article 1414.

☞ Par ailleurs, sont institués à compter de 2011, aux **[XVIII.]** et **[XIX.]** des dotations au profit des départements et des régions, se substituant aux compensations de fiscalité directe locale supprimées à l'occasion de la réforme de la taxe professionnelle.

Ces dotations sont égales à la somme des allocations compensatrices versées au titre de 2010.

LES BASES DE CALCUL DES COMPENSATIONS VERSEES EN 2010 AU TITRE DE LA TAXE PROFESSIONNELLE

- **[XX.]** Au titre de 2010, les compensations versées aux collectivités territoriales et aux groupements de communes à fiscalité propre sont déterminées à partir des bases de taxe professionnelle qui résulteraient de l'application, pour l'année 2010, des dispositions relatives à cette taxe dans leur version en vigueur au 31 décembre 2009.

Pour le calcul de ces compensations pour les communes et leurs groupements à fiscalité propre, il est fait application des délibérations applicables en 2009 relatives aux bases de TP.

LA SUPPRESSION, A COMPTER DE 2010, DE LA COMPENSATION DES PERTES IMPORTANTES DE BASES DE TAXE PROFESSIONNELLE

[article 53-I ter de la LF 2004]

- **[XXI.]** A compter du 1^{er} janvier 2010, est supprimée, lorsqu'elle compense une perte de bases d'imposition à la TP, la compensation prévue au 1^{er} alinéa du **[I.1°]** et au dernier alinéa de l'article 53 de la loi de finances pour 2004 n° 2003-1311 du 30 décembre 2003 (compensation d'une perte importante de bases de TP ou de redevances des mines, dégressive sur 3 ans), en faveur :
 - des communes, et des EPCI à fiscalité propre,
 - des départements et des régions.

Les collectivités territoriales et EPCI à fiscalité propre éligibles à cette compensation avant le 1^{er} janvier 2010 perçoivent jusqu'à son terme la compensation calculée à partir des pertes de bases d'imposition à TP constatées avant la suppression de cette taxe.

☞ L'exposé des motifs du sous-amendement n° 716 (AN) à l'origine de cette suppression indique « qu'il y a lieu de supprimer les mesures qui trouveraient leur origine dans l'existence même de la TP. La suppression de cette imposition justifie la suppression de cette compensation ». Elle reste maintenue pour les pertes de redevance des mines.

Par ailleurs, le **[3.]** de l'article 78 de la LF 2010 a institué, à compter de 2012, une nouvelle compensation des pertes de bases de contribution économique territoriale.

**LA SUPPRESSION, A COMPTE DE 2011, DE LA COMPENSATION EXCEPTIONNELLE
D'UNE PARTIE DES PERTES DE BASES DE TP « FRANCE TELECOM » CONSTATEES ENTRE 2003 ET 2006**

[article 53-I *quater* de la LF 2004]

▪ A compter du 1^{er} janvier 2011, est **supprimé** la **compensation** prévue au 1^{er} alinéa du [I.2°] (compensation en 2007, jusqu'en 2011, accordée aux **communes** et aux **EPCI** sièges d'un établissement de **France Télécom**, lorsque la **perte de bases** correspondante, constatée **entre 2003 et 2006**, était **supérieure** à une certaine **fraction** de leur **ressources fiscales**).

☞ *Le sous-amendement 760 (AN) à l'origine de cette suppression précise que « compte tenu de l'intégration du prélèvement France Télécom au sein de la garantie de ressources des communes et des EPCI, et du rattrapage opéré à cette occasion sur les pertes des bases entre 2003 et 2009, il n'y a pas lieu de maintenir, à compter de 2011, le dispositif de compensation exceptionnelle instauré en 2006 pour ces mêmes pertes*

**L'INSERTION DANS LA SECONDE SECTION DU COMPTE DE CONCOURS FINANCIERS »
DU PRODUIT DE LA CVAE, INTITULE « AVANCES AUX COLLECTIVITES »**

[article 46 [II. dernier alinéa] de la LF 2006]

▪ A compter de 2011, la **seconde section** du compte de concours financiers, intitulé « **avances aux collectivités territoriales** » retrace également le **versement** du produit de la **cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE)** prévue à l'**article 1586 ter** perçu :

- par chaque **commune**, en application de l'**article 1379**,
- par chaque **EPCI à fiscalité propre**, en application des **articles 1379 - 0 bis, 1609 nonies C et quinquies C**,
- par chaque **département**, en application de l'**article 1586**,
- et par chaque **région** et la collectivité territoriale de **Corse**, en application de l'**article 1599 bis**.

▪ Ce **produit** est **versé mensuellement**, à raison d'un douzième du **montant dû**.

VOLET 10

LA LEGISTIQUE

[7. de l'article 2 et 7.2. de l'article 77 de la LF 2010]

▪ Le volet 11 présente les modifications du Code général des impôts, du livre des procédures fiscales, du Code de l'environnement, du Code général des collectivités territoriales et de divers textes législatifs, rendues nécessaires par la suppression de la taxe professionnelle et son remplacement par la contribution économique territoriale.

☞ La « légistique » peut être considérée comme une « science » (appliquée) de la législation, qui cherche à déterminer les meilleures modalités d'élaboration, de rédaction, d'édiction et d'application des normes...

L'ABROGATION DE DIVERS ARTICLES DU CGI

[6.1.34. de l'article 2 de la LF 2010]

- Sont **abrogés** les articles du CGI suivants :
- 1448 (établissement de l'impôt en fonction des capacités contributives des contribuables),
 - 1464 E (entreprises disposant de structures de traitement du gazole et du fioul),
 - 1464 F (valeur locative des installations de stockage de gaz),
 - 1464 J (EBM des ports maritimes),
 - 1466 B (activités industrielles, commerciales ou artisanales en Corse),
 - 1466 B bis (abattement dégressif en Corse),
 - 1469 (règles de détermination de la valeur locative de TP),
 - 1469 B (réduction de la valeur locative des biens),
 - 1470 (situation des contribuables non-sédentaires),
 - 1471 (entreprises exerçant une activité en dehors du territoire national),
 - 1472 (valeur de référence du contribuable en 1976),
 - 1472 A (réduction des bases à compter de 1980),
 - 1472 A bis (abattement de 16 % à compter de 1987),
 - 1474 (répartition des bases des entreprises de transport ou de travaux publics),
 - 1474 A (répartition de la valeur locative des véhicules ferroviaires entre les communes sur le territoire desquelles des locaux et terrains sont affectés à l'activité ferroviaire),
 - 1478 bis (biens et équipements mobiliers transférés par une entreprise d'une commune à une autre),
 - 1479 (chantiers de travaux publics non considérés comme des établissements),
 - 1586 bis (part de TP perçue au profit des départements de Corse),
 - 1647 B nonies (dégrèvement complémentaire),
 - 1647 C (dégrèvement applicable aux entreprises de transport),
 - 1647 C bis (dégrèvement des entreprises de transport sanitaire),
 - 1647 C ter (dégrèvement des armateurs),
 - 1647 C quater (dégrèvement des entreprises de recherche et développement),
 - 1647 C quinquies (dégrèvement temporaire de 3 ans),
 - 1647 C quinquies A (dégrèvement permanent pour les EBM acquis entre le 23 octobre 2008 et le 31 décembre 2009),
 - 1647 C sexies (crédit d'impôt en faveur des entreprises implantées dans des zones d'emploi en grande difficulté),
 - 1647 E (cotisation minimale de TP),
 - 1648 AA (péréquation de la TP des surfaces commerciales),
 - 1648 D à compter des impositions établies au titre de 2010 – (cotisation de péréquation de la taxe professionnelle),
 - 1649-0 (zones franches d'outre-mer).

L'ADAPTATION DES ARTICLES DU CGI RELATIFS AUX MODALITES D'APPLICATION, AUX DEGREVEMENTS, AUX CREDITS D'IMPOTS ET AUX EXONERATIONS DE LA CFE

[divers articles du CGI]

▪ Font l'objet d'une simple adaptation, afin de substituer la cotisation foncière des entreprises à la taxe professionnelle (et de procéder à quelques modifications), les articles du CGI suivants :

- **1447** (champ d'application de la CFE),
- **1449** (exonération de certaines activités des collectivités locales, des établissements publics des organismes de l'État, et des **grands ports maritimes**, des ports autonomes et ports gérés par des collectivités locales),
- **1451** (exonération de certaines sociétés coopératives agricoles, des caisses locales d'assurances mutuelles agricoles et assujettissement de certaines autres sociétés coopératives agricoles ou d'intérêt collectif agricole),
- **1452** (exonération des ouvriers travaillant à façon pour des particuliers ou pour leur compte - et pouvant se faire aider par leur conjoint, leur **partenaire PACS** et leurs enfants-),
- **1457** (exonération de certains vendeurs à domicile indépendants),
 - ☞ *Ne figurent plus dans le texte de l'article 1457 : les chiffonniers au crochet, les rémouleurs ambulants, ni les vendeurs d'amadou...Sont en revanche ajoutées les activités des personnes mentionnées à l'article L-135-1 du Code du commerce dont la rémunération brute totale est inférieure à la limite de 16,5 % du montant annuel du plafond de sécurité sociale.*
- **1458** (exonération des éditeurs de feuilles périodiques, des **sociétés coopératives de messageries de presse**, des services de presse en ligne, des correspondants de la presse régionale ou départementale),
- **1459** (exonération des propriétaires ou locataires louant accidentellement une partie de leur habitation personnelle, les loueurs en meublé de pièces de leur habitation principale, et - sauf délibération contraire - les personnes louant leur habitation personnelle à titre de gîte rural, les personnes louant en meublé des locaux classés faisant partie de leur habitation principale, les autres loueurs en meublé de leur habitation personnelle),
- **1460** (exonération des établissements d'enseignement du second degré ayant passé avec l'État un contrat simple ou d'association et des établissements d'enseignement supérieur ayant passé une convention de coopération ou faisant l'objet d'une reconnaissance d'utilité publique, des artistes ne vendant que le produit de leur art, des photographes auteurs, des auteurs et compositeurs, des professeurs de lettres, sciences et arts d'agrément, des instituteurs primaires, des artistes lyriques et dramatiques, des sages-femmes et des gardes-malades, des membres non fonctionnaires des commissions de visite des navires, des sportifs pour la seule pratique d'un sport, des avocats - pour une période de 2 ans -, des **professionnels de santé et des anciens professionnels de santé au titre des recettes perçues en tant que membres du corps de réserve sanitaire**).
 - ☞ *Ces derniers sont de nouveaux bénéficiaires de l'exonération. Le corps de réserve sanitaire a été institué et inséré dans le Code de la santé publique par la loi n° 2007-294 du 5 mars 2007 relative à la préparation du système de santé à des menaces de grande ampleur (auparavant, il existait mais n'était pas aussi encadré juridiquement). Il s'avère que les services fiscaux ont, conformément à la jurisprudence, considéré parfois que la condition d'habitude étant satisfaite, des retraités intervenant dans le corps de réserve devaient être soumis à la TP. Les réservistes peuvent être fonctionnaires, étudiants ou retraités.*
 - De plus, la durée des missions ne peut pas excéder 45 jours, cette durée pouvant être portée à 90 jours sur décision des ministres chargés de la santé et de la sécurité civile (décret n° 2007-294 du 5 mars 2007).*
- **1461** (exonération des organismes gérant des contrats d'assurance maladie, des **organismes** d'habitations à loyer modéré, des offices publics de l'habitat, des sociétés de bains-douches, des **sociétés de jardins ouvriers**, des organismes de jardins familiaux, de l'Union d'économie sociale, des syndicats professionnels et de leurs unions, de certaines associations régies par la loi du 1^{er} juillet 1901),
 - ☞ *L'article 15 de la LFR 2009 a modifié le [2°] de l'article 1461, listant les organismes exonérés de CFE, qui est désormais ainsi rédigé : « les organismes HLM mentionnés à l'article L.411-2 du CCH, les S.A. de coordination entre les organismes d'HLM mentionnés à l'article L.423-1-1 du CCH, ainsi que les sociétés ou organismes visés aux articles 239 ter et quater du CGI dès lors qu'ils sont constitués exclusivement par des organismes précités et si leurs activités sont identiques à celles de leurs membres ».*
- **1464 A** (entreprises de spectacles),
- **1464 B** (création de certaines entreprises et reprise d'entreprises en difficulté),
- **1464 C** (entreprises en difficulté ou entreprises nouvelles),
 - ☞ *La délibération correspondante porte sur la totalité de la part revenant à chaque commune ou EPCI.*
- **1464 D** (médecins et vétérinaires),
- **1464 H** (activités des établissements publics administratifs d'enseignement supérieur ou de recherche),
- **1464 K** (exonération, pendant 2 ans, des contribuables ayant opté pour le régime fiscal de l'auto-entrepreneur),
- **1465** (extension ou création d'activités industrielles ou scientifiques dans les zones à finalité régionale),
- **1465 A** (zones de revitalisation rurale),
- **1466** (délibération relative à l'exonération de l'article 1465),
- **1466 A** (zones urbaines sensibles, bassins d'emploi à redynamiser, zones de restructuration de la défense, zones franches urbaines),
 - ☞ *Les I bis., I ter., I quater. et I quinquies. de l'article 1466 A sont abrogés.*
- **1466 C** (extension ou création d'activités industrielles, artisanales ou commerciales en Corse),

- 1466 D (jeunes entreprises innovantes),
- 1466 E (pôles de compétitivité : entreprises situées en zone de recherche et de développement),
- 1466 F (abattement de 150.000 euros sur les bases de certains établissements dans les DOM),
- 1468 (réductions des bases),
- 1469 A quater (personnes vendant au public des écrits périodiques en qualité de mandataires),
- 1472 A ter (abattement de 25 % pour les bases imposées en Corse),
- 1473 (lieu d'établissement de la taxe),
- 1478 (annualité de la taxe),
- 1518 B (valeur locative minimum en cas d'apports, de scissions, de fusions de sociétés ou de cessions d'établissements),
- 1647 bis (dégrèvement en faveur des redevables dont les bases d'imposition diminuent),
- 1647 D (cotisation minimum de CFE).

L'ABROGATION OU LA MODIFICATION DE DISPOSITIONS DU CGI

L'ABROGATION D'ARTICLES DU CGI

[article 108-XIX-C-1-A-7 de la LF 2011]

- [1.] À compter des **impositions** établies au titre de **2011**, sont **abrogés** les **articles** du **CGI** suivants :
 - **1586 C** : (*déjà supprimé*),
 - **1586 D** : exonération de TFNB départementale des propriétés des 1^{ère}, 2^{ème}, 3^{ème}, 4^{ème}, 6^{ème}, 8^{ème} et 9^{ème} catégories,
 - **1586 E** : exonération de TFNB départementale en Corse (voir article 1586 D),
 - **1599 ter A à E** : exonérations de TF régionale (obligatoires ou facultatives),
 - **1599 quinquies** : taxe spéciale d'équipement perçue par la région Île-de-France,
 - **1609 bis** : impositions perçues par les communautés urbaines,
 - **1609 ter A** : application de l'article 1609 *nonies* C aux communautés urbaines,
 - **1609 nonies A ter** : régimes dérogatoires applicables à la TEOM, pour les EPCI à fiscalité mixte,
 - **1609 nonies B** : impositions perçues par un syndicat ou une communauté d'agglomération nouvelle,
 - **1609 nonies D** : taxes (TEOM, de balayage, de séjour, sur les fournitures d'électricité) pouvant être levées par une communauté d'agglomération,
 - **1639 B** : non prise en compte des bases de TP exonérées en vertu de l'article 1465.

LES MODIFICATIONS DES ARTICLES 1379-0 BIS, 1394 B, 1520, 1636 B SEXIES ET 1638 BIS DU CGI

[article 108-XIX-C-2 de la LF 2011]

- [3.] L'article 1379-0 *bis* est complété par un **paragraphe** ainsi rédigé :

[VII.] Les communautés d'agglomération peuvent se substituer à leurs communes membres dont la population est inférieure ou égale à 2.000 habitants pour la perception de la taxe communale sur la consommation finale d'électricité mentionnée à l'article L. 2333-2 du CGCT.

☞ Cette disposition, comme celle figurant au [2.] ci-dessus, corrige des problèmes de coordination entre le PLF 2011, la loi de réforme des collectivités territoriales et la loi portant nouvelle organisation du marché de l'électricité (NOME).

- [4.] A l'article 1394 B du CGI, relatif aux **exonérations** de TFNB des **propriétés** situées en **Corse**, la **référence** à l'article 1586 D (*supprimé par l'article 108-XIX-C-1 de la LF 2011*) est **remplacée** par les mots suivants :
« classées dans les 1^{ère}, 2^{ème}, 3^{ème}, 4^{ème}, 5^{ème}, 6^{ème}, 8^{ème} et 9^{ème} catégories définies à l'article 18 de l'instruction ministérielle du 31 décembre 1908, non exonérées en application des articles 1395 à 1395 B ».
- [5.] Au [II.] de l'article 1520 du CGI, relatif aux dispositions du [a.] de l'article 1609 A *ter* (*supprimé par l'article 108 XIX-C-1 de la LF 2011*), applicables aux **communes** adhérant pour l'ensemble de la **compétence** « **déchets ménagers** » à un **syndicat mixte**, la **référence** au [a.] de l'article 1609 A *ter* est **remplacée** par la **référence** au [VI. 2. a.] de l'article 1379-0 *bis*.
- [6.] À la 3^{ème} phase du [I. 3. 1^{er} alinéa] de l'article 1636 B *sexies* du CGI, les mots « en application de l'article 1609 *bis* » sont **supprimés** (*cet article étant lui-même supprimé par l'article 108 XIX-C-1*).
- [7. a.] Au [I.] de l'article 1638 *bis* du CGI, relatif à la procédure d'**intégration fiscale** dans une **communauté** ou un **syndicat d'agglomération nouvelle**, la **référence** à l'article 1609 *nonies* B (*supprimé par l'article 108-XIX C-1*) est **supprimée**.
- [7. b.] Le [II.] de l'article 1638 *bis*, relatif à la **réduction possible des écarts de taux de TP**, est **supprimé**.

LES BASES DE CFE RETENUES POUR LE CALCUL, A COMPTER DE 2011,
DU POTENTIEL FISCAL DES COMMUNES MEMBRES D'UN EPCI A CET UNIQUE OU DE ZONE

[article L 2334-4 du CGCT]

- A compter de **2011**, pour les **communes membres** d'un **EPCI** faisant application, avant le **1^{er} janvier 2011**, de la **TP unique** ou de la **TP de zone**, les **bases retenues** sont celles issues du **rapport** :

bases brutes 2010 de CFE de la commune

bases brutes 2010 de la compensation relais de la commune (définie au [II.] de l'article 1640 B)

☞ *Ainsi, les potentiels fiscaux des communes membres de ces EPCI sont corrigés pour tenir compte du remplacement de la TP par la CFE. Il n'est pas tenu compte à ce stade de la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises.*

L'ADAPTATION DES DISPOSITIONS RELATIVES AUX RESSOURCES FISCALES DES COMMUNAUTES D'AGGLOMERATION

[article L. 5216-8 (1°) du CGCT]

- Les **recettes** du budget d'une **communauté d'agglomération** comprennent :
 - [1°] les **ressources fiscales** mentionnées à l'**article 1379-0 bis** :
 - au [I.] : TH, TFB, TFNB, **taxe additionnelle à la TFNB**, CFE, CVAE, IFER,
 - et [V.] : **imposition forfaitaire sur les pylônes**.

La **communauté d'agglomération** peut, en outre, percevoir à la place des communes membres, selon les **compétences** qui lui sont **transférées**, la **taxe sur les fournitures d'électricité**, dans les **conditions** prévues aux **articles L. 2333-2 à 5**, au lieu et place des **communes membres** dont la **population** est **inférieure à 2.000 habitants**.

Dans ce cas, la **taxe** est **recouvrée sans frais** par le **gestionnaire du réseau** de distribution ou le **fournisseur**.

☞ *L'article L. 5216-8 du CGCT est adapté pour tenir compte des nouvelles recettes fiscales (CFE, CVAE, IFER et taxe additionnelle à la TFNB).*

A également été ajouté un paragraphe sur la perception, au lieu et place des communes membres de moins de 2.000 habitants, la taxe sur les fournitures d'électricité.

Les autres alinéas de l'article L. 5216-8 ne sont pas modifiés.

L'ADAPTATION DES DISPOSITIONS RELATIVES AUX RESSOURCES FISCALES DES COMMUNAUTES DE COMMUNES

[article L. 5214-23 du CGCT]

- Les **recettes** du budget d'une **communauté de communes** comprennent :
 - [1°] les **ressources fiscales** mentionnées à l'**article 1379-0 bis** :
 - au [II.] : TH, TFB, TFNB, **taxe additionnelle à la TFNB**, CFE, CVAE,
 - ou, le cas échéant, au [I.] : IFER,
 - ainsi que celles mentionnées au [V.] : **imposition forfaitaire sur les pylônes**.

La **communauté de communes** peut, en outre, percevoir à la place des communes membres, selon les **compétences** qui lui sont **transférées**, la **taxe sur les fournitures d'électricité**, dans les **conditions** prévues aux **articles L. 2333-2 à 5**, au lieu et place des **communes membres** dont la **population** est **inférieure à 2.000 habitants**.

Dans ce cas, cette **taxe** est **recouvrée sans frais** par le **gestionnaire du réseau** de distribution ou le **fournisseur**.

☞ *L'article L. 5214-23 du CGCT est adapté pour tenir compte des nouvelles recettes fiscales (CFE, CVAE, IFER et taxe additionnelle à la TFNB)*

A également été ajouté un paragraphe sur la perception, au lieu et place des communes membres de moins de 2.000 habitants, la taxe sur les fournitures d'électricité.

Les autres alinéas de l'article L. 5214-23 ne sont pas modifiés.

[article L. 5215-32 du CGCT]

- Les **recettes** du budget des **communautés urbaines** comprennent :
 - [1°] les **ressources fiscales** mentionnées à l'**article 1379-0 bis** :
 - au [II.] : TH, TFB, TFNB, **taxe additionnelle à la TFNB, CFE et CVAE**,
 - ou, le cas échéant, au [I.] : **IFER** - en cas de perception de la CFE unique -,
 - ainsi que celles mentionnées au [V.] et au [V. bis] : **imposition forfaitaire sur les pylônes et 50 % de l'IFER éoliennes**.

LES MODIFICATIONS DES ARTICLES L. 2331-3 ET 4, L. 2332-2, L. 5211-19, L. 5211-35-1, L. 5214-23, L. 5215-20-1, L.5215-32, L. 5216-1 ET 8 ET L5334-3 A 16 DU CGCT

[article 108-XXI A et B de la LF 2011]

- L'**article L. 2331-3** du CGCT, relatif aux **recettes fiscales** des **communes** figurant à la section de fonctionnement, est ainsi **modifié** :
 - dans la [1°] : **remplacement des mots** « et de la **taxe professionnelle** » par « de la **cotisation foncière des entreprises**, de la **cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises** et de l'**imposition forfaitaire sur les entreprises de réseaux** ».
 - un [8°] est rétabli : « le **versement du Fonds national de garantie des ressources** ».
- L'**article L. 2331-4**, relatif aux **recettes non fiscales** des **communes** figurant à la section de fonctionnement, est ainsi **complété** :
 - [16°] la **dotation de compensation de la réforme de la taxe professionnelle**.
- L'**article L. 5214-23**, relatif aux **recettes** du budget des **communautés de communes** est ainsi complété :
 - [9°] la **dotation de compensation de la réforme de la taxe professionnelle** et le **versement du fonds national de garantie individuelle de ressources**.
- Le **même alinéa** est **ajouté** aux **articles** relatifs aux **recettes** :
 - des **communautés urbaines** (**article L. 5215-32 [16°]**),
 - des **communautés d'agglomération** (**article L. 5216-8 [9°]**).
- Dans l'**article L. 5216-1** relatif à la **création des communautés d'agglomération**, les mots « **percevant la taxe professionnelle selon** » sont **remplacés** par « **soumis au régime prévu par** ».
- L'**article L. 2332-2** du CGCT, relatif au **paiement par douzième** des taxes et impositions perçues par voie de rôle) est **applicable** à la **taxe sur les surfaces commerciales (TaSCom)** prévue à l'**article 3** de la **loi n° 72-657** du 13 juillet 1972.
- La **dernière phase** du **2^{ème} alinéa** du [III.] de l'**article L. 5215-20-1** du CGCT, relatif à l'**élargissement des compétences des communautés urbaines**, est **supprimée**.
Il s'agissait de la phrase suivante : « L'**élargissement** emporte **perception de la TP** dans les **conditions** fixées au [I-1°] de l'**article 1609 bis** (*lui-même supprimé par l'article 108-XVIII-C-1 du PLF 2011*).
- Dans le [1°] de l'**article L. 5215-32** du CGCT, relatif aux **ressources fiscales** des **communautés urbaines**, la référence aux [V.] de l'**article 1379-0 bis** du CGI est remplacée par la **référence** aux [V.] et [V bis] (*relatif à la perception de 50 % de l'IFER éoliennes*).
- Les mots « **taxe professionnelle** » sont **remplacés** par les mots « **cotisation foncière des entreprises** » dans les articles suivants, relatifs aux dispositions applicables aux **communautés et syndicats d'agglomération nouvelle** :
 - L. **5334-3** (1^{er} alinéa),
 - L. **5334-4** (1^{er} alinéa et 3^o),
 - L. **5334-6** (2^{ème} phrase du 2^{ème} alinéa),
 - L. **5334-7** (1^{er}, 3^{ème} et 4^{ème} alinéa),
 - L. **5334-9** (2^{ème} phrase du 2^{ème} alinéa et dernier alinéa),
 - L. **5334-11**,
 - L. **5334-13** (a.),
 - L. **5334-14** (1^{ère} phrase du dernier alinéa),
 - L. **5334-16** (1^{er} alinéa et 2^{ème} alinéa).

- À la 1^{ère} phrase du 1^{er} alinéa de l'article L. 5334-4, relatif à la perception de la CFE par les communautés et syndicats d'agglomération nouvelle, sont supprimés les mots : « à l'exception des [II.] à [V ter] de l'article 1648 A du CGI ».
- Au 3^{ème} alinéa du [1°] de l'article L. 5334-7 (relatif au prélèvement sur le produit de CFE au profit du fonds de coopération des CAN et SAN) et la 2^{ème} phrase du 2^{ème} alinéa de l'article L. 5334-9 (relatif aux compléments de ressources pouvant être versés par des CAN ou SAN, à partir de la variation du produit de CFE), sont supprimées les références aux articles 1472, 1472 A et 1472 A bis du CGI.
- Est abrogé l'article L. 5334-12 du CGCT, relatif à la taxe additionnelle sur les taxes foncières et d'habitation pouvant être levée par les communautés ou syndicats d'agglomération nouvelle.

LES DATES D'APPLICATION DE CERTAINES DISPOSITIONS DE LA LF 2011

[article 108-XXII-1^{er} et 2^{ème} alinéas de la LF 2011]

- Les dispositions suivantes de l'article 108 de la LF 2011 s'appliquent (de façon rétroactive) à compter du 1^{er} janvier 2010 :
 - le [II. C.], modifiant le [I.] de l'article 1586 *quinquies*,
 - le [II. D. 2° b.], modifiant le [III. 2-b.] de l'article 1586 *sexies*,
 - le dernier alinéa du [II. D. 3° b.] et du [II. D. 4° d.], modifiant les [IV. 2. et V. 2.], de l'article 1586 *sexies*,
 - le [II. E. 4°], modifiant le [II.] de l'article 1586 *octies*,
 - le [III. B.], modifiant l'article 1647 C *quinquies* B,
 - le [IV. D.], modifiant l'article 1383 B,
 - le [XII. A. 1° à 4°], modifiant l'article 1640 C,
 - le [XIV.], modifiant l'article 1640 B,
 - le [XV.], modifiant l'article 1648 A,
 - le [XVII.], modifiant l'article 1636 B *octies*,
 - le [XVIII.], modifiant le [5. 3. 5.] de l'article 2 de la LF 2010,
 - le [XIX. A. 2], modifiant le [6. 2. 1.] de l'article 2 de la LF 2010 (application de l'article 1636 B *octies*),
 - le [XX.] permettant aux EPCI à fiscalité professionnelle de zone de fixer le montant de la base minimum de CFE.
- Le [II. B 2°] s'applique aux dégrèvements demandés à compter du 1^{er} janvier 2011.

☞ Le [IV.] de l'article 50 de la LFR 2010 précise que le [II.B.2°] de l'article 108 s'applique à compter des impositions établies au titre de 2011.

L'APPLICATION D'UNE DISPOSITION DE LA LF 2011 A COMPTER DE 2012

[article 108-XXII- 3^{ème} alinéa de la LF 2011]

- Le [XII. B.], relatif au [VII.] de l'article 1638 *quater*, s'applique aux rattachements de communes à un EPCI qui prennent effet fiscalement à compter de l'année 2012 ou des années suivantes.

**L'ACTUALISATION DES MODALITES DE DETERMINATION
DE LA CONTRIBUTION ECONOMIQUE TERRITORIALE DANS L'ANNEXE III AU CGI**

[projet de décret ayant reçu un avis favorable du comité des finances locales le 13 mars 2012]

▪ **L'annexe [III] au code général des impôts est ainsi modifiée :**

- **[1.] Au [3°] du [II] de l'article 38 (relatif à la déclaration des bénéficiaires industriels et commerciaux) :**

· l'article : « **1647 B sexies** » est remplacé par l'article : « **1586 sexies** »,

· l'article défini : « **le** » est ajouté avant les mots : « **modèle établi** »

· et les mots : « **à l'article 1647 E** » sont remplacés par les mots : « **au II de l'article 1586 octies** ».

L'article 38 s'applique à l'obligation déclarative, qui concerne la valeur ajoutée produite par les redevables soumis à l'ex-cotisation minimale de taxe professionnelle prévue à l'article 1647 E du CGI, qui est applicable mutatis mutandis à la CVAE.

Ainsi, le [II.] de l'article 38 est désormais rédigé :

« [II.] Les contribuables visés à l'article 53 A du CGI sont tenus de joindre à la déclaration et aux annexes visées au [I.], le bilan, le compte de résultat, le tableau des immobilisations, le tableau des amortissements, le tableau des provisions et l'état des échéances des créances et des dettes. Ils doivent également joindre :

· [1°] la liste, suivant modèle fourni par l'administration, des personnes détenant au moins 10 % de leur capital, en précisant pour chacune d'entre elles le nombre de parts ou d'actions et le taux de détention et, pour les personnes morales, leur dénomination, adresse et numéro d'identification au répertoire national des établissements (numéro SIRET), pour les personnes physiques leurs nom, prénoms, adresse, date et lieu de naissance ;

· 2°] la liste, suivant modèle fourni par l'administration, de leurs filiales et de leurs participations, en précisant pour chacune d'entre elles le taux de détention et son numéro d'identification au répertoire national des établissements (numéro SIRET) ;

· [3°] le tableau de calcul de la valeur ajoutée définie à l'article 1586 sexies du CGI, suivant le modèle établi par l'administration, lorsqu'ils sont soumis à l'obligation prévue au [II.] de l'article 1586 octies du CGI ;

· [4°] une information détaillée ayant trait aux points suivants :

[a.] dérogations aux prescriptions comptables ;

[b.] modifications affectant les méthodes d'évaluation et la présentation de comptes annuels ;

[c.] produits à recevoir et charges à payer ;

[d.] produits et charges figurant au bilan sous les postes comptes de régularisation.

Les contribuables ayant la qualité de commerçant sont tenus de produire, sur demande de l'administration, les éléments de l'annexe comptable qui ne sont pas énumérés ci-dessus.

Doivent en outre être joints à la déclaration le tableau de détermination du résultat fiscal, l'état des déficits et des provisions non déductibles, l'état des renseignements divers, le tableau des éléments soumis au régime fiscal des plus-values moins-values et, le cas échéant, le tableau des écarts de réévaluation. »

- [2.] Le [m] du [I] de l'article 40 A est ainsi rédigé :

« le calcul de la valeur ajoutée définie à l'article 1586 sexies du code précité, suivant le modèle établi par l'administration, lorsqu'ils sont soumis à l'obligation prévue au [II.] de l'article 1586 octies du même code. »

L'article 40 A s'applique à l'obligation déclarative, qui concerne la VA produite par les redevables soumis à la cotisation minimale de taxe professionnelle prévue à l'article 1647 E du CGI, et qui est applicable mutatis mutandis à la CVAE.

- [3.] L'article 46 C est complété par un [III] ainsi rédigé :

« [III.] Lorsqu'elles sont soumises à l'obligation prévue au [II] de l'article 1586 octies du code précité, les sociétés visées à l'article 46 B doivent joindre à la déclaration mentionnée au [I] le tableau de calcul de la valeur ajoutée définie à l'article 1586 sexies du code précité, suivant le modèle établi par l'administration. »

L'article 46 C précise que les SCI de gestion qui peuvent être assujetties à la CVAE doivent déposer comme les autres redevables de la CVAE le tableau de calcul de la valeur ajoutée.

- [4.] Aux articles 49 M (relatifs aux entreprises implantées dans les zones franches urbaines) et 49 S (relatifs aux entreprises implantées en Corse), les mots : « d'immobilisations corporelles au sens du 1° de » sont remplacés par les mots : « de biens passibles d'une taxe foncière dont la valeur locative est comprise dans la base d'imposition à la cotisation foncière des entreprises définis à ».

L'article 49 M est désormais ainsi rédigé :

« Pour l'application du 6^{ème} alinéa du II de l'article 44 octies ou du 6^{ème} alinéa du [II.] de l'article 44 octies A du CGI, le contribuable est réputé avoir exercé l'ensemble de son activité dans les zones franches urbaines s'il n'a pas disposé, en dehors de ces zones et au cours de l'année ou de l'exercice considéré, de biens passibles d'une taxe foncière dont la valeur locative est comprise dans la base d'imposition à la cotisation foncière des entreprises définis à l'article 1467 du CGI. »

L'article 49 S est désormais ainsi rédigé :

« Pour l'application du III de l'article 44 decies du CGI, le contribuable est réputé avoir exercé l'ensemble de son activité en Corse s'il n'a pas disposé, en dehors des départements de Corse et au cours de l'année ou de l'exercice considéré, de biens passibles d'une taxe foncière dont la valeur locative est comprise dans la base d'imposition à la cotisation foncière des entreprises définis à l'article 1467 du CGI. »

- [5.] Au 1^{er} alinéa de l'article 111 octodécies, les mots : « taxe professionnelle » sont remplacés par les mots : « contribution économique territoriale ».
- [6.] Au livre 1^{er}, 2^{ème} partie, titre 1^{er}, chapitre 1^{er}, la section III est ainsi intitulée : Cotisation foncière des entreprises.
- [7.] Au 1^o de l'article 322 FA, les mots : « l'article 58 de la loi n° 65-997 du 29 novembre 1965 » sont remplacés par les mots : « l'article L.324-1 du code du tourisme ».
- [8.] L'article 322 G est ainsi modifié :
 - . [1^o] Au 1^{er} alinéa, les mots : « taxe professionnelle » sont remplacés par les mots : « cotisation foncière des entreprises » ;
 - . [2^o] Au 1^{er} alinéa du [II.], les mots : « ou décentralisation » sont supprimés ;
 - . [3^o] A [II.a.] et au [III.], les mots : « et, pour les opérations réalisées jusqu'au 31 décembre 1994 dans certains secteurs définis par arrêté, des zones d'économie rurale dominante et des zones d'économie montagnarde, » sont supprimés ;
 - . [4^o] Au 1^{er} alinéa du [IV.], les mots : « ou de décentralisation » sont supprimés.
- [9.] A l'article 322 N :
 - . les mots : « Pour les opérations susceptibles d'être exonérées à compter du 1er janvier 1998 ou ultérieurement, » sont supprimés,
 - . et les mots : « taxe professionnelle » sont remplacés par les mots : « cotisation foncière des entreprises ».
- [10.] A la 2^{ème} phrase de l'article 322 J, à la 1^{ère} phrase de l'article 322 K, à l'article 322 O, à l'article 323 et au 1^{er} alinéa de l'article 331, les mots : « taxe professionnelle » sont remplacés par les mots : « cotisation foncière des entreprises ».
- [11.] Au 6^o de l'article 344-0 B, les mots : « de cotisation minimale de taxe professionnelle prévue au IV de l'article 1647 E » sont remplacés par les mots : « prévue au II de l'article 1586 octies » (l'article 344-0 B s'applique à l'obligation déclarative, qui concerne la VA produite par les redevables soumis à la cotisation minimale de taxe professionnelle prévue à l'article 1647 E du CGI, et qui est applicable mutatis mutandis à la CVAE).
- [12.] A l'article 344 I-0 bis, les mots : « , au b du 2^o du II de l'article 1635 sexies, au IV de l'article 1647 E » sont supprimés (car devenus sans objet suite à la modification de l'article 1635 sexies et de l'abrogation de l'article 1647 E du CGI par l'article 2 de la loi n° 2009-1673 de finances pour 2010).
- [13.] L'article 344 L est ainsi modifié :
 - . [1^o] Au 1^{er} alinéa du I, les mots : « ainsi que celui prévu au 1^o du III de l'article 1466 B du même code sont accordés » sont remplacés par les mots : « est accordé ».
 - . [2^o] Au 1^{er} alinéa du II, les mots : « ainsi que celui prévu au b du 2^o du I de l'article 1466 B du même code sont accordés » sont remplacés par les mots : « est accordé » (les dispositions de l'art. 1466 B étant abrogées à compter du 1/1/2010, le renvoi à cet article est devenu sans objet).
- [14.] Le II de l'article 406 terdecies est ainsi modifié :
 - . [1^o] Au 1^{er} alinéa, les mots : « taxe professionnelle et à la cotisation minimale de taxe professionnelle mentionnée au 6^o de l'article 344-0 B » sont remplacés par les mots : « cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises et à la cotisation foncière des entreprises »
 - . [2^o] Après les mots : « taxes additionnelles et annexes à cette », le mot : « taxe » est remplacé par le mot : « cotisation » (transposition à la CET des modalités de recouvrement de la TP et de la CMTF par les comptes des impôts).
- [15.] Les articles 322 P, 324 et 324-0 A sont abrogés (car devenus sans objet, ces articles étant liés respectivement aux articles 1466 A I quater, 1647 C sexies et 1469-3^o quater du CGI abrogés par l'article 2 de la LF 2010).